

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

AU-DELÀ DU NÉO-LIBÉRALISME, QUEL POTENTIEL SOCIAL POUR LES
PROJETS D'AGRICULTURE URBAINE À DÉTROIIT ?

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
CLAUDIA VERGNOLLE

DÉCEMBRE 2018

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

A special thank you for everyone I met in Detroit. Thank you for sharing your knowledge and your experiences; it's the centerpiece of this research. Your work inspires me and I hope this master's thesis contributes to the creation of abundance in agriculture. Thank you K. and B. for your warm welcome at your farm! — Merci infiniment à toutes les personnes rencontrées à Détroit, qui m'ont partagé leurs connaissances et m'ont permis de réaliser ce mémoire. Votre travail m'inspire et j'espère y faire honneur en contribuant à la création d'abondance en agriculture. Merci également à K. et B. pour votre merveilleux accueil à Détroit.

Merci au Collectif de recherche interdisciplinaire sur la contestation (CRIC) pour le soutien financier qui m'a permis d'effectuer mon terrain de recherche à Détroit.

Merci à Francis de m'avoir guidée et aiguillée pendant ces longs mois de rédaction. Ce mémoire a été un parcours académique, mais également personnel qui m'a énormément appris, merci de m'avoir donné les outils pour réussir.

Merci à toutes les personnes avec qui j'ai eu l'occasion de découvrir et explorer l'anarchisme : Wassim, Pav et Alex, vos réflexions et vos luttes m'inspirent et me poussent à une réflexion plus profonde.

Merci à mes amis Sabrina, Mylène et Sébastien pour votre soutien de tous les jours et les brainstormings qui m'ont permis d'arriver à ce mémoire. Merci à mes collègues de Jeunes au Travail pour vos encouragements quotidiens. Merci à Rémi pour tous les encouragements et les journées d'étude, les moments difficiles, on les a vécus ensemble autour d'un café !

Un merci tout particulier à ma mère Lyne pour les nombreuses heures de relecture et ta confiance infaillible en moi. Merci !

Finalement, merci Nicholas d'être toujours là pour moi. De m'écouter, de me soutenir et de m'encourager. Ma voix de la raison, c'est toi qui m'as empêchée de baisser les bras à de nombreuses reprises, c'est grâce à toi que ce mémoire voit le jour.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	v
TABLE DES MATIÈRES	vii
LISTE DES FIGURES.....	xi
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	xiii
RÉSUMÉ	xv
ABSTRACT	xvii
INTRODUCTION	1
Contexte	2
Présentation du sujet	3
Présentation des chapitres	5
CHAPITRE 1	
APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE	7
1.1. Méthodologie	7
1.1.1. Position épistémologique.....	7
1.1.2. Implications épistémologiques	9
1.1.3. Étude de cas	11
1.1.4. Méthode de recherche.....	12
1.2. Réflexion critique.....	12
1.2.1. Considérations éthiques.....	13
1.2.2. Position du chercheur	16
1.2.3. Relations de pouvoir.....	18
1.3. Collecte des données.....	20

1.3.1. Méthode de collecte de données	20
1.3.2. Sélection des personnes participantes	21
1.3.3. Portait des organisations rencontrées	22
1.3.4. Prise de contact avec les personnes participantes.....	24
1.4. Analyse des données	26
CHAPITRE 2	
REVUE DE LITTÉRATURE	27
2.1. Droit à la ville	27
2.1.1. Droit à la ville de Lefebvre.....	27
2.1.2. Débat réformiste vs radical.....	29
2.2. Contextualisation : histoire de Détroit	31
2.2.1. Années 1930-1940.....	32
2.2.2. Désindustrialisation	37
2.2.3. La rébellion de 1967.....	39
2.2.4. Divergences dans la littérature	41
2.3. Agriculture urbaine	45
2.3.1. Les débuts de l'AU.....	47
2.3.2. Théories de l'AU	48
2.3.3. Vue d'ensemble de l'AU à Détroit.....	50
2.3.4. L'AU comme pratique dans un mouvement	52
2.3.5. AU et néo-libéralisme.....	57
CHAPITRE 3	
SOCIAL DES PROJETS D'AU	63

3.1. Notion de communauté	63
3.1.1. Deux types de communautés	64
3.1.2. Communauté d'intérêts communs : L'AU comme facteur d'émergence	68
3.1.3. Communauté spatiale : renforcement des liens au sein du quartier ..	74
3.2. Inclusion dans le mouvement alimentaire.....	80
3.2.1. Portrait des participants à l'AU à Détroit	80
3.2.2. Inclusion	82
3.3. Impacts locaux : gentrification.....	88
CHAPITRE 4	
CRITIQUES DU CAPITALISME ET PRATIQUES ÉCONOMIQUES ALTERNATIVES.....	
4.1. Critique du capitalisme	93
4.1.1. Complicité politique au fonctionnement économique.....	94
4.1.2. Système d'oppression sociale.....	94
4.1.3. Racisme systémique	98
4.1.4. Impact du capitalisme sur le système alimentaire à Détroit	100
4.2. Pratiques économiques alternatives	103
4.2.1. Position des PP	104
4.2.2. Pratiques économiques alternatives.....	106
4.2.3. Imbrication forcée dans le système capitaliste	121
CHAPITRE 5	
ANALYSE DU POTENTIEL RADICAL	
5.1. Présence de néo-libéralisme dans les projets d'AU.....	125

5.1.1. Retrait du filet social	125
5.1.2. Valeurs néolibérales	127
5.1.3. Marchandisation de l'alimentation	132
5.1.4. Agriculture néolibérale ou radicale ?.....	135
5.2. Analyse sous la loupe du droit à la ville	142
5.2.1. Valeur d'usage.....	142
5.2.2. Autogestion.....	147
5.2.3. Quel droit à la ville pour les fermiers urbains de Détroit ?.....	148
CONCLUSION.....	151
ANNEXE A : LIENS ENTRE LES PERSONNES PARTICIPANTES (PP)	153
ANNEXE B : RÉCAPITULATIF DU TERRAIN DE RECHERCHE	155
ANNEXE C : FORMULAIRE DE CONSENTEMENT	157
ANNEXE D : 7 TYPES D'AU SELON MCCLINTOCK.....	161
ANNEXE E : OBJECTIFS DE L'AU SELON MCCLINTOCK	163
BIBLIOGRAPHIE	165

LISTE DES FIGURES

Annexe A : Liens entre les personnes participantes (PP)

Annexe B : Récapitulatif du terrain de recherche

Annexe C : Formulaire de consentement

Annexe D : 7 types d'AU selon McClintock (2013)

Annexe E : Classification des objectifs de l'AU selon McClintock (2013)

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

AU : agriculture urbaine

CSA : community-supported agriculture (agriculture soutenue par la communauté)

PP : personnes participantes

UAW : United Automobile Workers

URPJ: Uprooting Racism, Planting Justice

USDA : United States Department of Agriculture (Département de l'agriculture des États-Unis)

WOOFing : WorldWide Opportunities on Organic Farms

Abréviations des groupes rencontrés:

DBCFSN : Detroit Black Community Food Security Network

KGD: Keep Growing Detroit

MUFI: Michigan Urban Farming

TGD: The Greening of Detroit

RÉSUMÉ

La littérature sur l'agriculture urbaine est parcourue d'un questionnement quant à sa possibilité d'amener un changement systémique : alors qu'elle constitue une action politique pour établir une alternative au système agroalimentaire, elle s'inscrit tout de même dans la tendance néolibérale, en compensant le retrait du filet social, sans pour autant s'y attaquer. L'objectif de cette recherche est d'identifier le potentiel de changement social de plusieurs initiatives d'agriculture urbaine à Détroit. Grâce à un terrain de recherche d'un mois, conduit à Détroit, comprenant des entrevues semi-dirigées, ainsi qu'une observation participante, menées auprès d'organisations communautaires, de collectifs, et de fermes à but lucratif, l'analyse fait ressortir les thèmes récurrents du renforcement de la communauté et de l'anticapitalisme. L'analyse de ces thèmes a mis en évidence le potentiel radical de ces projets, malgré certains éléments néolibéraux qui les parcourent. De plus, l'analyse de ces initiatives sous l'angle du droit à la ville met en évidence la recherche d'une valeur d'usage et d'une autogestion, qui témoignent de leur potentiel radical.

MOTS CLÉS : droit à la ville, agriculture urbaine, néo-libéralisme, anticapitalisme, Détroit

ABSTRACT

The urban agriculture literature constantly wrestles with questions relative to the possibility of broad systemic change: even if urban agriculture constitutes a political action to establish an alternative food system, the practice is more often than not subsumed within a neoliberal worldview, by compensating for the retrenchment of the welfare state, without contesting it directly. The objective of this research is to identify the potential for social change in several urban agriculture initiatives in Detroit. The analysis rests upon a one month field work in Detroit, including semi-directed interviews and active participant observation, within community organisations, collectives and for-profit farms. Thus, the analysis underlines recurring themes surrounding the concepts of community and anti-capitalism. The main argument brings to the foreground the radical potential of these projects, despite being fraught with certain neoliberal elements. Additionally, the analysis draws upon the theory of the right to the city to emphasise use-value and self-management characteristics, which testifies to the radical potential of these projects.

KEYWORDS : Right to the city, urban agriculture, neoliberalism, anticapitalism, Detroit

INTRODUCTION

Les mobilisations citoyennes récentes, telles que les révolutions arabes, le mouvement 15M en Espagne, la révolte des tentes en Israël et le mouvement Occupy, sont de plus en plus étudiées sur la base de leurs caractéristiques communes (Ancelovici *et al.*, 2016). Ces mobilisations, qualifiées de post-2010, ont en commun la tactique d'occupation de l'espace public. Ces mouvements s'inscrivent dans un contexte de critique du système économique et de recherche d'une démocratisation à travers la création d'espaces de participation multiples et inclusifs, valorisant la participation citoyenne à l'identification des problèmes et la réalisation de leurs solutions (Della Porta, 2012).

Bien que ne s'inscrivant pas dans la lignée temporelle des mouvements précédemment mentionnés, c'est à la lumière d'une réflexion sur l'occupation de l'espace public et sur la critique du système économique que le cas de Détroit a attiré mon attention. L'agriculture urbaine (AU) à Détroit prend de l'ampleur dans le cadre particulier d'une ville qui a subi une crise économique importante. Alors que sa population a énormément diminué au cours des dernières années, les citoyens de Détroit font face à de nombreux problèmes au quotidien, car la Ville, dont les ressources sont limitées, n'assure pas les services de base. C'est dans ce contexte qu'émergent de nombreuses initiatives citoyennes, dont les projets d'AU, qui démontrent une résilience de la population (Paddeu, 2012a). Ces projets témoignent d'une critique du système économique qui est visible à travers la réappropriation de l'espace de la ville et d'une volonté de participation citoyenne populaire (que l'on qualifie en anglais de *grassroot*). Ce mémoire explore plusieurs projets d'AU à Détroit, afin d'étudier leur pertinence sociale à travers une analyse de l'inclusion, leur critique du système économique et leur réappropriation de l'espace public.

Contexte

La ville de Détroit a récemment attiré l'attention internationale à travers ce que les journalistes nomment le *ruin porn*, c'est-à-dire l'attrait touristique et photographique pour les bâtiments en ruines qui témoignent de la crise économique et sociale à laquelle elle fait face (Paddeu, 2012a). Détroit, située au Michigan, déclare faillite en juillet 2013 en raison de sa dette élevée à plus de 18 milliards de dollars (Davey et Walsh, 2013). Cette faillite s'explique par le déclin de l'industrie automobile ainsi que par des tensions raciales et un exode des populations aisées vers les banlieues. En 50 ans, la ville, qui comptait 1,8 million d'habitants à son apogée, a perdu plus d'un million d'habitants (U.S. Census Bureau, 2015). En novembre 2014, un plan pour sortir Détroit de la faillite est approuvé et les finances de la ville se voient confiées à une commission de représentants du Michigan.

À l'heure actuelle, bien que Détroit ne soit plus en faillite, sa situation demeure fragile (Davey, 2014). Elle reste marquée par une très grande disparité économique entre les banlieues et la ville, à laquelle s'ajoute une disparité démographique : 82,7 % de la population habitant au centre-ville est Afro-Américaine (U.S. Census Bureau, 2015), alors qu'en banlieue ce groupe ne représente que 22,7 % de la population (Detroit Regional Chamber, 2015). Le chômage est deux fois plus élevé que la moyenne nationale. En effet, en 2013, le taux de chômage de Détroit atteignait 15,2 % alors que pour le reste de l'État du Michigan, il s'élevait à 7,8 % (U.S. Census Bureau, 2013) et à 7,4 % dans le reste des États-Unis (United States Department of Labor, 2015). Il diminue progressivement lorsqu'on le compare au recensement de 2006-2008 où il était trois fois supérieur à la moyenne nationale (White, 2011b).

Malgré une certaine amélioration des conditions économiques, la ville est dans une position précaire qui touche ses habitants. Dans certains quartiers, les conditions sociales sont particulièrement préoccupantes puisque plus d'un tiers de la population vit sous le seuil de pauvreté et le gouvernement municipal n'a pas la capacité de

répondre aux besoins de base des habitants (Davey, 2014; Mc Graw, 2007; Paddeu, 2012a).

Présentation du sujet

Des initiatives citoyennes émergent de ce contexte de crise et présentent des alternatives aux institutions officielles. Ces institutions devraient, en principe, assurer le bon fonctionnement d'une ville, notamment en ce qui concerne les besoins de base des citoyens, tels que l'électricité, l'accès à l'eau et la sécurité. Les initiatives citoyennes apparaissent dans les quartiers les plus défavorisés du centre de Détroit pour combler le manque d'intervention étatique. Ces initiatives prennent des formes aussi variées que des projets d'AU, des squats, des communes, des ateliers de réparation de vélos et des projets d'art (Herscher, 2012). Flaminia Paddeu (2012) s'intéresse aux pratiques économiques émergentes de la société civile et identifie certaines pratiques qui contribuent à la solidarité et au renforcement des communautés, telles que : « l'agriculture urbaine communautaire ; les banques alimentaires ; les organismes de réparation, de recyclage ou de nettoyage du bâti ; les projets éducatifs ; les espaces de partage des nouvelles technologies, etc. » (Paddeu, 2012a, p. 121). Pour sa part, Kimberley Kinder (2016) s'intéresse aux initiatives citoyennes qu'elle qualifie de « self-provisioning », c'est-à-dire les stratégies qui émergent des citoyens en réponse à leurs propres besoins. Parmi ces stratégies, elle note des pratiques citoyennes telles que la protection des maisons abandonnées pour empêcher leur dégradation et l'usage illégal de celles-ci, l'entretien du quartier par la communauté : couper l'herbe des terrains vacants et réparer les poteaux électriques ou encore ramasser les poubelles illégalement déposées sur des terrains abandonnés.

À Détroit, les quartiers les plus pauvres se trouvent dans des situations de déserts alimentaires où les résidents n'ont pas accès à de la nourriture abordable, en qualité et en quantité suffisante. Face à cette situation, certains citoyens réagissent en participant à des initiatives d'AU (Paddeu, 2014). Ces projets d'agriculture émergent

à la fois d'acteurs institutionnels, de groupes communautaires ou encore de projets citoyens. L'envergure de l'émergence de ces pratiques, jumelé à mon intérêt pour ce sujet et à l'abondance de littérature sur l'AU et le mouvement alimentaire, m'ont incitée à cibler l'étude de ces initiatives citoyennes. Un portrait des acteurs de l'AU à Détroit sera présenté dans la revue de littérature.

Dans une perspective de sociologie politique, je m'intéresserai à la signification politique et la pertinence sociale de quelques-uns des projets d'AU à Détroit. J'analyserai le potentiel de changement social porté par ces projets, qui seront présentés dans la section méthodologie.

La revue de la littérature démontrera que l'AU s'inscrit dans le cadre plus large d'un mouvement alimentaire qui peut prendre plusieurs formes, telles que la sécurité alimentaire, la justice alimentaire ou encore la souveraineté alimentaire (Alkon et Agyeman, 2011; Hamm et Bellows, 2003; Paddeu, 2012b). Toutefois, le mouvement alimentaire est accusé d'être empreint de néo-libéralisme (Alkon et Mares, 2012; Blecha et Leitner, 2013; Drake, 2014; McClintock, 2013). Cette critique nous pousse à nous intéresser à la problématique suivante : **Alors que l'AU est empreinte de néo-libéralisme, comment peut-on analyser le potentiel radical des projets d'AU à Détroit ?**

Afin de répondre à cette problématique, la question de recherche à laquelle je propose de répondre est : **Quel changement sociétal est mis de l'avant par les projets d'AU à Détroit ?**

Le sujet de recherche englobe plusieurs sous-champs de la science politique et se situe à la croisée de plusieurs disciplines. D'abord, en ce qui concerne la science politique, le sujet traite d'administration publique, de politique américaine et de modes de participation citoyennes. L'objet d'étude est également multidisciplinaire : tissant des liens entre la science politique, la sociologie, la géographie et l'urbanisme.

Le cas de Détroit est également intéressant dans la mesure où il s'agit d'une situation d'actualité particulière et singulière : la ville a subi le contrecoup de son industrialisation et l'État n'est plus en mesure d'assurer les services de base pour les citoyens de certains quartiers. Ces derniers s'organisent entre eux pour subvenir à leurs besoins essentiels. Cette situation permet d'observer les valeurs organisationnelles qu'ils mettent de l'avant lorsqu'ils sont délaissés par l'État et qu'ils assument certaines de ses fonctions. Détroit représente donc un terrain de recherche unique qui permet d'étudier l'AU et l'organisation citoyenne. Comme l'explique Paddeu (2012a), Détroit présente un intérêt particulier pour la recherche : « Détroit peut être vu comme un laboratoire de pratiques alternatives : débarrassée de fait de ses lieux de consommations comme les malls et les supermarchés, pourquoi ne pas en faire une occasion de repenser la ville américaine ? » (Paddeu, 2012a, p. 135).

De plus, l'angle de cette recherche est différent des études déjà effectuées qui traitent de la chute de la ville et de la fascination pour le « ruin porn » (Boyle, 2001; Kinder, 2016; Mc Graw, 2007; McDonald, 2014; Paddeu, 2012a). La recherche analyse ce qui se déroule actuellement et la manière dont les citoyens s'organisent pour repenser et vivre la ville autrement. Elle désire s'éloigner d'une vision romantique de la crise économique de Détroit, qui cache des réalités sociales dévastatrices et témoigne à la fois des dynamiques sociales présentes dans l'histoire de la ville et à la fois des dynamiques actuelles entourant les projets d'AU. Cette recherche est innovante, dans la mesure où nous nous intéresserons aux habitants de Détroit, actifs et organisés, pour faire face à la crise politique et économique de leur ville.

Présentation des chapitres

Pour répondre à la question de recherche, un terrain de recherche d'un mois en mai-juin 2016 à Détroit a permis d'effectuer de l'observation participante ainsi que 14 entrevues semi-dirigées avec des personnes participantes (PP) impliquées dans diverses initiatives d'AU. Le contenu de ces entrevues sera analysé pour étudier le

potentiel radical de ces projets à travers l'inclusion et la critique du système économique. L'étude de ces facteurs permettra ensuite de réfléchir à l'empreinte néolibérale qui parcourt les projets. Malgré la présence de caractéristiques néolibérales, l'analyse de ces projets sous l'angle du droit à la ville de Lefebvre (1968) permet de dépasser la problématique et d'analyser le potentiel radical de ces projets.

Le chapitre 1 traite de la méthodologie employée et permet d'affirmer la position de réflexion critique de la recherche. Ce chapitre permettra également de présenter la méthode de collecte de données ainsi que la méthode d'analyse de ces données. La revue de littérature, abordée au chapitre 2, expose le cadre théorique du droit à la ville de Henri Lefebvre (1968). Ce chapitre présente également l'histoire de Détroit à partir des années 1940, ainsi qu'un survol des théories entourant l'agriculture urbaine et le mouvement alimentaire.

Les chapitres 3 et 4 introduisent les résultats de la recherche à travers une analyse inductive des thèmes récurrents qui parcourent les entrevues. Le chapitre 3 traite de l'impact social des projets d'AU sélectionnés, cet impact est visible par la manière dont les personnes interviewées comprennent la communauté et travaillent à la renforcer. La recherche d'inclusion dans ces projets et leurs retombées pour leur communauté et leur quartier sera également analysée. Le chapitre 4 expose les critiques du fonctionnement économique telles que formulées par les personnes participantes (PP), ainsi que les solutions qu'elles proposent pour répondre à ces critiques.

Finalement, la première section du chapitre 5 met en lumière la manière dont les projets d'AU sélectionnés sont empreints de néo-libéralisme. Afin d'analyser le potentiel radical de ces projets, dans la deuxième section de ce chapitre, nous proposons de dépasser ce questionnement sur le néo-libéralisme de l'AU, en favorisant une analyse axée sur le droit à la ville.

CHAPITRE 1

APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

1.1. Méthodologie

Afin d'assurer une recherche de qualité, Stacy Carter et Miles Little (2007) soulignent l'importance d'une bonne cohérence entre l'épistémologie, la méthodologie et la méthode de recherche, qui s'influencent mutuellement. Ces choix déterminent notamment la manière de procéder à une démonstration, la place du chercheur dans la recherche et le rôle des personnes participantes (PP) au sein de la recherche (Carter et Little, 2007). Afin d'assurer la rigueur de cette recherche, nous détaillons ces différents éléments ci-dessous.

1.1.1. Position épistémologique

Cette recherche s'inscrit principalement dans un cadre interprétatif constructiviste, tel que décrit par John Creswell :

The goal of research, then, is to rely as much as possible on the participants' views of the situation. Often these subjective meanings are negotiated socially and historically. In other words, they are not simply imprinted on individuals but are formed through interactions with others (hence social construction) and through historical and cultural norms that operate in individuals' lives. Rather than starting with a theory (as in postpositivism), inquirers generate or inductively develop a theory or a pattern of meaning (Creswell, 2013, p. 24).

Ce cadre s'accompagne de certains présupposés philosophiques. Ma position ontologique, c'est-à-dire ma conception de la nature de la réalité, se rapproche du constructivisme, mettant de l'avant l'existence d'une pluralité de réalités sociales construites par les individus en relation avec leurs expériences. C'est pour témoigner de cette multiplicité de réalités que la méthode de collecte de données par entrevues semi-dirigées a été choisie, afin de permettre aux individus de témoigner de leurs expériences. L'approche constructiviste a des répercussions épistémologiques

(l'étude de la connaissance) sur ma recherche à travers la reconnaissance de l'influence du chercheur sur la recherche, car ses expériences le guident dans l'analyse et la présentation des résultats de la recherche. La posture axiologique, c'est-à-dire le rôle des valeurs, se traduit par un respect des valeurs des personnes participantes (PP) à travers ma recherche, et qui se reflète notamment dans mon choix de méthodologie et de méthode de recherche (Creswell, 2013).

Ma position épistémologique s'enrichit également des cadres théoriques critiques et postmodernistes. D'une part, la théorie critique apporte une profondeur à la conception constructiviste, car la construction des réalités à travers les expériences et les relations avec les autres ne peut être dissociée des relations de pouvoir omniprésentes. D'autre part, cette théorie souligne que les valeurs sont mises de l'avant du point de vue de la communauté, ce qui est pertinent dans le cadre de cette recherche, car les entrevues portent, entre autres, sur le thème de la communauté. Finalement, la théorie critique et le postmodernisme proposent une auto réflexion critique du chercheur. Cette théorie met au centre de la réflexion les relations de pouvoir existantes entre la chercheuse ou le chercheur et les PP. Les postmodernistes proposent une réflexion critique plus globale par rapport aux méthodes de recherche ainsi qu'aux problématiques pouvant émerger lors de la recherche (Creswell, 2013). Ce sont des aspects qui ont été intégrés à la recherche.

Afin de respecter ces prises de position, ma recherche est construite de manière critique et transparente. Cette transparence permet de révéler les choix effectués ayant influencé les différentes étapes de la recherche. C'est donc dans l'objectif d'effectuer une recherche rigoureuse et fiable que j'expose mes choix de recherche ainsi qu'une justification de leurs impacts (Bradshaw et Stratford, 2010).

1.1.2. Implications épistémologiques

Pertinence sociale de la recherche

Ma compréhension de la pertinence d'une recherche se rapproche de celle mise de l'avant par le cadre transformatif (*transformative framework*), c'est à dire que : « knowledge is not neutral and it reflects the power and social relationships within society, and thus the purpose of knowledge construction is to aid people to improve society » (Mertens, 2003, dans Creswell, 2013, p.26). Jacques Chevrier souligne l'importance de la pertinence sociale d'une recherche, qui doit être utile pour les décideurs (Chevrier, 2006, p. 55). J'interprète plutôt la pertinence sociale non pas selon son utilité pour les décideurs politiques, mais plutôt par rapport à son utilité pour les citoyens. Ainsi, cette recherche tente de créer des connaissances qui seraient utiles particulièrement aux agriculteurs urbains et aux organisateurs communautaires ou toute personne réfléchissant à la pertinence de l'agriculture urbaine dans une perspective de changement sociétal. Cette recherche étant publiée en français, ses retombées visent plus particulièrement les milieux francophones.

La recherche comme processus

Cette recherche a été menée dans une démarche inductive, c'est-à-dire « qui part de données empiriques pour construire des catégories conceptuelles et des relations » (Chevrier, 2006, p. 55). Le projet de mémoire déposé proposait une problématique et des hypothèses temporaires permettant d'orienter la recherche. Une fois le terrain effectué, ces paramètres ont été modifiés afin de mieux témoigner de la réalité du terrain de recherche. Tout au long de la recherche, les réponses reçues lors des entrevues m'ont permis d'enrichir mon questionnaire d'entrevue ainsi que mon devis de recherche.

Cette manière inductive de procéder concorde avec ma vision de la recherche. En effet, je voulais que cette recherche permette aux PP d'avoir un espace afin de

pouvoir s'exprimer en évitant de les contraindre par mon questionnaire de recherche. C'est dans cet objectif que j'ai adopté une approche inductive favorisant une plus grande souplesse, car elle permet de « conceptualiser et d'élaborer une théorie à partir des données plutôt que de forcer une théorie sur les données » (Chevrier, 2006, p. 78). Cette approche inductive est notamment valorisée dans le cadre interprétatif constructiviste (Creswell, 2013, p. 36).

Ainsi, l'étude a été conçue lors de l'étape préalable du projet de mémoire. Lors de cette étape, la lecture de publications et d'articles scientifiques relatifs au sujet a permis de poser les bases du projet de recherche. La consultation de documents produits par des groupes de Détroit, notamment des vidéos, de même que la lecture de recherches m'a permis de poser les hypothèses préalables.

Les premières entrevues m'ont incitée à retravailler les questions ouvertes et à modifier mon devis de recherche. En effet, comme l'expliquent Martyn Hammersley et Paul Atkinson : « the development of research problems is rarely completed before fieldwork begins; indeed, the collection of primary data often plays a key role in that process of development » (Atkinson et Hammersley, 1983, p. 28, dans Kjaeras 2012, p.42). L'annexe A témoigne du déroulement chronologique de mes entrevues et des liens sociaux qui lient les PP entre elles. Ayant au départ de ma recherche pris contact avec cinq PP, l'orientation de ma recherche dépendait grandement des autres personnes que j'aurais l'occasion de rencontrer. Mes premières entrevues ont fait évoluer la recherche, car ce sont les premières PP qui m'ont mise en contact avec d'autres acteurs du milieu, par effet boule de neige. On observe alors que le terrain de recherche a eu un impact élevé sur la conception et la réalisation de cette analyse. Notons aussi que lors de chaque entrevue, afin de laisser un plus grand espace de participation aux PP, je leur ai demandé si elles avaient quelque chose à rajouter ou s'il y avait un sujet dont elles aimeraient discuter. L'incorporation de cette question ouverte a fortement contribué à mettre de l'avant certaines thématiques qui n'étaient

pas présentes lors de la conception du questionnaire de recherche préalable au terrain de recherche.

1.1.3. Étude de cas

L'approche méthodologique choisie est une étude de cas de l'agriculture urbaine à Détroit. L'étude de cas est parfois comprise comme étant un objet à étudier plutôt qu'une méthodologie : « case study research is not a methodology but a choice of what is to be studied (...) whereas others present it as a strategy of inquiry, a methodology, or a comprehensive research strategy » (Creswell, 2013, p. 97). Toutefois, je comprends l'étude de cas comme étant une méthodologie dans la mesure où elle définit la manière dont la recherche va être effectuée. Ainsi, Jamie Baxter (2010) souligne que l'étude de cas est liée à certains présupposés philosophiques : « The primary guiding philosophical assumption is that in-depth understanding about one manifestation of a phenomenon (a case) is valuable on its own without specific regard to how the phenomenon is manifest in cases that are not studied » (Baxter, 2010, p. 82).

L'étude de cas correspond à ma position épistémologique, dans la mesure où elle permet d'étudier un phénomène en profondeur à travers la recherche d'une multitude de points de vue. Cette approche méthodologique laisse également la place à une recherche inductive, régulièrement employée par les constructivistes. Mon étude de cas s'inscrit donc dans des *Theory Generating Cases* qui permettent de développer des constructions théoriques appuyées sur le contenu du terrain de recherche (Baxter, 2010, p. 88). En plus d'être en adéquation avec une épistémologie constructiviste, cette méthodologie s'arrime également avec mes influences de la théorie critique et postmoderniste, car elle laisse l'opportunité au chercheur de réfléchir à son impact sur la recherche : elle ne présuppose pas un chercheur objectif.

1.1.4. Méthode de recherche

Plusieurs méthodes de recherche qualitative ont été combinées permettant d'apporter une profondeur à la recherche. La méthode de collecte de données principale est l'entrevue semi-directive, ce qui favorise le point de vue des PP en leur laissant une grande place d'expression. Préalablement aux entrevues, des questions larges et ouvertes ont été préparées dans l'objectif de briser la glace et d'instaurer une ambiance détendue permettant d'aborder les enjeux centraux à la recherche. Comme nous l'avons mentionné précédemment, dans le cadre d'une recherche inductive, des aller-retour entre les premières réponses et les questions posées ont permis d'enrichir la grille de questions. Rappelons que le questionnaire comprend aussi une question complètement ouverte permettant aux PP de mettre de l'avant ce dont ils désirent discuter, leurs intérêts ou encore leurs préoccupations.

Finalement, l'observation participante vient compléter l'étude. En effet, mes discussions informelles avec des PP, de même que les informations transmises lors de visites de jardins ont été retranscrites afin de servir de données. Bien que je n'aie pas réalisé d'entrevues avec les personnes de la ferme sur laquelle j'ai fait du WOOFing (j'ai logé et travaillé bénévolement) lors de mon terrain de recherche, nous avons longuement discuté des nombreuses problématiques et enjeux de Détroit. Ainsi, d'une manière moins formelle, ces discussions ont permis une réflexion et un approfondissement de mes connaissances, et contribuent de cette manière à la recherche. L'annexe B compile l'observation participante que j'ai effectuée au cours de mon terrain de recherche.

1.2. Réflexion critique

Une autre approche inspirant ma recherche est celle de la théorie réflexive critique (Dowling, 2010). Cette réflexion critique s'applique à l'ensemble du processus de recherche. Il s'agit d'un processus de « constant, self-conscious scrutiny of the self as researcher and of the research process. In other words, being reflexive means

analyzing your own situation as if it were something you were studying » (Dowling, 2010, p. 31). J'ai eu recours à cette approche en tenant un journal de recherche dans lequel j'ai inscrit mes impressions et mes réflexions face aux rencontres, aux entretiens et aux événements quotidiens de mon terrain de recherche. Ce journal me permet de m'y référer pour observer mes propres réactions et comportements afin de savoir comment ils peuvent influencer ma recherche.

L'application de cette approche permet de pousser la réflexion éthique au-delà de l'approbation éthique universitaire qui n'est pas toujours apte à répondre aux imprévus du terrain. Ainsi, « Because research is a dynamic and ongoing social process that constantly throws up new relations and issues that requires constant attention, self-critical awareness of ethical research must pervade our research » (Dowling, 2010, p. 30). C'est donc en répondant aux problèmes éthiques par la réflexivité critique, notamment à l'aide du journal de recherche comme outil, que nous pouvons résoudre les problèmes apparaissant au cours de la recherche.

Ainsi, cette réflexion critique s'applique particulièrement aux considérations éthiques, à la subjectivité du chercheur et aux relations de pouvoir, ce qui me permettra de mettre en évidence des exemples concrets liés au terrain de recherche.

1.2.1. Considérations éthiques

La qualité de la recherche est liée aux considérations éthiques qui doivent être prises en compte tout au long du processus. Cette section permet de survoler et d'anticiper les différents problèmes éthiques pouvant survenir au cours de la recherche et la manière d'y remédier tout d'abord à travers le certificat d'éthique puis à travers les diverses étapes de la recherche (Creswell, 2013, p. 58).

Certificat d'éthique

Mon certificat d'éthique a été approuvé par le sous-comité des études de cycles supérieurs du département de science politique le 15 décembre 2015 (voir annexe C).

L'obtention de ce certificat signifie que ma recherche se conforme aux normes d'éthiques en vigueur au Canada. Plus précisément, ce certificat encadre les procédures de recherche : dans mon cas, la recherche sera constituée d'entrevues semi-directifs. Le certificat encadre également le processus de recrutement, c'est-à-dire que les PP seront contactées par courriel, par téléphone, ou encore en personne en me rendant à leur lieu d'activité. Notons que l'observation participante n'était pas encore envisagée au moment de l'approbation du certificat d'éthique. Toutefois, afin de remédier à cette situation, les mêmes normes d'éthique ont été appliquées pour les observations participantes.

Afin d'assurer l'anonymat des PP, leurs noms ont été remplacés par un code alphanumérique et les informations trop précises concernant une PP ne seront pas divulguées. Certaines personnes, dont PP3, préféraient que le nom de leur ferme à but lucratif ne soit pas mentionné, ce qui a été respecté. Tout le matériel contenant des informations sur les PP est conservé en sécurité.

Bien que dans le cadre de cette recherche l'anonymat des PP soit préservé, on note que dans certains cas, l'anonymat n'est pas un effet désiré (Dowling, 2010; Kjaeras, 2012). En effet, utiliser le nom des PP, dans la limite de leur accord, permet de témoigner un respect pour leur réflexion, partagée lors de l'entrevue (Quizar, 2014). Toutefois dans le cadre de cette recherche, il est pertinent d'utiliser l'anonymat afin de minimiser l'impact de cette recherche sur les dynamiques de gentrification. En effet, l'établissement de fermes dans des quartiers défavorisés peut entraîner l'arrivée dans le quartier de personnes plus aisées et provoquer un processus de gentrification. Certains fermiers mentionnent que l'attention médiatique sur ces fermes accentue l'effet de gentrification. Ainsi, afin de minimiser l'impact possible de cette recherche, les noms des fermes à but lucratif ne seront pas mentionnés.

Avant chaque entrevue, les PP ont été informées des modalités de leur participation à l'entrevue, soit une entrevue enregistrée d'une heure conduisant à la publication

d'une recherche universitaire. Suite à la lecture conjointe du formulaire de consentement, leur consentement a été demandé. Mon projet de recherche prévoyait de procéder à un consentement oral en raison du contexte particulier du terrain de recherche. J'avais présumé que la situation économique et sociale de Détroit pourrait entraîner une méfiance des PP à l'égard du chercheur extérieur à la communauté et qu'un formulaire écrit serait alors trop formel. En effet, les PP ont développé une méfiance vis-à-vis des institutions, notamment en raison de la violence institutionnelle et policière à Détroit. De plus, étant donné le faible niveau de scolarisation présumé des PP, la signature d'un formulaire écrit pourrait attirer leur méfiance, c'est pourquoi préalablement au terrain de recherche j'avais décidé d'opter pour un consentement oral. Toutefois la réalité du terrain a modifié ce besoin de consentement oral, car la plupart des personnes interviewées ont l'habitude de faire des entrevues et de remplir des demandes de consentement écrit. Dans la plupart des cas, des consentements écrits ont été signés, sauf dans les cas suivants. PP3 n'a pas signé de consentement écrit, mais a accepté à l'oral puis l'a confirmé par courriel. PP6 et PP10 également n'ont pas signé de consentement écrit, car elles désiraient que l'entrevue se fasse dans l'action, en travaillant, plutôt que dans un cadre académique. Pour PP11, l'entrevue s'est déroulée dans un laps de temps très court, et dans un espace qui n'était pas adéquat pour un consentement écrit ; nous avons donc procédé à un consentement oral. Finalement, en ce qui concerne PP14, nous avons eu l'occasion de discuter à maintes reprises de ma recherche au cours de mon terrain et elle préférait fournir un consentement oral.

Finalement, mon terrain de recherche étant aux États-Unis, je me suis assurée que les normes éthiques de ma recherche soient en conformité avec les normes éthiques de l'American Educational Research Association (American Educational Research Association, Février 2011).

Éthique au cours de la recherche

Le premier contact avec les PP est un moment essentiel de la recherche, car il permet de poser les fondements éthiques liés à leur participation. Ainsi préalablement à l'entrevue, le contenu du formulaire de consentement (annexe C) leur est expliqué.

Afin d'être respectueux et d'éviter d'incommoder la communauté, le chercheur doit être honnête quant à ses objectifs de recherche et ses motivations à poursuivre celle-ci. C'est pourquoi je leur ai expliqué que ma recherche a pour objectif d'être diffusée en français dans un cadre académique. Cette préoccupation est particulièrement pertinente dans le cas de Détroit, car plusieurs personnes se méfient des retombées des recherches ou articles au niveau de la gentrification de leur quartier (Jackman, 2015). Sachant cela, j'ai pris soin d'expliquer aux PP que cette recherche est une étude universitaire et non pas un article journalistique avec une grande portée médiatique. Nous avons décidé que le nom de leur ferme ne serait pas divulgué, évitant alors d'attirer l'attention sur leur quartier. Afin de justifier mes motivations à réaliser cette recherche, je leur ai expliqué ma propre position en tant que chercheuse qui pratique l'agriculture urbaine à Montréal depuis plusieurs années.

Finalement, la dernière étape est celle de la publication. Le chercheur doit avoir été honnête avec les PP sur ses intentions de publications (Creswell, 2013, p. 59). Dans mon cas, il a été mentionné aux PP que ma recherche sera publiée en français dans les archives électroniques en libre accès de l'UQAM.

1.2.2. Position du chercheur

Le chercheur doit également adopter une réflexion critique sur la place qu'il occupe au sein du terrain de recherche. La réponse à cette question influence sa relation avec les PP et il est alors important d'en réaliser les impacts potentiels.

Dans un contexte de recherche sur l'AU, plusieurs chercheurs posent les bases de cette réflexion, en se demandant s'ils sont des *insiders* ou des *outsiders* face à leur

terrain de recherche (Howard Schutzbank, 2012; Kjaeras, 2012; Quizar, 2014). N'ayant aucun contact avec les PP avant de me rendre à Détroit, j'estime ne pas être une *insider*. Toutefois, le fait de partager un intérêt commun, celui de l'AU, me situe comme *insider* au sein d'un groupe plus large de personnes pratiquant l'AU. Cette position d'*insider* offre plusieurs avantages. Tout d'abord, cette position favorise la création d'un lien de confiance avec les PP et pourrait favoriser des conversations de qualité. Cet intérêt pour l'AU peut permettre aux PP de mieux comprendre que mon intérêt pour le sujet de ma recherche découle de ma passion pour l'AU. Cet intérêt résulte d'une volonté de découvrir le plein potentiel de l'AU : il ne s'agit pas seulement d'une recherche théorique. Notons que préalablement aux entrevues, l'organisation *Detroit Black Community Food Security Network* (DBCFSN) opérant une ferme à Détroit, demande de répondre à la question : « How will DBCFSN and the Detroit community benefit from this opportunity? » (Detroit Black Community Food Security Network, 2015b). J'ai ainsi répondu à cette question :

Even though academic studies usually stay quite theoretical, I designed my research in the hopes that it could contribute to urban gardeners who might wonder about the potential of urban gardening to challenge the system and pledge for a more sustainable world.

Plusieurs personnes ont d'ailleurs accepté de m'accorder une entrevue lorsque je leur ai proposé de les aider sur leur ferme.

La perception de mon rôle en tant que chercheuse a certainement été influencée par mon séjour dans une ferme urbaine d'un quartier péricentral de Détroit. Tout d'abord, loger dans cette ferme m'a permis de contribuer à l'effort d'agriculture urbaine de Détroit et d'aider un projet en particulier. Ensuite, y loger m'a immergée dans un quartier défavorisé de Détroit et m'a permis de prendre conscience des problèmes qui y sont liés, tels que la difficulté du transport et le manque d'accès à de la nourriture. Je pense que cela a permis à certaines PP de communiquer avec moi plus facilement

sur ces sujets. Par exemple, durant l'entrevue avec PP2, elle parle de la difficulté de se déplacer pour assister à la formation qu'elle offre. Elle me dit :

« -(...) I mean if you don't have a car, and Detroit is spread so far. Even biking... how long did it take you?

— One hour and a half.

- And what if you had to do that every day? » (PP2).

Ma situation à Détroit lui a permis de faire le parallèle entre une situation que j'ai expérimentée durant un mois et une situation vécue quotidiennement par de nombreux habitants de Détroit.

En plus de cette réflexion sur sa position face à la communauté, le chercheur doit se questionner sur les biais qu'il peut apporter lors des entrevues. Un bon exemple de ces biais du chercheur est celui expliqué précédemment : je m'attendais à ce que les PP ne soient pas à l'aise de signer un consentement écrit aussi formel, tandis qu'en réalité, plusieurs d'entre eux ont l'habitude de faire des entrevues avec les médias et avec les étudiants et sont donc familiers avec ces processus. Une recherche est influencée par les biais du chercheur, qui découlent de ses valeurs et ses expériences quand il entreprend la recherche (Creswell, 2013, p. 161). Dans mon cas, le fait de pratiquer l'AU signifie que j'aborde ma recherche avec certaines connaissances et convictions par rapport au potentiel de cette pratique et à l'interprétation de sa signification. De plus, comme mentionné en introduction, c'est un intérêt pour les mouvements sociaux, et particulièrement ceux d'occupation de l'espace public qui m'oriente vers une analyse à travers le cadre théorique du droit à la ville.

1.2.3. Relations de pouvoir

Creswell (2013) encourage les chercheurs à prendre en compte les spécificités relatives aux PP. Comme nous l'avons mentionné précédemment, l'histoire de Détroit est empreinte de racisme, auquel s'ajoute une dynamique de gentrification

contribuant aux tensions. La relation entre le chercheur et les PP doit être envisagée en tenant compte de ces enjeux. Il faut prendre conscience que dans ce type de situation, les chercheurs se trouvent en position de pouvoir par rapport aux PP. Afin de minimiser les problèmes résultants de ces inégalités, la recherche doit être considérée non pas comme une recherche *sur* une communauté, mais plutôt comme une recherche *avec* la communauté (Pitts et Smith, 2007). Toutefois, comme le soulignent Marian Pitts et Anthony Smith (2007), il faut éviter la vision essentialiste selon laquelle seuls des membres de la communauté peuvent faire une étude sur celle-ci. Les entrevues semi-dirigées permettent donc de laisser une plus grande liberté d'expression aux PP, dans une perspective de recherche *avec* la communauté.

Le choix du lieu pour l'entrevue peut affecter les relations de pouvoir entre la PP et le chercheur. Le lieu des entrevues a été laissé à la convenance des PP. Elles ont souvent choisi de le faire sur leur lieu de travail, que ce soit dans leur bureau ou à la ferme. Conformément à la réflexion de Kristin Kjaeras (2012), les lieux choisis par les PP représentent des zones confortables, moins formelles permettant une certaine atténuation des dynamiques de pouvoir. Notamment, le côté informel des rencontres dans les jardins ou les fermes m'a semblé contribuer à l'atténuation de ces dynamiques, en détachant l'entrevue d'un contexte trop académique.

La collecte de données peut aussi induire des relations de pouvoir déséquilibrées avec les PP, si celles-ci ont l'impression d'être utilisées pour la recherche. Afin de réduire ce problème, Creswell (2013) propose de bâtir une relation de confiance avec la PP et d'éviter les questions orientées. C'est pourquoi j'ai débuté les entrevues en me présentant aux PP et en leur dévoilant les motifs personnels qui me poussent à faire cette recherche, soit un intérêt pour l'AU et les mouvements citoyens, ainsi qu'un désir de produire une recherche engagée. Pour éviter que les PP se sentent instrumentalisées, j'ai cherché à créer des relations de réciprocité. Étant passionnée par l'agriculture urbaine, j'ai proposé à plusieurs PP de les aider dans leurs tâches agricoles. Plus généralement, afin de rendre à la communauté, j'ai logé dans une

ferme à Détroit, ce qui m'a permis d'aider quotidiennement une ferme urbaine, tout en réduisant les frais associés à ma recherche.

1.3. Collecte des données

1.3.1. Méthode de collecte de données

Entrevues semi-dirigées

La méthode principale de collecte de données est la tenue d'entrevues semi-dirigées. Ainsi, quatorze entrevues ont été effectuées entre le 25 mai et le 17 juin 2016. Elles ont duré en moyenne une heure et cinq minutes. La durée de chaque entrevue est compilée en annexe B et permet de remarquer qu'elles ont des durées très variables. En effet, la plus courte a duré 11 minutes, tandis que la plus longue a duré 3 h 30. Cette différence de durée s'explique en raison des contextes variables des entrevues. Ainsi, les entrevues avec PP4, PP5, PP6, PP10 et PP14 ont toutes une durée de plus d'une heure, car l'entrevue s'est déroulée en travaillant ou en même temps qu'une visite de la ferme. L'entrevue la plus courte est avec PP12, elle s'est déroulée spontanément dans un marché public. N'ayant pas pris préalablement contact avec la PP12 qui tenait à ce moment-là un kiosque de vente, j'ai choisi de faire une entrevue courte me permettant d'avoir accès à des renseignements auxquels je n'avais pas accès autrement. L'entrevue avec PP9 a duré vingt-deux minutes et était également une entrevue spontanée. Étant dans les jardins de *The Greening of Detroit* (TGD) pour une entrevue avec PP8, j'ai discuté avec PP9 qui a accepté de faire une entrevue spontanée.

Observation participante

Finalement, mon séjour à Détroit m'a permis de faire de l'observation participante. J'utilise l'observation participante comme méthode complémentaire, car elle permet de mieux comprendre les pratiques et les problématiques quotidiennes vécues par les PP. Au cours de plusieurs entrevues, j'ai eu l'occasion d'aider les PP dans leurs

fermes ou dans des jardins communautaires. Par exemple, lors de mon entrevue avec la PP6, elle m'a demandé si l'on pouvait travailler en discutant, car il s'agit d'un moment très occupé de la saison. Pendant près d'une heure, j'ai eu l'occasion de faire de l'observation participante.

J'ai également effectué des visites guidées par les PP de leurs jardins ou de leur ferme, toutefois, ces visites ne peuvent pas être considérées comme une expérience d'observation participante. Je les considère plutôt comme une expérience permettant d'obtenir plus de renseignements en dehors du contexte d'entrevues, mais demeurent plus contrôlées par la PP que lors d'une situation d'observation participante. L'information concernant ces visites est incluse dans la compilation des entrevues en annexe C.

1.3.2. Sélection des personnes participantes

La sélection des PP s'est effectuée sur la base d'un critère : participer à un projet d'agriculture urbaine à Détroit. La sélection des PP a également été menée par effet boule de neige. Ainsi aucune représentativité n'est cherchée à travers la sélection des PP, c'est plutôt le *purposive sampling* qui a été valorisé afin de privilégier la qualité l'information fournie plutôt qu'une recherche de quantité. Ainsi, les PP ont été sélectionnés selon la pertinence de l'information qu'elles peuvent fournir (Bradshaw et Stratford, 2010; Colasanti, 2009; Patton, 2002). Bien que n'assurant aucune représentativité, mon échantillonnage témoigne de la diversité démographique des personnes impliquées en AU : j'ai rencontré des femmes et des hommes, d'âge varié et d'ethnies différentes. Les projets d'agriculture sélectionnés prennent place dans divers quartiers de Détroit, autant au centre-ville que dans les quartiers périphériques, à l'est ou à l'ouest, les limites géographiques étant celles de la ville de Détroit.

1.3.3. Portait des organisations rencontrées

Les PP rencontrées sont impliquées dans différents groupes d'AU à Détroit. Par souci de diversité, j'ai tenté de rencontrer des personnes impliquées dans divers types d'organisations. J'ai alors rencontré des PP œuvrant dans des organisations communautaires : à *Earthworks*, *Détroit Black Community Food Security Network* (DBCFSN), *The Greening of Detroit* (TGD), *Michigan Urban Farming Initiative* (MUFI) et *SEED Wayne*; des fermiers à but lucratif ; ainsi que des personnes actives dans les collectifs *Trumbullplex* et *Fireweed Universe City*.

Organisations communautaires

La première initiative, *Earthworks Urban Farm*, créée en 1998, est une ferme biologique de 2,5 acres, reliée à la soupe populaire des Capucins. Cette ferme a pour mission la justice alimentaire à travers l'éducation, l'inspiration et le développement de la communauté (Capuchin Soup Kitchen, 2015). Des entrevues avec PP1 et PP2 m'ont permis de découvrir le travail d'Earthworks en lien avec la communauté.

Le deuxième projet est celui de *Detroit Black Community Food Security Network* (DBCFSN), dont la ferme se nomme D-Town. Le groupe, formé en 2006, pour combattre l'insécurité alimentaire, a pour objectif de permettre aux Afro-Américains d'être actifs dans le domaine alimentaire. Le groupe désire également créer une autonomie au sein de la communauté et changer les consciences par rapport à la nourriture (Detroit Black Community Food Security Network, 2015a). J'ai eu l'occasion de rencontrer PP4, qui m'a également fait visiter leur ferme dans Rouge Park.

The Greening of Detroit (TGD) a pour mission: « inspiring sustainable growth of a healthy urban community through trees, green spaces, food, education, training and job opportunities, we aspire to provide a greener tomorrow for our Detroit » (The

Greening of Detroit, 2017). Ce sont PP8 et PP9 qui ont été mes personnes ressource à TGD.

La quatrième initiative, celle de *Michigan Urban Framing Initiative* (MUFI), créée en 2012, a pour objectif d'impliquer les membres de la communauté dans une agriculture durable à travers l'éducation, la durabilité et la communauté (The Michigan Urban Farming Initiative, 2015). C'est PP11 qui m'a présenté leur initiative lors d'une séance de bénévolat à leur jardin.

Finalement, *SEED Wayne* a pour objectif de construire : « sustainable food systems on the campus of Wayne State University and in Detroit area communities » (SEED Wayne, 2008). J'ai rencontré PP13 qui m'a présenté le travail de *SEED Wayne*, lors de la tenue de leur marché au campus de la *Wayne State University*.

Fermes à but lucratif

J'ai contacté des fermes à but lucratif afin de connaître leur vision de l'AU à Détroit. Étant ancrées dans une perspective économique, j'ai cherché à les rencontrer afin de voir si leur vision est similaire à celle des organisations communautaires. Ainsi, PP3, PP5, PP6 et PP12 pratiquent l'agriculture à Détroit dans un objectif commercial.

Toutefois, soulignons Hantz Woodland (PP5), qui se différencie des trois autres fermes. En effet, cette dernière plus connue, notamment en raison de la controverse qui entoure son implantation dans le quartier. Il s'agit d'un projet très critiqué en raison de la grande échelle du projet et de la vision de son fondateur John Hantz (Colasanti *et al.*, 2013; Dowie, 2009).

Collectifs

Afin de compléter le portrait, je me suis également intéressée à des collectifs qui s'engagent dans des initiatives d'AU.

Trumbullplex est un collectif de logement anarchiste ainsi qu'un espace de musique, développant également une bibliothèque de zines et un potager. Ce collectif émerge à Détroit dans les années 1970, puis prend la forme d'un collectif en 1993 (Trumbullplex, 2016).

Fireweed Universe City se définit comme un mouvement populaire visant à transformer un quartier dévasté de Détroit en une communauté d'intention centrée autour de projet « for urban farming, residential and creative space for artists, healers, musicians, and like-minded, forward-thinking, progressive individuals, families, small businesses, and the surrounding community already in place » (Fireweed Universe City, 2016).

1.3.4. Prise de contact avec les personnes participantes

Avant de commencer mon terrain de recherche, j'ai contacté plusieurs organisations par courriel en leur présentant mon projet de recherche afin d'obtenir une entrevue. Ainsi, en arrivant à Détroit, j'avais déjà rendez-vous avec PP1, PP4, PP5, PP7 et PP11. Le schéma en annexe A met en évidence les relations qui lient les différentes PP et identifient les PP avec lesquels j'ai été en contact grâce à une recommandation.

Les cinq premières PP ayant confirmé leur participation étant tous des hommes, j'ai demandé à PP1 de me mettre en contact avec des femmes impliquées dans l'AU, afin d'obtenir une diversité démographique. C'est ainsi que PP1 m'a fait rencontrer PP2 qui travaille également à *Earthworks* et mise en contact avec deux autres femmes possédant des fermes urbaines. Ces deux derniers contacts n'ont pas pu déboucher sur des entrevues en raison de la courte durée de mon séjour à Détroit.

PP2 m'a également recommandé d'aller manger à un restaurant de nourriture Soul dans le quartier. Ce restaurant s'inscrit dans une démarche éthique en travaillant avec des fermes locales et en favorisant l'accessibilité alimentaire. En m'arrêtant au café à côté et en discutant avec la personne responsable du service, celle-ci m'a conseillé

d'aller faire un tour dans son quartier pour y rencontrer des fermiers. C'est ainsi que j'ai rencontré PP3.

La PP4 m'a recommandé d'aller visiter le marché de *SEED Wayne*. En y allant, j'ai eu l'occasion de rencontrer PP6 et PP13 (auprès de laquelle PP4 m'a notamment introduite). PP4 m'a également mise en contact avec PP8. Comme mentionné précédemment, j'ai rencontré PP9 au lieu d'entrevue avec PP8.

Le fait de résider dans une ferme urbaine à Détroit m'a permis d'établir des contacts. Tout d'abord, j'ai eu l'occasion de rencontrer une personne résidente du quartier, qui est la PP14. Une autre personne faisant du WOOFing m'a mis en contact avec le collectif *Fireweed Universe City*. Cette entrevue a été réalisée avec trois personnes simultanément, ce qui a créé des difficultés techniques concernant la transcription de l'entrevue. C'est pourquoi cette entrevue réalisée avec trois PP est répertoriée comme PP10.

Malgré plusieurs tentatives d'entrer en contact avec l'organisation *Keep Growing Detroit* (KGD), un pilier de l'AU à Détroit, je n'ai pas eu l'occasion d'effectuer d'entrevues avec des PP de cette organisation. Je les ai tout d'abord contactés par courriel en leur expliquant mes motivations de recherche, mais je n'ai eu aucune réponse. Deux de mes contacts à Détroit ont tenté de me présenter à des personnes travaillant à *Keep Growing Detroit* (KGD), ce qui n'a pas été concluant. Je me suis également déplacée durant leurs heures d'ouverture afin de prendre contact pour effectuer une entrevue ce qui n'a pas non plus fonctionné, car toutes leurs entrevues doivent être préapprouvées. J'ai alors envoyé une nouvelle demande formelle, à laquelle je n'ai pas non plus reçu de réponse. J'ai donc choisi de résoudre le problème en demandant à un fermier participant à un des programmes de KGD de m'accorder une entrevue, ce qui mène donc à l'entrevue avec PP12.

Lors de mon entrevue avec PP7, celle-ci m'a mentionné qu'elle apprécierait que je conduise des entrevues avec d'autres membres de son collectif, car elle ne se sentait

pas à l'aise de représenter à elle seule le collectif. Je suis donc retournée deux fois à leur collectif sans toutefois pouvoir obtenir une entrevue complémentaire. En raison des contraintes de temps liées à mon terrain de recherche, je n'ai pas pu obtenir d'entrevues supplémentaires avec des membres de *Trumbullplex*. Ainsi, afin d'accommoder la requête de PP7, dans l'étude de mes résultats, je considère l'entrevue avec PP7 comme représentant ses propres opinions et non pas la position officielle du collectif.

1.4. Analyse des données

L'analyse des données dans une recherche qualitative passe par plusieurs étapes : la préparation des données, la catégorisation des données par thèmes grâce au codage et finalement la présentation des données (Creswell, 2013). Dans mon cas, l'analyse a commencé par la transcription des entrevues. J'ai ensuite relu le contenu de ces entrevues, ainsi que le contenu de mon journal de bord recensant mon observation participante, afin de commencer à repérer les thèmes récurrents. Deux thèmes ont commencé à émerger, soit la communauté et l'aspect économique. J'ai ensuite procédé à une analyse thématique permettant de raffiner l'analyse. Les données recueillies ont été compilées dans un document Excel regroupant les préoccupations des PP par thèmes. L'établissement de ces thèmes a ensuite permis d'organiser l'information afin de la présenter dans les chapitres d'analyse 3, 4 et 5 et de la relier à l'information pertinente de la littérature ainsi que de dresser des parallèles avec d'autres études sur l'AU.

CHAPITRE 2

REVUE DE LITTÉRATURE

L'AU fleuri à Détroit, dans un contexte où les résidents nécessitent un meilleur accès à une alimentation saine, fraîche et abordable. Alors que l'AU est bénéfique sur le plan de l'alimentation, de la santé et de la création de liens sociaux, la pratique de l'AU permet également de repenser la ville. Mark Purcell et Shannon Tyman expliquent : « growing food has the potential to be a more radical intervention in urban life » (Purcell et Tyman, 2015, p. 1132). Les auteurs font référence au potentiel d'autogestion des habitants par la pratique du droit à la ville de Lefebvre (Lefebvre, 1968). À travers les entrevues, les PP font référence à des concepts centraux du droit à la ville, ce qui nous pousse à présenter une revue de la littérature afin de pouvoir analyser le contenu des entrevues à la lumière de cette théorie (3.1.). Cependant pour comprendre la situation de Détroit, il faut comprendre les dynamiques sociales liées à l'histoire de la ville à partir des années 1940 (3.2.). De plus, afin d'analyser les projets d'AU, les théories entourant l'AU seront présentées dans la dernière section (3.3.).

2.1. Droit à la ville

2.1.1. Droit à la ville de Lefebvre

Le droit à la ville est un cadre théorique qui permet d'analyser les luttes urbaines. Lefebvre l'introduit en 1968 dans son livre, *Le droit à la ville*, ainsi que dans *Espace et politique*. L'auteur s'intéresse à la « problématique urbaine » occasionnée par l'industrialisation qui a modifié la fonction de la ville (Lefebvre, 1968, p. 11). Avant l'industrialisation, la ville pouvait être comprise comme une *œuvre*. Lefebvre décrit l'*œuvre* comme l'opposition au *produit* (Id.). En étant un centre de vie sociale et politique, la ville est une œuvre. Ainsi, la fonction importante de la ville

préindustrielle est sa valeur d'usage, en opposition à l'industrialisation qui a mis de l'avant la valeur d'échange des villes : « la production de produits a remplacé la production d'œuvres et de rapports sociaux attachés à ces œuvres » (Lefebvre, 1968, p. 14). Pour Lefebvre, la ville doit être habitée plutôt que possédée, car son habitation correspond à la valeur d'usage, tandis que sa possession est liée à la valeur d'échange. À travers le droit à la ville, Lefebvre imagine un retour vers la ville en tant qu'œuvre, ayant une valeur d'usage (Costes, 2010).

Le droit à la ville de Lefebvre s'inscrit dans le contexte de la vision urbanistique française des grands ensembles visant à moderniser les villes à grande échelle. C'est dans ce cadre que Lefebvre se fait entendre pour s'opposer à cette vision et proposer une vision différente (Busquet, 2013). Ainsi pour Lefebvre, le droit à la ville « ne peut se concevoir comme un simple droit de visite ou de retour vers les villes traditionnelles. Il ne peut se formuler que comme un droit à la vie urbaine, transformée, renouvelée » (Lefebvre, 1968, p. 121). Lefebvre ne propose donc pas un retour vers les anciennes villes, mais plutôt un virage vers une « centralité renouvelée, aux lieux de rencontres et d'échanges, aux rythmes de vie et emplois du temps permettant l'usage plein et entier de ces moments et lieux, etc. » (Lefebvre, 1968, p. 146).

Le droit à la ville mis de l'avant par Lefebvre a inspiré plusieurs auteurs à développer plus amplement l'idée. Le droit à la ville a gagné en popularité notamment dans le milieu de la géographie radicale (Holm, 2014). En s'inspirant des réflexions de Lefebvre, certains auteurs tendent vers une conception plus réformatrice tandis que d'autres reprochent à ces auteurs de s'éloigner des propos de Lefebvre (ce que nous verrons dans la section 3.1.2.). La présentation des différentes interprétations de Lefebvre permet de souligner les enjeux qui lui sont centraux.

Selon nombre d'auteurs, la participation citoyenne est au centre du droit à la ville, car ce sont eux qui la définissent et modifient la manière dont l'espace urbain est créé.

C'est pourquoi l'autogestion est centrale dans un contexte de lutte pour le droit à la ville (Busquet, 2013; Lefebvre, 1968; Vasudevan, 2014). Le droit ne doit pas être compris dans sa définition libérale, c'est-à-dire émanant des lois, mais doit plutôt être interprété comme une demande commune portée de l'avant par des groupes mobilisés (Harvey, 2012; Holm, 2014; Purcell, 2013; Purcell et Tyman, 2015). Ainsi, le droit à la ville de Lefebvre doit être compris comme un point de départ pour les mouvements sociaux afin d'exercer une autogestion (Holm, 2014; Purcell, 2013, p. 572).

Soulignons que pour Lefebvre, le droit à la ville « s'annonce comme appel, comme demande » (Lefebvre, 1968, p. 120). Bien que n'indiquant pas à qui s'adresse cette demande, plusieurs auteurs l'interprètent comme faisant référence aux mouvements sociaux. En effet, d'une part, cela témoigne du contexte durant lequel le livre a été publié, c'est-à-dire quelques mois seulement avant le mouvement de mai 1968. D'autre part, l'appel et la demande font référence aux slogans scandés lors des manifestations et permettent de souligner l'importance des mouvements sociaux et de la mobilisation populaire en lien avec le concept de droit à la ville (Purcell, 2013, p. 566).

2.1.2. Débat réformiste vs radical

Une vision plus conformiste du droit à la ville suggère qu'il mène à des revendications modérées (De Souza, 2010). Pour plusieurs groupes de la société civile, telles des organisations non gouvernementales, le droit à la ville est compris comme permettant à tous un logement abordable, des transports en commun, un certain respect de l'environnement et une participation citoyenne. Marcelo De Souza décrit ces revendications comme des mesures « durables », mais qui « lead to a future which is more or less a mere extension of the present » (De Souza, 2010, p. 317). Selon lui, ce droit à la ville promeut une modification du capitalisme, qui permet de tempérer ses effets négatifs, mais ne permet pas un changement profond de la société, car le capitalisme reste présent. C'est pourquoi l'auteur met en garde contre l'emploi

modéré de ce slogan radical. Il résume cette approche réformiste comme étant « The right to a better, more ‘human’ life in the context of the capitalist city, the capitalist society and on the basis of a (‘reformed’ and ‘improved’) representative ‘democracy’ » (De Souza, 2010, p. 317).

En réaction à cette vision réformiste du droit à la ville, De Souza (2010) prône une vision plus proche de celle de Lefebvre (1968). Selon lui, lorsque Lefebvre fait référence au droit à la ville, il parle d’autogestion généralisée, ce qui dépasse le droit au logement et la participation citoyenne. L’auteur soutient fermement qu’il faut laisser « Lefebvre alone, instead of using his words and even his name to decorate a reformist discourse and to legitimate a reformist, status-quo-conforming approach to our problems » (De Souza, 2010, p. 319). De même, Alexander Vasudevan (2014) appelle à une réflexion sur l’emploi de ce terme et à une utilisation plus fidèle au concept développé par Lefebvre.

Purcell quant à lui définit le concept de droit à la ville comme « a right to inhabit urban space well » (Purcell, 2013, p. 560). Dans cette définition, le bien-être n’est pas clairement défini et rien n’indique si l’auteur s’inscrit dans la conception modérée ou radicale du concept. Toutefois, il s’intéresse aux mouvements prônant une alternative non capitaliste, s’opposant à diverses formes de domination et ayant une vision plus coopérative, démocratique et participative de la ville. On peut donc comprendre son droit à la ville comme s’inscrivant dans une approche radicale.

Afin de pouvoir analyser les projets d’AU à Détroit sous l’angle du droit à la ville, il faut comprendre le contexte d’émergence de ces projets d’AU, qui s’inscrivent dans le cadre d’une chute économique débutant lors des années 1940.

2.2. Contextualisation : histoire de Détroit

Détroit enflamme l’imaginaire collectif en raison de sa chute économique colossale, visible à travers le paysage post-apocalyptique qui s’étend à l’échelle de la ville. Yves Marchand et Romain Meffre (2011) photographient Détroit et décrivent sa situation :

« Detroit presents all archetypal buildings of an American city in a state of mummification. Its splendid decaying monuments are, no less than the Pyramids of Egypt, the Coliseum of Rome, or the Acropolis in Athens, remnants of the passing of a great Empire » (dans Quizar, 2014, p. 8).

Les ruines de Détroit témoignent d’un passage d’une ère industrielle florissante à une crise économique d’une grande ampleur. Deux visions entrent en compétition pour expliquer la chute de Détroit. Toutes deux s’articulent autour de la rébellion de 1967¹, mais l’interprètent différemment. La rébellion de 1967 explose suite à une descente policière dans un bar clandestin et a fait une quarantaine de morts. La croyance populaire attribue la cause de la chute économique à la rébellion de 1967, qui a créé une insécurité causant la fuite des blancs vers les banlieues (*white flight*), aggravé par la mauvaise gestion de la ville par le premier maire afro-américain Young Coleman en 1974 (Boyle, 2001; Sugrue, 1998). À l’inverse, plusieurs auteurs stipulent que la rébellion de 1967 doit être comprise dans le contexte d’une désindustrialisation et de l’instauration progressive de tensions raciales après la Seconde Guerre mondiale : « the coincidence and mutual reinforcement of race, economics, and politics in a particular historical moment, the period from the 1940s to the 1960s, set the stage for the fiscal, social and economic crises that confront urban America today » (Sugrue, 1998, p. 5). Selon eux, l’escalade de ces tensions a mené à la rébellion de 1967, puis au *white flight* et à la crise économique (Boyle, 2001; Desan, 2014; Mc Graw, 2007; Paddeu, 2012a; Sugrue, 1998; Thompson, 1999).

¹ Nous faisons ici référence aux émeutes de 1967, qui ont été nommées *rébellion* par les activistes afin de faire ressortir le côté politique de l’évènement (Boyle, 2001).

Dans cette section, nous analyserons cette crise afin de mieux comprendre la situation actuelle de Détroit. Nous explorerons les dynamiques qui se sont instaurées durant les années 1930 et 1940 (3.1.1), puis nous nous pencherons sur la désindustrialisation (3.1.2) qui mène à la rébellion de 1967 (3.1.3). Finalement, nous nous intéresserons à d'autres interprétations, qui analysent la crise économique en mettant l'accent sur l'escalade des tensions dans les années suivant la rébellion de 1967 et sur la responsabilité politique (3.1.4).

2.2.1. Années 1930-1940

Durant les années 1940, Détroit sort de la Grande Dépression et atteint son apogée en tant que ville industrielle. Entre les années 1940 et 1947, les emplois de manufacture augmentent de 40 % (Sugrue, 1998, p. 19). La ville profite également de l'augmentation de la demande liée à l'industrie de guerre, ce qui lui vaut son titre d'« arsenal de la démocratie » (Desan, 2014; Martelle, 2011; Mc Graw, 2007; Sugrue, 1998). Une partie des usines automobiles sont converties à la production de l'arsenal militaire, créant une forte offre d'emploi. L'abondance de travail attire des ouvriers venant du pays entier, et particulièrement des noirs du Sud, qui fuient le racisme et espèrent trouver de l'emploi dans les villes industrielles du Nord, constituant alors la première vague de la Grande Migration (Martelle, 2011; Mc Graw, 2007; Thompson, 1999). De plus, les années 1930 et 1940 s'accompagnent d'une syndicalisation des employés. Ceux-ci ont recours à une série de moyens de pression permettant au *United Automobile Workers* (UAW) de s'établir comme un puissant syndicat. Cette syndicalisation assure aux ouvriers des gains en termes de sécurité d'emploi, des salaires et des avantages sociaux (Boyle, 2001; Martelle, 2011; Sugrue, 1998). Toutefois, le début des années 1940 est également une période délicate en matière de logement et d'emploi pour les Afro-Américains, créant une situation précaire qualifiée de bombe à retardement (Sugrue, 1998, p. 33).

Logement

Entre 1920 et 1940, un ghetto noir émerge à Détroit, c'est-à-dire qu'il se crée des quartiers où la communauté noire habite à l'écart. La ville, précédemment organisée par communautés ethniques, avec notamment des quartiers polonais et hongrois, se réorganise selon des barrières raciales : « class and race became more important than ethnicity as a guide to the city's residential geography » (Sugrue, 1998, p. 22). La ville est en plein essor et attire de nombreux travailleurs afro-américains qui quittent le Sud ségrégué dans l'espoir d'obtenir de meilleures conditions de travail dans le Nord. Lors de la Grande Migration, les nouveaux arrivants s'établissent principalement dans certains quartiers de Détroit, témoignant de la naissance de barrières raciales dans la ville (Martelle, 2011; Mc Graw, 2007; Thompson, 1999). Les habitants des quartiers majoritairement blancs voient l'arrivée de ces travailleurs afro-américains comme une menace et décident de protéger leurs quartiers afin de préserver une homogénéité raciale, contribuant à la création de ghettos : « Detroit had a seizable black ghetto that had emerged in the midst of the World War I-era Great Migration of blacks from the South to the urban North » (Sugrue, 1998, p. 23).

À partir des années 1940, une période de crise du logement se profile. Les Afro-Américains sont confinés dans des enclaves comprenant un parc immobilier limité et en mauvaise condition (Desan, 2014; Mc Graw, 2007; Sugrue, 1998). Ce confinement résulte entre autres du ralentissement de l'industrie de la construction et des pratiques immobilières discriminatoires (Martelle, 2011; Sugrue, 1998). Tout d'abord, durant la Grande Dépression, peu de constructions sont réalisées car peu de personnes possèdent les moyens de construire de nouvelles maisons. Ensuite, durant la Deuxième Guerre mondiale, l'industrie de la construction est privée d'expertise en raison du manque de main-d'œuvre et de matériaux. Après la guerre, l'industrie de la construction reprend, mais ne parvient toujours pas à répondre à la demande en raison de l'augmentation continue de la population. Les quartiers pauvres sont les plus affectés, car les constructeurs privilégient les contrats dans les quartiers riches,

laissant alors les quartiers pauvres dans des conditions de délabrement et de surpeuplement (Martelle, 2011; Sugrue, 1998). Cette crise du logement s'accroît lors des années 1950, lorsque les noirs cherchent à s'établir dans d'autres quartiers et se butent à la volonté des blancs de maintenir la ségrégation (Thompson, 1999).

Les conditions d'accès à la propriété ne sont pas meilleures. Les migrants noirs arrivent à Détroit en espérant pouvoir devenir propriétaires, mais la situation est loin d'être satisfaisante. Tout d'abord, les opportunités d'emploi pour les Afro-Américains sont moins nombreuses que pour les blancs, ce qui limite leur accès aux meilleurs logements disponibles. De plus, le prix des loyers est extrêmement élevé, ce qui rend l'épargne pour l'accès à la propriété encore plus difficile. À cela s'ajoute que de nombreux agents immobiliers refusent de vendre aux Afro-Américains, qui se voient également refuser des prêts bancaires (Martelle, 2011; Sugrue, 1998; Thompson, 1999).

La discrimination liée au logement résulte à la fois des actions du gouvernement, des banques et des agents immobiliers. Les évaluateurs fédéraux assignent des cotes aux différents quartiers, permettant ou non aux résidents d'obtenir des prêts et des hypothèques. L'un des critères diminuant la cote d'un quartier est l'existence d'une hétérogénéité raciale et la présence d'Afro-Américains dans un quartier (Sugrue, 1998). De même, les quartiers qui possèdent un *racial covenant* (pacte racial) empêchant la vente ou la location d'une maison à des Afro-Américains sont mieux cotés. Ces pactes sont d'ailleurs encouragés par les agents immobiliers qui soutiennent la formation d'associations de quartiers pour les mettre en application (Desan, 2014; Martelle, 2011; Sugrue, 1998). Notons d'ailleurs que ces pactes ont été en vigueur jusqu'en 1948 et qu'ils ont été jugés illégaux lors du procès Shelley vs Kraemer (Martelle, 2011; Sugrue, 1998, p. 45). Les agents immobiliers jouent un grand rôle dans la ségrégation en refusant de vendre des propriétés aux Afro-Américains dans les quartiers blancs. Ainsi, même après l'abolition des pactes raciaux, ces pratiques de ségrégation perdurent. Certaines techniques sont utilisées

afin de maintenir une homogénéité sociale : l'établissement de restrictions par rapport au style architectural, des régulations sur la taille des terrains, et l'interdiction d'occupation par plusieurs familles d'une même propriété (Sugrue, 1998).

Ces conditions entraînent une crise du logement dans les quartiers pauvres où les Afro-Américains sont confinés. La crise est accentuée par le retour des vétérans en 1945, ainsi que par l'arrivée massive d'immigrants de la deuxième vague de la Grande Migration (Martelle, 2011; Mc Graw, 2007; Sugrue, 1998; Thompson, 1999). Par ailleurs, les politiques publiques de redéveloppement urbain ont accentué la crise du logement. En effet, afin d'encourager la croissance économique, ainsi que d'améliorer les aires résidentielles, un système d'autoroutes traversant la ville est construit. Toutefois, ces autoroutes passent par les quartiers les plus pauvres et entraînent la destruction de nombreux logements et obligent les habitants à déménager. De plus, l'amélioration des quartiers les plus pauvres s'effectue à travers la construction de logements pour la classe moyenne, forçant une fois de plus les plus défavorisés, généralement afro-américains, à chercher un nouveau logement dans un quartier déjà surpeuplé. Ces politiques ont été qualifiées de « handy device for razing slums » (Mowitz et Wright, 1962, dans Sugrue, 1998, p. 47).

Par ailleurs, le *New Deal* n'a pas eu les effets escomptés en matière de construction de logements sociaux. Deux composantes du *New Deal* sont entrées en compétition : d'un côté, la création de logements sociaux, et de l'autre, les subventions pour l'accès à la propriété. Malgré le soutien d'activistes, la construction de logements sociaux s'est heurtée à l'opposition des développeurs immobiliers et des élus sensibles aux pressions contre le logement social (Martelle, 2011; McDonald, 2014; Sugrue, 1998; Thompson, 1999). D'autre part, à la fin de la guerre, les firmes de construction et les syndicats de la construction étaient occupés avec les contrats privés et n'étaient donc pas intéressés par les contrats de logements sociaux (Sugrue, 1998). À ces pressions anti-logement social, s'ajoute également la réticence des groupes de voisins à recevoir des logements sociaux dans leurs quartiers (Martelle, 2011; McDonald,

2014; Sugrue, 1998; Thompson, 1999). En effet, les divers projets de construction de logements sociaux font face à une résistance dans les quartiers blancs où dominant les maisons unifamiliales : « White homeowners intertwined racial prejudices with their class-based opposition to multiple housing » (Sugrue, 1998, p. 52). Malgré les encouragements du *New Deal* en matière de construction de logements abordables, Détroit n'a pas su profiter de cette opportunité.

Emploi

Il existe une forte discrimination à l'emploi et les emplois dans les usines automobiles ne sont pas ouverts à tous. Les employés afro-américains sont sélectionnés sur le volet et occupent principalement les emplois les plus dangereux et au bas de l'échelle. La Deuxième Guerre mondiale change la dynamique et facilite l'emploi des Afro-Américains dans les usines automobiles. En effet, devant l'augmentation de la production de guerre et le boom d'après-guerre, les usines se retrouvent face à une pénurie d'employés, ce qui facilite l'entrée sur le marché du travail pour les Afro-Américains et les femmes (Sugrue, 1998). Durant la Deuxième Guerre mondiale, les syndicats tels que l'UAW ont milité afin de faciliter l'emploi des Afro-Américains. Cette incorporation au marché du travail crée des tensions qui s'ajoutent à celles liées au logement et aux dynamiques de quartiers. Ces tensions débouchent sur des émeutes raciales en 1943 (Desan, 2014, p. 125; Martelle, 2011; Mc Graw, 2007; Sugrue, 1998). Malgré l'augmentation des tensions raciales, Détroit continu à attirer les immigrants du Sud des États-Unis en recherche d'opportunités d'emplois (Sugrue, 1998).

Les discriminations à l'emploi perdurent ouvertement jusqu'en 1955 où elles deviennent illégales. En effet, de nombreuses offres d'emplois excluent les Afro-Américains. Cette discrimination à l'emploi s'explique entre autres, par les préjugés des employeurs qui évitent l'embauche d'Afro-Américains, ayant peur qu'ils soient moins efficaces et que cela se traduise par une augmentation des coûts de production.

Les employeurs craignent également que l'emploi d'Afro-Américains crée des tensions raciales au sein des travailleurs (Martelle, 2011; Sugrue, 1998).

L'inclusion dans le milieu de travail dépend des syndicats locaux et de leur soutien aux initiatives de droits civiques. Le secteur de l'industrie automobile est le plus grand employeur d'Afro-Américains, mais il est marqué par une discrimination très variable, car les pratiques d'embauche sont décentralisées et non supervisées (Martelle, 2011; Sugrue, 1998). Les emplois pour les Afro-Américains restent précaires, et il s'agit d'emplois au bas de l'échelle et extrêmement dangereux. De nombreuses opportunités sont également offertes dans le secteur de l'acier, mais ce secteur est structuré selon une organisation par ethnicité, et les Afro-Américains obtiennent les moins bons emplois. Notons aussi que la ségrégation dans le logement influence la ségrégation à l'emploi. La ségrégation au logement empêche la création des relations sociales et professionnelles nécessaires pour l'obtention d'un emploi (Martelle, 2011). Les secteurs de la vente et de la construction sont aussi marqués par une forte discrimination. Toutefois, l'emploi dans le secteur municipal offre d'intéressantes opportunités après la fin de la guerre (Sugrue, 1998).

Ainsi, même à l'apogée de Détroit, les Afro-Américains doivent se frayer un chemin à travers les épreuves de la recherche d'emploi dans un contexte de racisme. La situation devient davantage difficile avec le début de la désindustrialisation de Détroit : « the final irony was that just as attempts to provide blacks with a greater slice of the labor market pie began in earnest, the pie shrank. Blacks made gains in occupations that became increasingly scarce in the post-war decades » (Sugrue, 1998, p. 123).

2.2.2. Désindustrialisation

À partir de 1950, on observe une restructuration de l'économie. L'industrie automobile amorce une délocalisation, s'expliquant entre autres par la volonté de construire des usines à travers le pays afin de pouvoir accéder à de nouveaux marchés

(Desan, 2014; Martelle, 2011; Sugrue, 1998). On observe également des avancées technologiques dans le domaine du transport, facilitant la délocalisation. La délocalisation des usines à l'extérieur des grandes villes industrielles, soit en banlieues, dans les villes du Midwest et dans le sud des États-Unis, permet aux entreprises d'accéder à une main-d'œuvre plus abordable, car les travailleurs n'y sont pas syndiqués (Martelle, 2011; McDonald, 2014; Sugrue, 1998; Thompson, 1999). À cette époque, les entreprises automobiles justifient ce choix en raison de leur besoin d'espace permettant de s'agrandir. Toutefois, selon Sugrue cette délocalisation doit être interprétée dans le contexte particulier de l'existence d'un fort syndicalisme à Détroit :

Corporations made decisions about plant location and employment policy in a specific political, cultural, and institutional context, in the case of postwar Detroit in the aftermath of the rise of a powerful union movement and in the mist of a shop-floor struggle over work rules and worker control (Sugrue, 1998, p. 130).

Sous le coup de la délocalisation hors de la ville, les emplois se dirigent entre autres vers la *Sun Belt*, bénéficiant des larges ressources attribuées par le *New Deal*. En effet, après la Seconde Guerre mondiale, les usines de Détroit se sont rapidement reconverties vers la production civile. Au contraire, la *Sun Belt* se spécialise en production de matériel militaire et profite alors des ressources du *New Deal* dans un contexte de guerre froide (Martelle, 2011; Paddeu, 2012a; Sugrue, 1998). Alors que Détroit a profité des investissements pour l'armement en tant qu'« arsenal de la démocratie », elle ne profite plus de l'investissement militaire lié à la guerre froide : « Detroit and other industrial centers in the Northeast and Midwest, all of which had benefited from the flow of defense dollars during the 1940s, suffered the effects of the Pentagon-financed development of the Sun Belt » (Sugrue, 1998, p. 140).

La décentralisation des grandes industries automobiles, couplée avec un phénomène d'automatisation, a entraîné une diminution des emplois dans le secteur. De plus, les employeurs ont fréquemment recours à l'utilisation du temps supplémentaire pour

éviter l'emploi de nouveaux travailleurs, contribuant du même coup à affaiblir les syndicats et diminuer l'emploi. À cela s'ajoute l'impact sur l'industrie automobile des crises pétrolières des années 1970 (Body-Gendrot, 1997; Boyle, 2001; Martelle, 2011; Paddeu, 2012a; Sugrue, 1998). On peut inscrire cette décroissance dans le cadre plus large d'une économie globalisée, axée vers la finance et les services, laissant en marge les villes industrielles et manufacturières (Paddeu, 2012a; Sassen, 2012).

Ainsi, à partir des années 1950, les emplois liés à l'industrie automobile et à la manufacture diminuent. La désindustrialisation affecte plus particulièrement les noirs, qui sont toujours victimes de discrimination à l'emploi (Boyle, 2001; Desan, 2014; Martelle, 2011; Paddeu, 2012a). À ce déclin de l'économie s'ajoute un déclin démographique, car les populations aisées suivent les entreprises délocalisées vers l'extérieur de Détroit et s'installent alors en banlieue pour avoir un meilleur accès aux emplois. Malgré les tentatives des syndicats et des groupes de défense des droits civiques, la désindustrialisation persiste au cours des décennies suivantes et touche particulièrement les travailleurs noirs (Desan, 2014; Martelle, 2011). Les quartiers centraux s'appauvrissent et les Afro-Américains ne pouvant pas se permettre de déménager y restent confinés (Boyle, 2001; Sugrue, 1998).

2.2.3. La rébellion de 1967

À la ségrégation raciale dans le logement, s'ajoute une ségrégation de classe. Après le procès de Shelley vs Kraemer jugeant illégaux les pactes raciaux, la discrimination persiste malgré le travail des activistes des droits civiques qui espèrent pouvoir améliorer les conditions de logement et d'accès à la propriété (Martelle, 2011; Sugrue, 1998). Dans les années suivantes, les conditions de logement des noirs s'améliorent et nombre d'entre eux déménagent hors des vieux quartiers délabrés vers des quartiers en meilleur état qui leur étaient précédemment interdits en raison de leur non-mixité. Cette ouverture des quartiers non mixtes s'accompagne d'une division de

classe, car les plus nantis pouvant accéder à la propriété repoussent les barrières raciales, tandis que les plus touchés par la désindustrialisation restent confinés dans les quartiers les plus vétustes (Martelle, 2011; Sugrue, 1998).

Un mouvement de réaction pour le maintien de quartiers non mixtes émerge alors face au mouvement d'ouverture du logement (*open housing movement*). Effrayés à l'idée que l'arrivée des noirs fasse chuter la valeur de leurs propriétés, les propriétaires blancs s'unissent au sein d'associations de quartier pour préserver la ségrégation de leur quartier. Les pactes raciaux sont alors remplacés par diverses tactiques à l'effet similaire, notamment des alliances avec les élus, des hommes d'affaires et des courtiers immobiliers; mais aussi des tactiques extralégales de piquetage, de harcèlement, de vandalisme et de violence envers les nouveaux arrivants (Desan, 2014; Martelle, 2011; Mc Graw, 2007; Sugrue, 1998). Plusieurs attaques contre les nouveaux propriétaires noirs ont lieu dans les années 1960 par les habitants qui choisissent de défendre leurs quartiers (Sugrue, 1998, p. 233). Ce racisme, visible à travers les luttes pour le logement, l'accès à la propriété et l'emploi, contribue à créer des conditions explosives (Sugrue, 1998, p. 258).

Ces tensions culminent alors avec les émeutes de 1967, nommées « rébellion » par les militants : « in the riot's immediate aftermath, local radicals labeled it a 'rebellion', the first stage of an uprising against economic exploitation and racial oppression (...) For the most part, however, they no longer see the riot as a revolutionary moment. Rather they use the "rebellion" label to signify that the riot was a coherent political event with discernible goals » (Boyle, 2001, p. 118). L'émeute éclate suite à une descente de police dans un bar. Elle dure cinq jours et se solde par une trentaine de morts et plus de 7 000 arrestations (Desan, 2014; Martelle, 2011; Mc Graw, 2007; Sugrue, 1998).

Alors que la politique municipale ne parvient pas à répondre aux enjeux de pauvreté et de racisme, le mouvement des droits civiques devient plus vigoureux avec la

marche de Martin Luther King Jr en 1963 (Mc Graw, 2007; Sugrue, 1998). Une partie de la jeunesse pose des actes de violence envers les policiers et les commerçants, ce qui contribue à renforcer des préjugés raciaux. La classe moyenne blanche maintient une position de repli et se retranche progressivement vers les banlieues afin de conserver son idéal de quartiers non mixtes. Durant les années suivantes, ces dynamiques s'accroissent : les années 1970-1980 sont marquées par la diminution d'emplois industriels et par une augmentation de la pauvreté (Martelle, 2011; Sugrue, 1998).

Ainsi, contrairement à l'analyse historique établissant que la crise de Détroit prend naissance lors de la rébellion de 1967 puis est amplifiée par l'élection du maire Coleman Young, nous avons pu observer que la rébellion de 1967 doit être prise en compte dans un contexte de désindustrialisation et de tensions raciales quant à l'emploi et au logement qui remontent au début des années 1940 (Boyle, 2001; Desan, 2014; Martelle, 2011; Sugrue, 1998; Thompson, 1999). Certains auteurs insistent sur la distinction entre d'une part, la crise liée à la désindustrialisation, et d'autre part, la crise urbaine en soi (Desan, 2014; Steinmetz, 2009). La crise urbaine est caractérisée par sa distribution inéquitable : « Detroit's crisis is thus not reducible to the crisis of American manufacturing; it is a specifically urban crisis that has unevenly distributed the pain of economic dislocation to the urban core » (Desan, 2014, p. 128).

2.2.4. Divergences dans la littérature

Nous avons vu que Thomas Sugrue et plusieurs auteurs mettent l'accent sur les éléments préalables à la rébellion de 1967, qui ont augmenté les tensions raciales dans les années précédentes. Toutefois, plusieurs auteurs tels que Heather Ann Thompson (1999) et Mathieu Desan (2014) reprochent à Sugrue d'arrêter son analyse en 1967 et de ne pas considérer les années suivant la rébellion, qui témoignent de la cristallisation des tensions raciales et contribuent à expliquer l'exode vers les

banlieues. Au-delà de cela, ces auteurs proposent d'explorer l'impact de certains autres éléments sur l'évolution des tensions raciales dans les années entourant la rébellion de 1967 : soit l'impact du racisme des forces de l'ordre et l'impact des élections municipales de 1973, ainsi que la responsabilité politique dans la crise.

Escalade des tensions post-1967 menant aux élections de 1973

Thompson (1999) soutient que les années 1940 n'ont pas scellé le destin de Détroit, mais constituent plutôt le début des tensions qui perdurent pendant les décennies suivantes :

It was the escalating and unwavering determination of both black and white Detroiters to shape the social and political landscape of the city after those early battles— particularly during the key period 1967-1973— as well as each community's growing disenchantment with liberal responses to racial polarization that had the most decisive impact on the long-term viability of this American urban center (Thompson, 1999, p. 168).

Elle situe plutôt la fin de la bataille en 1973, lorsque les blancs perdent le contrôle politique sur la ville, lors de l'élection du premier maire afro-américain, Coleman Young (Thompson, 1999). Selon elle, les événements entourant la rébellion de 1967 sont essentiels pour comprendre la chute de Détroit jusqu'à la faillite de 2013. D'abord dans les années 1950, au-delà des tensions liées au logement que nous avons expliquées précédemment, la division s'accroît en raison des comportements racistes des forces de l'ordre (McDonald, 2014; Thompson, 1999). Les activistes des droits civiques et le *National Association for the Advancement of Colored People* (NAACP) s'attaquent à ce problème et proposent des suggestions qui sont toutefois mal reçues par les communautés blanches qui désirent conserver la prédominance blanche de la police. Les années 1960 marquent un espoir grâce à l'élection d'un maire libéral qui surmonte les barrières raciales. Cependant, dans les années qui suivent, malgré les efforts des activistes des droits civiques, les inégalités raciales ne diminuent pas : la discrimination au logement et à l'emploi perdure. C'est pour ces

raisons que les noirs sont de plus en plus nombreux à dépendre de prestations sociales, ce qui contribue à forger une perception négative à leur rencontre, accentuant encore les tensions raciales. À cela s'ajoute la perception qu'ils sont responsables d'une augmentation de la criminalité à Détroit. Cela est dû au nombre élevé d'arrestations de noirs à cette époque. Toutefois, ces arrestations doivent être interprétées dans le contexte de pratiques politiques discriminatoires qui les ciblent. Thompson soutient que ce sont les noirs qui ont subi la répression des policiers durant cette période : « The reality was that many poor and middle-class black Detroiters had come to fear the police as much as criminals by 1967. Every day, the general harassment and daily intimidation of black citizens by the police fuelled their fear and anger to an immeasurable degree » (Thompson, 1999, p. 182). Ainsi, dans les années 1960 les tensions escaladent et débouchent sur la rébellion de 1967. Thompson argumente que c'est à la suite de cette rébellion que les plus féroces affrontements pour le contrôle de la ville ont eu lieu. Les blancs en viennent progressivement à se sentir trahis par les politiciens libéraux dont ils pensent avoir perdu le soutien. Au contraire, les noirs qui pensent avoir plus de soutien des libéraux se mobilisent pour voter massivement et faire élire le maire Coleman Young en 1973, au détriment de son opposant Nichols (McDonald, 2014; Thompson, 1999) : « The election of 1973 made it clear that Detroit, once a model city of the Great Society, had been split in half by the politics of race. Young won 90 percent of the black vote, and Nichols won 90 percent of the white vote » (Thompson, 1999, p. 189). Cette victoire électorale marque la perte du contrôle politique de la ville par la communauté blanche et elle provoque l'exode des blancs ayant les moyens de le faire, vers les banlieues (Desan, 2014; Martelle, 2011; Thompson, 1999).

Responsabilité politique

Alors que Sugrue met l'accent sur l'impact de la désindustrialisation et du racisme, et que Thompson insiste sur l'escalade des tensions suivant la rébellion, plusieurs auteurs mettent davantage en évidence l'impact des politiques fédérales et

municipales à partir des années 1950, afin d'expliquer la crise économique et sociale de Détroit (Body-Gendrot, 1997; Boyle, 2001; Popelard, 2009).

Notons que les politiques urbaines concernant Détroit ont largement favorisé la polarisation raciale et économique, ainsi que l'insécurité. Les mandats démocrates se sont traduits par une intervention fédérale qui se démarque de l'absence d'intervention républicaine. Plus précisément, trois politiques publiques ont été mises de l'avant par les démocrates. Tout d'abord, dans les années 1950, Truman propose le plan d'*Urban Renewal* qui devait permettre de moderniser les villes américaines, et devait notamment remédier aux tensions raciales de Détroit. Son effet a été catastrophique pour la ville dans la mesure où les populations les plus pauvres ont été délogées de certains secteurs qui ont été détruits pour construire des autoroutes (Bacqué, 2000, 2006; Boyle, 2001). En 1964, le président Johnson décide de s'attaquer à la pauvreté et au racisme à Détroit en introduisant des politiques urbaines basées sur une intervention fédérale favorisant la démocratie locale. Cependant, en raison des émeutes quelques années plus tard, et de l'élection d'un gouvernement républicain en 1969, ces politiques urbaines n'ont pas été efficaces (Bacqué, 2000, 2006; Popelard, 2009). Finalement, en 1994, des *Empowerment Zones* sont instaurées afin de poursuivre dans la lignée des interventions démocrates basées sur la démocratie locale et l'intervention fédérale. Cette intervention a fourni un certain pouvoir aux communautés, sans toutefois apporter de changements économiques ou sociaux significatifs (Bacqué, 2006; Body-Gendrot, 1997; Popelard, 2009).

À l'ensemble de ces interventions fédérales non fructueuses et parfois contre-productives, s'ajoutent diverses politiques publiques qui ont contribué à la ségrégation. En effet, plusieurs politiques fédérales encouragent le déménagement en banlieue en facilitant l'accès à la propriété ainsi que les infrastructures pour s'y rendre. Ces banlieues ne sont pas accessibles aux noirs qui en sont exclus par les politiques des leaders de ces banlieues (Boyle, 2001; Mc Graw, 2007). On note l'utilisation des lois de zonage, en vigueur jusque dans les années 1970, pour

préserver un certain statut dans les banlieues, favorisant ainsi une homogénéité sociale et raciale (Bacqué, 2000; Body-Gendrot, 1997; Mc Graw, 2007).

En somme, malgré l'existence dans la littérature d'un désaccord quant au facteur principal expliquant l'écroulement de la ville, il y a un consensus quant à la suite des événements. L'exode des populations blanches a fait chuter les revenus fiscaux de Détroit (Boyle, 2001; McDonald, 2014; Thompson, 1999). Ce *white flight* entraîne dans son sillage le départ des commerçants et des grandes manufactures restantes (Boyle, 2001; Martelle, 2011; Mc Graw, 2007; Paddeu, 2012a; Thompson, 1999, p. 168). La chute de population entraîne également une diminution des taxes perçues par la ville, qui peine alors à répondre aux besoins des résidents, tant au niveau de l'éclairage des rues que du temps de réponse des policiers ou des ambulanciers (Desan, 2014). C'est dans ce contexte de crise économique, en réponse à ces problématiques sociales, que les citoyens s'organisent au sein de projets d'agriculture urbaine.

2.3. Agriculture urbaine

L'agriculture urbaine (AU) est une forme d'agriculture pratiquée dans les limites de la ville (Colasanti *et al.*, 2013). Plusieurs organisations, telle que la *United Nations Food and Agriculture Organisation*, s'appuient sur la définition suivante :

Urban agriculture is an industry located within (intra-urban) or on the fringe (peri-urban) of a town, a city or a metropolis, which grows and raises, processes and distributes a diversity of food and non-food products, (re-)using largely human and material resources, products and services found in and around that urban area, and in turn supplying human and material resources, products and services largely to that urban area (Mougeot, 2000).

Cependant, cette définition est critiquée pour sa référence à l'AU comme une industrie. Ainsi, certains auteurs éliminent cette facette pour permettre à l'AU

d'inclure des projets non industriels ayant des objectifs diversifiés tels que « subsistence farming, community service, and political resistance » (Thom, 2011, p. 3).

La participation à des projets d'agriculture urbaine est motivée par les possibilités de consommer plus de fruits et légumes, de profiter de la nature, de renforcer l'estime personnelle et de maintenir la culture et les traditions (Colasanti *et al.*, 2013). L'agriculture urbaine contribue à rendre un quartier plus attrayant et à renforcer la communauté (Colasanti *et al.*, 2013). La pratique de l'AU permet également la participation à un mouvement social grâce à la création de connexions qui se tissent entre les participants ainsi qu'entre les participants et l'environnement (Thom, 2011). L'agriculture permet également de reconnecter avec soi-même, à travers la pratique d'un exercice physique à l'extérieur, en contact avec l'environnement. D'autre part, l'AU permet un bien-être psychologique associé aux pratiques agricoles, particulièrement le fait de s'occuper de plantes. Ce sont ces diverses connexions qui permettent de reprendre contrôle sur le système alimentaire et la consommation, tout en participant à un mouvement social. Finalement l'AU produit des bienfaits grâce à la reprise de contrôle sur son alimentation, ce qui permet de reconnecter un bien-être physique et psychologique (Thom, 2011).

Afin de mieux cerner les motivations à pratiquer l'AU, nous allons étudier l'histoire de l'AU et les raisons expliquant son émergence (2.3.1). Nous nous pencherons ensuite sur les différentes théories de l'AU, permettant de mieux conceptualiser les différents types d'AU (2.3.2). Nous présenterons ensuite un portrait de l'AU à Détroit (2.3.3). Certains projets d'AU s'inscrivent dans des revendications plus larges, plus politiques visant un changement du système alimentaire, que nous observerons ensuite (2.3.4). À travers cette critique du système alimentaire émerge une critique du néo-libéralisme. Toutefois, plusieurs auteurs reprochent aux projets d'AU d'être empreints de néo-libéralisme et de s'inscrire en continuité avec le système critiqué. C'est ce que nous explorerons dans la section suivante (2.3.5).

2.3.1. Les débuts de l'AU

Historiquement, l'agriculture et l'élevage d'animaux existaient en ville en Amérique du Nord. À partir des années 1810 jusqu'au début du 20^e siècle, les animaux ont progressivement disparu des villes, jusqu'à ce que les animaux d'élevage soient uniquement considérés comme des animaux de ferme (Blecha et Leitner, 2013, p. 87). Toutefois, dans les périodes de crise économique grave, des programmes de soutien à l'agriculture urbaine sont créés par le gouvernement afin de permettre aux plus pauvres de subsister (McClintock, 2013, p. 158). Ayant été encouragée par les gouvernements lors des périodes de crise, l'AU ne constitue pas une nouvelle pratique.

L'histoire de Détroit est liée à l'agriculture urbaine. Sa fondation s'accompagne de la création de « fermes rubans » : il s'agit de fermes unifamiliales qui s'étendent en longueur, perpendiculairement à la rivière. Ces fermes disparaissent progressivement au cours de l'agrandissement de Détroit. Puis en 1893, pour faire face à la crise économique et au haut taux de chômage, le maire de Détroit encourage l'agriculture urbaine et met des terrains à disposition. Ces *Pingree's Potato Patches*, nommés en l'honneur du maire Pingree, durent jusqu'en 1897 et sont couronnés de succès, ce qui inspire plusieurs autres villes à suivre cet exemple (Environmental History in Detroit, 2014a). Durant les années suivantes, l'agriculture sert de véhicule aux nouveaux immigrants pour renforcer la communauté et les échanges culturels lors des interactions aux grands marchés de Détroit (Environmental History in Detroit, 2014c). Vers 1931, les jardins d'agriculture réémergent sous la forme des *Thrifty Gardens*, encouragés durant la grande dépression (Environmental History in Detroit, 2014b). Durant la Première et la Deuxième Guerre mondiale, ce sont les *Victory Gardens* qui sont mis à l'avant-plan comme effort de guerre. Il s'agit d'une initiative gouvernementale, qui encourage les femmes à transformer leur cour de maison en jardin productif. Depuis la Grande Migration, l'agriculture urbaine existe en trame de fond pour une partie de la population afro-américaine, pour qui l'agriculture a

toujours été présente dans leur vie avant d'arriver à Détroit. Par ailleurs, plusieurs autres initiatives contemporaines contribuent à modeler le paysage actuel de l'AU à Détroit. Par exemple, en 1970, le maire Young implante le programme *Farm-A-Lot* pour remédier au problème des terrains vacants, espérant améliorer la ville et contribuer à son repeuplement. Contrairement à ce programme très bureaucratique, un autre projet plus populaire (*grassroots*) est celui des *Gardening Angels*, qui cherche à créer des espaces de refuge pour tous au sein de la ville grâce à l'AU. Des activistes ont également créé le programme *Detroit Summer* ayant pour objectif d'engager les jeunes dans leurs communautés à travers des projets d'AU (Dowie, 2009; Environmental History in Detroit, 2014c).

2.3.2. Théories de l'AU

Plusieurs auteurs ont contribué à la théorisation de l'AU. C'est notamment le cas de Luke Drake (2014) qui classe les projets d'AU en trois catégories en fonction de leur type d'organisation : organisation populaire (*grassroot*), organisation externe, ou gestion à but non lucratif. Dans le premier cas, il s'agit de projets d'AU initiés et créés par des résidents d'un quartier. Les projets à organisation externe sont des jardins créés par une organisation qui confie ensuite la gestion de ceux-ci à des résidents. Finalement, dans la dernière catégorie on retrouve les projets créés et gérés par une organisation à but lucratif, qui encourage les citoyens à participer, mais conserve la gestion de ces jardins. Ces différentes conceptions de projets d'AU ont un impact sur le rôle des citoyens dans ces projets, ainsi que sur les dynamiques d'inclusion au sein de ces projets d'AU (Drake, 2014).

Nathan McClintock (2013) propose une autre catégorisation basée sur le degré d'organisation des jardins, sur l'échelle de production, sur l'objectif poursuivi, ainsi qu'en fonction de la gestion, des travailleurs et de la relation au marché. Grâce à ces différentes caractéristiques, McClintock dresse une typologie de 7 types d'agriculture urbaine (voir annexe D). Ce travail de classification témoigne de la pluralité des

formes d'AU existantes et de ses nombreuses fonctions. Il faut tout d'abord mentionner la plus évidente, soit la production de fruits et légumes dans une perspective de sécurité alimentaire et d'accès à de la nourriture de qualité. L'AU joue ensuite un rôle au niveau de l'éducation en relation à la nourriture, mais aussi par rapport à l'estime personnelle associée à la réussite de cultiver des aliments. L'AU contribue à l'autonomisation (*empowerment*) de la communauté. Finalement, elle permet une indépendance face au système agroalimentaire qui a déçu plusieurs habitants (White, 2011b).

McClintock propose une autre classification des projets d'AU (annexe E). Cette fois-ci, il propose de classer les initiatives en fonction des différents objectifs se situant au croisement de deux axes : l'axe des abscisses situe le niveau d'action (de l'individuel jusqu'au global) tandis que l'axe des ordonnées témoigne de l'empreinte néolibérale de ces initiatives (s'échelonnant de néolibéral jusqu'à radical) (McClintock, 2013). Cette classification a pour avantage de permettre d'analyser les projets d'AU selon les dynamiques néolibérales qui les parcourent (dynamiques que nous explorerons dans la section 2.3.5). D'un extrême à l'autre, cette classification nous permet d'observer des objectifs néolibéraux de responsabilité personnelle au niveau individuel et de remplacement de l'État social au niveau global. Dans sa forme radicale, les objectifs sont de contrôler les moyens de production au niveau local et de défier le capitalisme et l'oppression au niveau global (voir annexe E).

On note une certaine absence dans la littérature quant à la définition du terme *urban farm* (ferme urbaine). Plusieurs auteurs semblent utiliser les termes *urban agriculture* et *urban farming* de manière interchangeable. Toutefois, une distinction plus précise de ces thèmes gagnerait à être établie afin de mieux représenter certains cas où les projets d'agriculture urbaine sont des fermes tandis que d'autres ont plutôt une échelle de jardin. Cette distinction est particulièrement pertinente à Détroit où cette possibilité de fonder des fermes en ville existe en raison de la grande disponibilité de l'espace.

Les théories de l'AU précisent également la portée de ce mouvement. Ainsi, certains auteurs se questionnent sur la signification de l'AU. S'agit-il d'une pratique progressive ou régressive ? D'une part, elle peut être vue comme progressive, car elle permet de redéfinir la ville, de lui donner un nouveau futur (une deuxième vie dans le cas de Détroit). D'autre part, l'AU peut être vue comme régressive si l'on conçoit l'agriculture comme étant contraire à l'essence d'une ville et, dans ce sens, l'arrivée de l'AU à Détroit est comprise comme signifiant sa fin (Colasanti *et al.*, 2013).

2.3.3. Vue d'ensemble de l'AU à Détroit

La littérature sur l'agriculture à Détroit traite notamment de différents projets qui ont été créés afin de remédier à l'insécurité alimentaire. La ferme de *D-Town* est l'un des cas les plus étudiés (Howard Schutzbank, 2012; Paddeu, 2012a; Quizar, 2014; White, 2011a, 2011b; Whitford, 2010). Cette ferme a été fondée par le groupe *Detroit Black Community Food Security Network* (DBCFSN), afin de contrer l'insécurité alimentaire dans la communauté afro-américaine. Ce projet a été créé autour de la conviction que le changement doit être mené par des leaders de la communauté, en réaction au peu de présence de la communauté afro-américaine au sein des initiatives d'AU à Détroit (White, 2011a). Monica White qui étudie DBCFSN s'intéresse plus particulièrement aux femmes qui composent 80 % des participants au DBCFSN. Celles-ci s'investissent dans l'AU comme moyen de résistance face aux structures qui les oppriment. L'AU leur permet une autodétermination, une capacité d'agir, mais aussi un refuge contre les expériences d'injustices raciales et économiques, et un espace de sécurité (*safe space*), communautaire et social (White, 2011b).

Certains chercheurs retracent aussi l'évolution de projets complètement différents, tels que celui de John Hantz qui a créé en 2014 une ferme arboricole urbaine à grande échelle, nommée *Hantz Woodland*. Il achète massivement des terrains vacants afin d'améliorer le quartier en contribuant à une création de rareté et à l'augmentation des valeurs immobilières. Selon cet entrepreneur, la taille de l'espace abandonné à Détroit

permet de grandes possibilités, notamment la création de nombreux emplois tout en contribuant au redressement de Détroit (Whitford, 2010). Toutefois, ce projet est très critiqué dans la communauté qui craint une reprise corporative du mouvement d'AU (Id.). De la même manière, le projet *Recovery Park*, qui proposait de cultiver plus de 200 acres de terrain et d'employer plus de 100 personnes tout en permettant la réintégration d'anciens toxicomanes, a été reçu avec méfiance dans la communauté (Draus *et al.*, 2014).

Finalement, il existe une multitude d'autres projets et organisations, tels que *The Greening of Detroit* (TGD) qui a mis en place plus de 1410 jardins, pour des familles du quartier, des écoles, des communautés ou encore des entrepreneurs (Mc Cartney, 2012). Plusieurs des projets et jardins à Détroit sont reliés entre eux à travers l'idée commune de la sécurité alimentaire et plusieurs organismes se posent en ressource pour œuvrer dans ce sens. C'est le cas d'*Urban Farming*, dont le but est d'augmenter chaque année l'espace cultivé à Détroit. *Urban Farming* encourage donc les citoyens à enregistrer leur jardin sur leur plateforme web afin de relier tous les projets au sein d'une campagne globale (Dowie, 2009). *Keep Growing Detroit* (KGD) est également une organisation qui offre des ressources à plusieurs jardins et jardiniers, et contribue activement à la création d'un réseau au sein de la communauté et des acteurs de la sécurité alimentaire (White, 2011a).

2.3.4. L'AU comme pratique dans un mouvement

AU en réaction au système agroalimentaire

Comme nous l'avons mentionné précédemment, l'AU émerge pour plusieurs raisons, que ce soit pour permettre un meilleur accès à de la nourriture, comme pratique traditionnelle et culturelle, pour améliorer le quartier ou pour permettre une alimentation culturellement adaptée. Ces différentes motivations témoignent d'une volonté d'agir en réaction aux problèmes causés par le système agroalimentaire.

En effet, les méthodes agricoles industrielles sont dénoncées à travers une critique de l'utilisation de la monoculture, de l'emploi d'engrais chimiques, de la mécanisation du travail des champs et du traitement industriel des aliments. Ces processus créent une déconnexion avec la nourriture, car ils permettent aux aliments cultivés très loin d'être plus abordables que les aliments biologiques produits localement. En plus d'être néfaste pour le sol et l'environnement, ces pratiques exploitent les humains, à travers des emplois sous rémunérés, effectués dans des conditions de travail dangereuses et nocives pour la santé (Thom, 2011). Alison Hope Alkon et Teresa Marie Mares ajoutent à cette critique du système agroalimentaire une critique qui concerne plus particulièrement la manière dont ce système affecte les petits producteurs du Sud. Elles critiquent le monopole de la production ainsi que la gouvernance par les organisations multilatérales et les états du Nord (Alkon et Mares, 2012).

Le système agroalimentaire est également remis en cause par une critique de la marchandisation (*commodification*) de l'alimentation. Il est alors proposé de considérer la nourriture comme un bien commun et de prioriser sa distribution équitable par rapport à l'accumulation de profits (McClintock, 2013). Megan Thom (2011) critique également la marchandisation de la chaîne alimentaire et du corps humain. Dans le système agricole actuel, le corps humain est uniquement considéré comme une source d'énergie visible par le travail ainsi que comme une source de

profit par la consommation. La marchandisation de la nourriture est donc visible à travers la déconnexion entre la nourriture consommée et la terre ainsi que les gens qui la produisent. C'est donc la marchandisation, visible par la déconnexion envers la nourriture et envers le processus agricole, qui permet une exploitation sociale et environnementale massive (Thom, 2011). Il est proposé de s'opposer à la marchandisation en considérant la nourriture comme un droit, et d'ainsi respecter le slogan : « Food for people, not for profit » (Magdoff, 2012).

Toutes ces dynamiques contribuent à l'augmentation des disparités dans l'accès à la nourriture dans le contexte d'une plus grande production alimentaire (Alkon et Mares, 2012).

Désert alimentaire

L'augmentation des disparités est notamment visible à travers les déserts alimentaires, c'est-à-dire les zones où les habitants n'ont pas accès à proximité à une nourriture nutritive et abordable. Les déserts alimentaires sont définis par le département de l'agriculture des États-Unis (USDA) comme : « an area in the United States with limited access to affordable and nutritious foods, particularly such an area composed of predominantly lower income neighborhood and community » (U.S. Government, 2008). Le concept de désert alimentaire est de plus en plus utilisé par le gouvernement comme critère d'action. Toutefois, ce terme peut s'avérer restrictif selon les caractéristiques prises en compte. Ainsi, selon les critères utilisés par l'USDA, il n'y a pas de déserts alimentaires à New York, tandis que d'autres organisations en identifient dans plusieurs quartiers de la ville (Paddeu, 2012b). À l'inverse, le terme de désert alimentaire est critiqué, car il ne représente pas les stratégies d'adaptation dont font preuve les citoyens. De plus, la notion de désert alimentaire ne prend pas en compte les perceptions des citoyens. Ainsi, la réflexion sur les déserts alimentaires ne témoigne pas des efforts citoyens pour s'alimenter eux-mêmes, notamment à travers des projets d'AU (Taylor, 2015).

Cette situation de désert alimentaire touche Détroit, car de nombreux habitants n'ont pas accès à des aliments de qualité à proximité. Les épiceries de la ville se sont délocalisées vers des zones plus sécuritaires et plus rentables. Il existe des disparités raciales concernant l'accès à la nourriture : les communautés afro-américaines doivent parcourir 1,1 mile de plus que les communautés blanches pour avoir accès à un supermarché (Zenk et al., dans White, 2011a). Le problème d'insécurité alimentaire a culminé en 2007 avec la fermeture de la chaîne *Farmer Jack*. Ainsi, les seuls endroits où les habitants peuvent se procurer de la nourriture sont les stations-service, les pharmacies, et d'autres magasins non spécialisés en alimentation (White, 2011a). Il a été démontré que ce sont les femmes afro-américaines qui sont le plus atteintes par cette situation au niveau de leur santé : elles sont plus à risque de développer des problèmes de santé reliés à l'alimentation tels que le diabète, l'obésité et des maladies cardio-vasculaires (White, 2011b). En 2013, deux chaînes alimentaires se sont implantées à Détroit : Whole Food et Meijer. Whole Food a ouvert dans un quartier gentrifié qui comptait déjà un certain nombre de commerces alimentaires. Meijer au contraire s'est établi dans un quartier plus pauvre, qui était considéré comme l'un des deux déserts alimentaires de Détroit selon l'USDA (Taylor, 2015). C'est notamment en raison de cette précarité alimentaire que plusieurs initiatives d'AU ont émergé.

Sécurité alimentaire, justice alimentaire et souveraineté alimentaire

Pour répondre aux répercussions néfastes du système alimentaire, plusieurs courants émergent au sein du mouvement alimentaire (*food movement*), qui est basé sur l'agriculture locale et biologique. Alkon et Julian Agyeman (2011) décrivent ainsi le mouvement alimentaire :

for the movement, eating is not only personal but also political. The purchase of local and organic food is cast as a 'vote with your fork', to quote a common movement refrain. It is a vote for environmental sustainability, as local organic producers cultivate biologically diverse

polyculture and avoid the use of synthetic pesticides and fertilizers. It is also a vote for small, family-owned farms, as opposed to their large corporate counterparts, and for creating local communities filled with rich interpersonal interactions (Alkon et Agyeman, 2011, p. 2).

Par ailleurs, Paddeu (2012b) reproche au mouvement alimentaire d'être peu diversifié et principalement composé de personnes blanches, éduquées et de classe moyenne. Afin de se distancier de cette « monoculture sociale » qui parcourt le mouvement, plusieurs courants émergent pour proposer des cadres d'analyse plus complets et diversifiés (Alkon et Agyeman, 2011). L'AU se situe comme une pratique commune aux différents courants du mouvement alimentaire (Paddeu, 2012b).

Le premier courant rattaché au mouvement alimentaire est celui de la sécurité alimentaire communautaire. Ce dernier se préoccupe de l'accès à la nourriture qui se définit comme : « a situation in which all community residents obtain a safe, culturally acceptable, nutritionally adequate diet through a sustainable food system that maximizes community self-reliance and social justice » (Hamm et Bellows, 2003). Les trois aspects ressortant de cette définition sont l'importance d'une nourriture culturellement acceptable, l'autonomisation des communautés et la justice sociale (White, 2011a). La sécurité alimentaire communautaire met l'accent sur la communauté plutôt que l'individu comme niveau d'analyse, permettant une compréhension structurelle du système alimentaire, ce qui n'est pas permise à travers l'analyse plus individuelle du *food movement* (Alkon et Mares, 2012).

Le deuxième courant, celui de la justice alimentaire, s'appuie sur la sécurité alimentaire communautaire et y ajoute une analyse en termes de race et de classe en mettant en évidence la manière dont le système de production, de distribution et de consommation alimentaire est raciste et classiste. Ce courant met l'accent sur la création d'alternatives alimentaires *par* et *pour* les communautés racisées (Alkon et Mares, 2012). Plus largement, le mouvement de justice alimentaire incorpore le principe de justice sociale à celui de la sécurité alimentaire (Paddeu, 2012b). Loin

d'être un mouvement unifié, il existe une pluralité d'interprétations de ce mouvement, notamment sur ses objectifs, sur les moyens de l'atteindre ou encore sur ses impacts. Ainsi, à deux extrêmes du spectre de la justice alimentaire on retrouve :

une population de classe moyenne supérieure, blanche et éduquée, qui crée un jardin communautaire potager par plaisir — pour le loisir — et une population défavorisée, racialement minoritaire, qui effectue le même geste par nécessité, pour avoir à portée de mains des aliments auparavant inaccessibles et pour lutter contre l'omniprésence de l'obésité et du diabète (Paddeu, 2012b, p. 3).

Enfin, le troisième courant est celui de la souveraineté alimentaire, qui émerge au Sud et concerne plus particulièrement l'agriculture rurale (Alkon et Mares, 2012). Elle prône le droit à « healthy and culturally appropriate food produced through ecologically sound and sustainable methods, and their right to define their own food and agriculture systems » (La Via Campesina, 2007). La souveraineté alimentaire s'oppose au néo-libéralisme, ce qui constitue un aspect plus ou moins présent dans les deux autres courants (Alkon et Mares, 2012).

AU au sein d'un mouvement

Certains auteurs dressent des parallèles entre la souveraineté alimentaire et la justice alimentaire, malgré leurs origines distinctes. En effet, ces deux courants possèdent des ressemblances au niveau de la valorisation du local, au niveau de la production, de la consommation et du contrôle de la nourriture et de l'agriculture. Toutefois, selon ces auteurs, seule la souveraineté alimentaire s'affirme en opposition directe au régime alimentaire corporatif, contrairement aux autres courants qui cohabitent avec l'agriculture industrielle et s'inscrivent dans des paradigmes néolibéraux (Alkon et Mares, 2012; Paddeu, 2012b; White, 2011a). Ces auteurs soutiennent qu'une résistance au néo-libéralisme plus poussée du mouvement de justice alimentaire, répondant aux préoccupations de la souveraineté alimentaire, permettrait de radicaliser le mouvement, de l'élargir et de créer des alliances permettant une transformation du système alimentaire corporatif (Alkon et Mares, 2012).

Ces trois courants du mouvement alimentaire possèdent des objectifs communs et rajoutent un degré pertinent d'analyse quant aux objectifs de l'AU (Alkon et Mares, 2012). Leurs nuances quant à l'opposition au néo-libéralisme nous poussent à nous intéresser à la manière dont le néo-libéralisme affecte les initiatives d'AU.

2.3.5. AU et néo-libéralisme

Les problèmes du système agroalimentaire précédemment mentionnés sont attribués au fonctionnement capitaliste. Le néo-libéralisme est défini comme « a political economic philosophy that asserts the primacy of the market in attending to human needs and wellbeing, and re-orientes the state towards the facilitation of market mechanisms » (Harvey, dans Alkon et Mares, 2012, p. 348). Ainsi, le néo-libéralisme a pour objectif d'augmenter l'efficacité, qui serait obtenue par la libre circulation des capitaux. Les pratiques néolibérales incluent la dérégulation, la libéralisation des échanges, et la privatisation des entreprises d'État et des services publics, résultant en l'augmentation de l'impact du marché sur la vie sociale, notamment à travers l'adoption de valeurs néolibérales telles que l'individualisme, la valorisation de l'efficacité et du *self-help* (Alkon et Mares, 2012). L'idéologie néolibérale prend notamment deux formes, celle du *roll back* — le recul — de l'État providence et celle du *roll out* — l'avancée — des relations économiques et sociales permettant l'accumulation capitaliste (McClintock, 2013).

Bien que l'AU comme pratique au sein du mouvement alimentaire s'oppose au fonctionnement actuel du système alimentaire néolibéral, ces pratiques d'agriculture sont tout de même empreintes de certains éléments de la logique néolibérale. En effet, pour plusieurs auteurs ces projets d'AU compensent pour le retrait du filet social et contribuent à la création de valeurs néolibérales.

Retrait du filet social

La logique néolibérale favorise le transfert des fonctions de l'État vers le secteur privé et les groupes communautaires. Cela affecte les groupes communautaires qui se voient confiés la tâche d'assurer la sécurité alimentaire dans les quartiers les plus pauvres. Il est alors reproché aux projets communautaires de justice alimentaire de compenser pour le retrait du filet social tout en continuant à travailler dans la logique néolibérale : ils ne s'attaquent pas aux sources du phénomène (Alkon et Mares, 2012; McClintock, 2013).

Ce retrait du filet social au profit des groupes communautaires crée des inégalités dans la distribution des services. Les services habituellement assurés par l'État sont progressivement fournis par des acteurs communautaires qui dépendent de subventions. Ces organisations distribuent des services de manière inégale, car les priorités vont correspondre à celles de l'agenda des bailleurs de fonds ou des organisations les plus à même de démarcher les subventions. Cette distribution de services favorise les personnes vivant à proximité et ayant la capacité de s'investir bénévolement dans ces projets (Alkon et Mares, 2012; Blecha et Leitner, 2013; McClintock, 2013).

Valeurs néolibérales

Les valeurs néolibérales encouragent un recours au marché comme solution aux problèmes sociaux, et renforcent la responsabilité personnelle des individus. Ces discours favorisent l'entrepreneuriat et l'emploi du marché pour changer le système alimentaire et font peser sur les épaules des individus le poids de leur situation sociale (Alkon et Mares, 2012; McClintock, 2013). La participation aux marchés urbains et aux paniers de légumes est une stratégie utilisée pour distribuer de la nourriture dans des déserts alimentaires tout en renforçant les capacités entrepreneuriales des participants. Toutefois, cet aspect est critiqué dans la mesure où cela reproduit la logique néolibérale en identifiant le marché comme solution aux problèmes sociaux,

plutôt que l'État (McClintock, 2013). C'est ainsi que la notion d'autonomisation ou encore d'autosuffisance a pour effet pervers d'insinuer que les individus et les communautés ont la responsabilité de situations qu'ils n'ont pas créées. En effet, ceci détourne l'attention des vrais enjeux tels que les conditions systémiques qui créent la marginalisation (Alkon et Mares, 2012).

Il est aussi reproché à l'AU de mettre de l'avant le pouvoir individuel du choix du consommateur comme action, ce qui éloigne de la compréhension des enjeux structurels. Cela a pour conséquence de situer le changement dans les espaces de consommation et la transformation du système alimentaire est alors considérée comme un choix individuel plutôt qu'émergeant de l'action collective (McClintock, 2013).

Sortir de la dichotomie

La présence de ces dynamiques permet de se poser la question suivante : l'agriculture urbaine est-elle un mouvement en opposition au système agroalimentaire et proposant une justice alimentaire, ou est-elle plutôt un prolongement de la logique néolibérale ? D'une part, l'AU est un moyen de proposer des solutions en termes de sécurité alimentaire, d'accès à de la nourriture de qualité et de renforcement des liens sociaux et des communautés. Dans ce cas, l'agriculture se pose en action politique, en réaction au système agroalimentaire actuel, ainsi qu'en action pour établir une alternative. D'autre part, elle compense pour le retrait du filet social et elle instaure des valeurs néolibérales chez les personnes y participant (Alkon et Mares, 2012; Blecha et Leitner, 2013; McClintock, 2013). McClintock (2013) propose de sortir de cette dichotomie en comprenant que l'AU est imprégnée des deux tendances, car le capitalisme crée des opportunités pour son émergence tout en la contraignant.

Afin de réfléchir à la présence du néo-libéralisme dans les projets d'AU, Luke Drake invite à se questionner sur les raisons justifiant l'émergence des projets d'AU. Lorsque les projets émanent de la base (*grassroots*), il suggère d'identifier d'où vient

cette idée : s'agit-il de la décision des participants ou cela provient-il d'une influence externe (Drake, 2014)? Ainsi, d'un côté les projets d'agriculture peuvent être vus comme populaire (*grassroots*) ou du bas vers le haut (*bottom-up*) : renforçant le capital social et la communauté. De l'autre côté, ce discours populaire (*grassroots*) peut être vu comme une technique du gouvernement qui établit une rhétorique renforçant l'importance que les citoyens prennent en charge des tâches qui appartiennent à l'État. Selon cet argument, le gouvernement se servirait de la notion de communauté pour promouvoir des valeurs néolibérales. Le gouvernement peut avoir des objectifs néolibéraux dissimulés dans des projets d'AU : « the Edible School Yard project was a highly regimented educational program intended to teach children about nutrition and food preparation – and in turn, more insidious objectives to create like-minded consumer subjects became visible » (Drake, 2014, p. 179). Drake mentionne également que ce processus est régulièrement teinté d'enjeux raciaux et classistes, comme c'est le cas pour certains projets de sécurité alimentaire où des activistes blancs aisés enseignent aux communautés pauvres à bien manger.

Plus largement, cette réflexion porte à se questionner sur la signification de ces initiatives d'AU : s'agit-il de réformer en profondeur le système ou simplement de compléter l'offre faite par le système traditionnel (Colasanti et al., 2013)? Cette réflexion centrale dans la littérature sur l'AU nous amène à étudier la problématique précédemment mentionnée. En effet, alors que nous venons de montrer que l'AU est empreinte du mode de fonctionnement néolibéral, on s'attendrait à ce que ces projets servent uniquement à tempérer les difficultés économiques et alimentaires : pourtant il semble qu'à Détroit, l'AU est employée afin d'apporter un changement plus global. On s'intéresse alors à la problématique suivante : **Alors que l'AU est empreinte de néo-libéralisme, comment peut-on analyser le potentiel radical des projets d'AU à Détroit ?**

À travers ce chapitre nous avons dressé une revue de littérature. Celle-ci offre les bases théoriques permettant une analyse des projets d'AU à Détroit. Le droit à la ville de Lefebvre a été présenté dans sa vision plus radicale, prônant un droit à la ville renouvelé, basé sur la valeur d'usage de la ville et son autogestion par les citoyens. L'histoire de Détroit a été exposée, permettant d'explorer les raisons qui ont mené à sa chute économique. Celle-ci est parcourue de tensions sociales et permet de comprendre le contexte qui a mené à l'émergence des projets d'AU. Nous avons ensuite parcouru les débats théoriques qui traversent l'AU. L'AU n'est pas un phénomène nouveau et a été présente au cours des dernières années, souvent encouragée par les gouvernements. Plusieurs théories de l'AU ont été abordées, puis nous avons dressé un portrait de l'AU à Détroit. La revue de la littérature a permis de situer l'AU comme étant une pratique au sein du mouvement alimentaire. L'AU s'inscrit entre autres au sein du courant de justice alimentaire et de souveraineté alimentaire, critiquant le système alimentaire industriel et le néo-libéralisme. Malgré cela, l'AU peut être entachée de néo-libéralisme, dans la mesure où elle compense pour le retrait du filet social et promeut des valeurs néolibérales. Ceci nous a permis d'introduire notre problématique : alors que l'AU est empreinte de néo-libéralisme, comment peut-on analyser le potentiel radical des projets d'AU à Détroit ? C'est donc face à l'émergence de cette problématique que nous allons avoir recours au droit à la ville de Lefebvre afin de réfléchir au potentiel radical de ces projets.

CHAPITRE 3

IMPACT SOCIAL DES PROJETS D'AU

« Detroit is known as the little big city, period. Outside of this work, most people in some degree of separation know each other. It's a big city but kind of a small town (...). But yeah we pretty much interact, when we can support each other, supplement each other, we do, and that works a lot. » (PP8)

Ce chapitre présente une analyse de plusieurs thèmes liés à l'impact social des projets d'AU et de justice alimentaire. Tout d'abord, la notion de communauté est explorée (3.1), suivie d'une analyse de l'inclusion dans le mouvement (3.2), pour finir avec une réflexion sur la gentrification (3.3).

3.1. Notion de communauté

La notion de communauté fait partie intégrante de la mission de nombreux projets d'AU à Détroit. En effet, plusieurs organisations agissent *dans* et *pour* la communauté. Ainsi, la mission de *Earthworks* consiste à renforcer le lien entre l'environnement et la communauté (Capuchin Soup Kitchen, 2015). Celle de *Detroit Black Community Food Security Network* (DBCFSN) consiste à soutenir la participation de la communauté noire dans un rôle de premier plan au sein du mouvement pour une sécurité alimentaire (Detroit Black Community Food Security Network, 2015a). Le site web de l'organisation mentionne que la communauté est au centre de leurs préoccupations : « DBCFSN is creating model urban agricultural projects that seek to build community self-reliance, and to change our consciousness about food » (Id.). Pour *The Greening of Detroit* (TGD), il s'agit de soutenir le développement d'une communauté urbaine durable grâce aux espaces verts, à l'alimentation, à l'éducation et à la création d'emplois (The Greening of Detroit, 2017). MUFI, quant à eux, souligne l'importance de la communauté, car ils cherchent à engager la grande communauté du Michigan (The Michigan Urban

Farming Initiative, 2015). En ce qui concerne les fermes à but lucratif, il n'a pas été possible de prendre connaissance de leur mission puisqu'elles n'ont qu'une page Facebook qui contient peu de détails. Toutefois, pour *Hantz Woodland*, il est primordial que leur entreprise fasse partie de la communauté (Hantz Farms Detroit, 2017). Enfin, les collectifs *Trumbullplex* et *Fireweed Universe City* se définissent comme des communautés.

En raison de la récurrence de la notion de communauté au sein de la mission des organisations, ce thème a été exploré plus en détail lors des entrevues. Nous exposerons comment la communauté est définie et mise en pratique par les PP (3.1.1). À partir de leurs réponses, nous chercherons à savoir s'il existe une communauté d'AU (3.1.2). Finalement, nous explorerons les stratégies de renforcement des relations sociales au sein de leur quartier (3.1.3).

3.1.1. Deux types de communautés

Communauté au sein du quartier vs intérêts communs

Au cours des entrevues, les propos des PP s'articulent autour de deux conceptions de la communauté : une communauté basée sur la proximité spatiale (voisins, quartiers) et une communauté formée par des intérêts communs (AU, communauté noire). On constate également cette distinction dans la littérature. Pour Deborah Martin (2003) qui étudie l'activisme communautaire, traditionnellement, l'organisation communautaire se base sur l'identification d'intérêts communs tels que la santé, le logement ou encore les conditions de travail. Toutefois, la proximité géographique peut participer à la création de ces intérêts communs : « Proximity fosters common experiences of problems and thus common interests, but location does not, in itself, make a community » (Martin, 2003, p. 730). Priscilla McCutcheon (2013) prend l'exemple de deux groupes nationalistes noirs religieux qui ont créé leur ferme dans les années 1990 afin de développer une pratique d'autosuffisance. Cet exemple

témoigne que la communauté n'est pas seulement géographique, mais peut également être formée par des intérêts communs, puisque ces fermes visent à rassembler une communauté autour d'une identité raciale commune (Mc Cutcheon, 2013).

La plupart des PP définissent également la communauté comme étant un mélange de proximité spatiale et d'intérêts communs. Le témoignage de PP8 met en évidence l'intersection de ces deux éléments : « I think there is lots of different communities. [...] There is actually communities of people that share the same beliefs and there is communities of people that share the same circumstances like living in the same location or the same neighbourhood ». Selon elle, cela constitue deux types de communautés distinctes : d'un côté la communauté intentionnelle et de l'autre côté la communauté non intentionnelle. Cela correspond à la définition de communauté proposée par Bacqué (2000) : la communauté « représente un corps intermédiaire entre sphère privée et sphère publique qui renvoie à des rapports d'appartenance, d'origine, de natures diverses, choisis ou non par les individus qui la composent : il peut s'agir d'un lien territorial, religieux ou ethnique, de pratiques ou de cultures communes » (Bacqué, 2000, p. 67).

La communauté spatiale est bien illustrée par les témoignages de PP1 et PP2 qui mettent l'accent sur le lieu : « community is where I am, where I live, the people that I am involved with, where I work is a community » (PP2) et « we maintain our relationship within a two miles radius » (PP1). PP1 ajoute que la communauté est également « people you don't care about », ce qui renforce l'idée que la proximité spatiale crée la communauté. PP11 abonde dans le même sens en évaluant leurs résultats selon un critère de délimitation spatiale : « We served over 1000 households within Detroit so within 3 miles of the farm ». Pour expliquer en quoi consiste une communauté définie spatialement, PP4 cite l'exemple des « neighborhood based growers ». Il s'agit de citoyens qui se sont organisés autour de projets d'AU en raison de leur appartenance à un même quartier.

La communauté par intérêts communs est également présente dans les entrevues. PP7 explique que l'espace collectif mis à disposition par *Trumbullplex* est communautaire. Il permet à des personnes ayant des objectifs communs ou une cause commune, soit des activistes et des artistes de s'y rencontrer pour travailler sur leurs projets ou d'y tenir leurs événements. L'exemple de communauté d'intérêts communs le plus fréquemment cité à travers les entrevues est celui de la communauté afro-américaine. PP13 explique le lien entre celle-ci et le mouvement alimentaire :

There are lots of community people, African-americans especially because Detroit is predominantly an African American city who have an organic connection to this (the food system) because their grandparents farmed or gardened, they themselves learned how to become engaged in these issues, they have friends and networks that are actively engaged and they developed their own analysis related to justice, related to the importance of African-american's leadership in the food systems and so on (PP13).

L'existence de cette communauté est également mentionnée par PP2 : « there is African Liberation Day that is tomorrow, that involve basically the whole black community going out here, speaker, you know even the parade and all that. That is one community ». De même, PP4 décrit le travail de DBCFSN comme étant axé vers la communauté noire : « get more black people involved ».

Seule PP5 n'a pas abordé la notion de communauté, préférant parler de quartiers ce qui fait référence uniquement à la proximité spatiale (Martin, 2003). Lors de l'entrevue, elle a employé de nombreuses fois les expressions « voisins » et « quartier » : « and the neighbors didn't want food production in their neighborhood » ou encore « we have very good relationships with our neighborhood ». À travers son discours, on retrouve uniquement le lien de proximité qui est inclus dans la notion de voisinage sans retrouver les notions d'intérêts communs qui seraient présents à travers l'emploi du mot communauté. Cette utilisation de l'échelle du quartier correspond à la mission de l'organisation : « make neighborhood truly liveable », qui s'inscrit dans un cadre spatial défini.

En mentionnant uniquement le quartier, PP5 fait une référence au lieu géographique plutôt qu'à l'identité ou aux intérêts communs des habitants de ce lieu. Au contraire, les autres PP font référence à la communauté renforcée par la proximité géographique ou à la communauté créée par les intérêts communs, ce qui correspond aux deux manières de concevoir la communauté dans la littérature (Bacqué, 2000; Martin, 2003; Mc Cutcheon, 2013).

Interactions au sein de la communauté

Que ce soit une communauté spatiale ou une communauté par intérêts communs, dans les deux cas, un aspect ressort chez toutes les PP, ce sont les relations qui créent la communauté et donc qui la distinguent du quartier. Par exemple, pour PP1 — dans la citation mentionnée précédemment : « we maintain our relationship within a two miles radius » — ce qui définit leur distance d'action est l'établissement d'une relation. Elle explique également : « community is realising how deeply interconnected and intertwined all our fates are » (PP1). PP2, dans sa définition de communauté, inclue les personnes avec lesquelles elle est impliquée « interactions I have with them ».

Ces interactions au sein de la communauté d'AU sont principalement caractérisées par le soutien, le réseau d'entraide et de solidarité qui se crée à travers ces relations (Paddeu, 2014). PP2 témoigne de ces relations de soutien : « I think support systems create community. And this is like I said, this is a community here. If they are hungry, they can eat. If they need clothes there is a clothes closet, so that's a community ». Émanant d'une organisation communautaire, cette notion de soutien fait partie intégrante de leur travail, particulièrement pour *Earthworks*, car la ferme est fondée par la *Soup Kitchen* dont l'objectif est de répondre aux besoins essentiels des personnes, dont leurs besoins alimentaires (Capuchin Soup Kitchen, 2015). Toutefois, ce type de relations de soutien est également visible chez les fermes à but lucratif. Par exemple, PP3 explique que « it felt like there is a community that we are

already very close with, and there is lots of neighbors that are looking out for each other ». Finalement, les relations d'entraide et de soutien se développent aussi chez les collectifs : « So we're very tight knit and we really care about the community, everybody really cares about this space, comes together and helps us maintain it, physically and as a community » (PP7). Ces relations de soutien et d'entraide sont présentes dans les projets d'AU (Paddeu, 2014), mais concernent également d'autres aspects de la vie quotidienne des habitants de Détroit. Elles se manifestent à travers des pratiques quotidiennes d'entretien du quartier, de veille à la sécurité des voisins ou encore d'implication dans une association de quartier (Kinder, 2016). Ces relations de soutien se créent donc à travers les interactions au sein d'une communauté d'intérêts communs et à travers les interactions dans la communauté spatiale.

Ceci nous mène à nous questionner sur les efforts déployés dans les différents projets pour établir des liens au sein des quartiers dans lesquels ils se situent (4.1.3). Avant d'aborder cet aspect, il faut se demander si au-delà de l'échelle du quartier, il existe une communauté plus large organisée autour des intérêts communs de l'AU.

3.1.2. Communauté d'intérêts communs : L'AU comme facteur d'émergence

Comme nous venons de le mentionner, certaines personnes participantes ont défini la communauté comme une communauté d'intérêts. Il ressort des entrevues que l'AU elle-même est un facteur permettant l'émergence d'une communauté d'intérêts. D'abord en raison des liens créés entre les différentes personnes participantes à ces projets et ensuite en raison des facteurs facilitant leur participation à l'AU.

Liens entre les participants aux différents projets

Lors des entrevues, plusieurs personnes participantes ont mentionné qu'elles avaient des liens avec d'autres projets d'AU à Détroit. L'annexe A répertorie ces liens.

Différents types de liens unissent les PP entre elles et avec les autres organisations. La citation de PP8 au début du chapitre témoigne bien de la situation. Les personnes

participantes entretiennent des liens personnels qui favorisent un soutien mutuel, mais elles entretiennent également des liens professionnels au sein de la communauté d'AU. En effet, plusieurs PP ont été à l'emploi de diverses organisations liées à l'AU. Ces liens professionnels prennent parfois la forme d'une collaboration au sein d'un projet commun comme c'est le cas de *Earthworks* et de DBCFSN qui ont obtenu une bourse conjointe pour l'installation d'un système de récupération d'eau de pluie, et qui sont également en contact pour développer un programme de conscientisation sur le racisme du système alimentaire (PP1, PP4). Ces liens unissent également les PP avec des groupes comme les centres communautaires et religieux (PP8, PP11), les associations de quartier (PP1), les écoles (PP5) ou encore les banques alimentaires (PP1, PP2, PP11). Plusieurs PP entretiennent des relations avec des structures gouvernementales. Mentionnons notamment DBCFSN, dont le terrain a été cédé par la ville et qui bénéficie de subventions fédérales de l'USDA ou encore PP5 qui a eu de nombreux débats avec la municipalité afin de démarrer *Hantz Woodland*. Certaines PP se connaissent à travers leur participation à d'autres organisations ou à des programmes liés à l'AU ou à la justice alimentaire. Par exemple, PP1 et PP8 participent à *Uprooting Racism, Planting Justice* (URPJ); PP2, PP4 et PP13 font partie du *Food Policy Council*; PP1 et PP9 maintiennent des relations avec *Gleaners Food Bank*; PP13, PP6 et PP12 se côtoient au sein du marché *SEED Wayne*; et la plupart des organisations rencontrées participent à *Eastern Market*. Finalement, ces liens s'expriment également sous la forme de collaboration et d'entraide avec des voisins, un aspect sur lequel nous reviendrons dans la section 3.1.3.

Conformément à ce que nous avons établi dans la section précédente, les relations au sein de la communauté d'AU sont caractérisées par de l'entraide, comme en témoigne la citation de PP8 en introduction. PP4 mentionne également des relations caractérisées par l'entraide et la coopération. PP9 abonde dans le même sens : « it's a very small community, it's like really interconnected » (PP9). L'ensemble de ces liens témoigne de la présence d'une communauté d'AU.

Facteurs facilitants l'AU

À travers les entrevues, les PP ont mentionné à plusieurs reprises le rôle prédominant de certaines organisations sur la scène de l'AU à Détroit. Selon les PP, elles jouent un rôle fondamental pour catalyser l'implication dans l'AU ou encore pour faciliter les débouchés de l'AU pour les fermiers urbains.

C'est le cas de *Keep Growing Detroit* (KGD), dont le programme *Garden Ressource* propose des ressources aux fermiers : des semences, des plants pour la transplantation et des cours d'agriculture. PP9 décrit leur programme : « it's very reasonable, like it's 10\$ and you can be a member... there's ton of ressources and just countless classes and all this education that's really beneficial and well worth it. [...] I hear good things about it ». Le programme *Grown in Detroit*, quant à lui, offre la possibilité aux fermiers d'accéder à une table pour vendre leurs produits sous la bannière de « Grown in Detroit » à *Eastern Market*. Ce programme soutien donc les fermiers qui débutent et qui n'ont pas suffisamment de ressources financières pour accéder à ce marché. La ferme où je résidais en WOOFing participe à ces programmes. Ainsi, deux fois par semaine, les fermiers participent au kiosque de *Grown in Detroit*, ce qui leur procure des débouchés pour leurs produits. J'ai pu constater à quel point ce programme est utile et contribue à la vitalité de l'AU en soutenant les petits fermiers. De même, PP7 à *Trumbullplex* mentionne l'utilité de ce programme pour les agriculteurs urbains de Détroit. Le fonctionnement est simple : les jours de marché, chaque ferme apporte ses produits à vendre, puis en fonction du montant vendu, ils doivent fournir à tour de rôle un certain nombre d'heures de bénévolat en assurant la tenue du kiosque. En plus des avantages précédemment mentionnés, ce programme constitue un espace de discussions et de rencontres entre les fermiers qui peuvent alors échanger des conseils. Finalement, KGD joue également un rôle important pour la recherche de subventions, ainsi que pour la recherche de propriétés, contribuant ainsi à renforcer le réseau social de l'AU (PP12).

Le *National Women in Agriculture Association* (National Women in Agriculture Association) permet de faciliter la participation à l'AU pour les femmes. Cette association permet un espace d'échange et de soutien à plusieurs femmes impliquées dans l'AU à Détroit, dont PP2. L'association soutient plus particulièrement les entrepreneures, ce qui semble pertinent puisque PP8 a la perception que les femmes sont plus nombreuses dans les organisations communautaires d'AU, mais qu'elles sont beaucoup moins présentes dans les fermes à but lucratif.

Finalement, les nombreuses subventions et bourses octroyées par des compagnies et des fondations contribuent à la vitalité de l'AU à Détroit. De nombreux projets en bénéficient. Nous avons notamment mentionné *Earthworks* et DBCFSN qui ont reçu une subvention commune, leur permettant de mettre en place un système de récupération d'eau de pluie. Le collectif *Fireweed Universe-City* a aussi reçu des subventions. La ferme où je résidais a également bénéficié d'une subvention pour permettre la construction de cabanes à chauve-souris dans leur quartier afin de valoriser la biodiversité. Finalement, PP11 a mentionné que MUFU a reçu une bourse de la corporation Scotts (Miracle Grow). Kathryn Colasanti souligne que les bourses peuvent permettre aux petites fermes à but lucratif de démarrer leur entreprise puis de devenir rentable (Colasanti, 2009).

Ces organisations, ainsi que l'existence de bourses et de subventions contribuent à renforcer la vitalité de la communauté d'AU.

Un mouvement plus large ?

Après avoir détaillé la présence d'une communauté d'AU, on peut se demander si tous ces projets d'AU font partie d'un mouvement plus large.

À plusieurs reprises, les PP ont mentionné que les projets d'AU auxquels elles participent sont également liés à d'autres thématiques sociales. Le premier thème revenant fréquemment est la propreté du quartier : empêcher les dépôts sauvages et

les prévenir, par exemple en coupant l'herbe sur son terrain et sur les terrains abandonnés. La pratique de l'agriculture urbaine est également une stratégie qui peut être utilisée pour répondre à ce problème (PP1, PP5, PP8). L'éducation est également un thème récurrent : l'importance de l'apprentissage de l'agriculture à travers des programmes de formation, notamment offert par DBCFSN et *Earthworks*, mais aussi l'éducation sur l'alimentation elle-même (PP2, PP5, PP8). Les thèmes relatifs au logement, aux évictions, à la déconstruction et à la récupération des matériaux des maisons en ruine (plutôt que leur démolition) sont également revenus fréquemment. Plusieurs PP s'engagent dans des actions de solidarité face à ces problématiques (PP2, PP6, PP7, PP11). Notons qu'à Détroit, la déconstruction est une thématique importante pour les citoyens dans la mesure où il s'agit d'une réponse à la ruine urbaine qui peut être dangereuse, car elle attire des squatters et des vendeurs de drogue (Paddeu, 2012a). Finalement, plusieurs PP ont mentionné que la sensibilisation face au racisme présent dans le système alimentaire est l'une de leurs préoccupations et de leur champ d'action (PP1, PP2, PP8, PP9). On observe alors que, loin de fonctionner en silo, l'AU à Détroit progresse plutôt en harmonie avec d'autres thématiques sociales, ce qui nous pousse à penser qu'elle fait partie d'un mouvement plus large de justice sociale.

En plus d'être liés à des thématiques sociales, les projets d'AU à Détroit font partie d'un réseau plus large d'AU. Dans la revue de la littérature, nous avons démontré que l'AU s'inscrit comme pratique au sein d'un mouvement alimentaire (*food movement*) (Paddeu, 2012b). La pratique de l'AU à Détroit renforce cette notion de mouvement alimentaire dans la mesure où plusieurs PP mentionnent leur connexion à d'autres acteurs du mouvement alimentaire. Tout d'abord, PP1 explique qu'elle voit le travail de *Earthworks* « as being connected to a larger movement » (PP1). PP4 a mentionné ses contacts avec son mentor qui est impliqué dans le conseil de politiques alimentaires de Toronto. PP2 a également parlé de l'influence du *food policy council* de Toronto qui les a aidés à créer le conseil de politiques alimentaires de Détroit.

Il est fréquent pour les PP de faire référence aux différents courants du mouvement alimentaire. Plusieurs PP œuvrent pour la sécurité alimentaire dans la mesure où ils produisent de la nourriture qu'ils rendent accessible à leur communauté. Toutefois, pour nombre d'entre eux, l'accessibilité à la nourriture n'est pas suffisante et plusieurs facteurs doivent être pris en compte, dont la capacité à se nourrir sainement, la possibilité de cuisiner les aliments (PP2, PP3), l'éducation et la culture autour de l'alimentation (PP3, PP8), ainsi que l'implication des communautés au sein du mouvement — notamment des Afro-Américains (PP4, PP8, PP9). C'est dans une volonté de dépasser la sécurité alimentaire que plusieurs PP s'identifient au mouvement de justice alimentaire. Paddeu, dans son étude de l'AU à Détroit, confirme l'adhésion des groupes d'AU à la justice alimentaire (Paddeu, 2014). Seule PP2 s'identifie au mouvement de souveraineté alimentaire. Par contre, si l'on se fie au contenu des entrevues, les thèmes mentionnés par quelques autres PP correspondent aux valeurs de la souveraineté alimentaire (Alkon et Mares, 2012) : l'accès des paysans à la terre, les droits des fermiers et des paysans sans terre, l'identification du colonialisme et de l'impérialisme comme la cause profonde de l'injustice alimentaire.

En résumé, il existe une communauté d'intérêts (Martin, 2003), qui s'articule autour de l'AU. Nous avons observé que les PP se connaissent et se côtoient, autant personnellement que professionnellement. Nous avons également établi l'existence d'organisations qui soutiennent les fermiers et contribuent ainsi au renforcement de la communauté d'AU. Finalement, nous avons établi que l'AU fait partie d'un mouvement plus large relié d'une part à la justice sociale et, d'autre part, au mouvement alimentaire sous ses diverses formes (Alkon et Agyeman, 2011; Alkon et Mares, 2012; Paddeu, 2012b).

3.1.3. Communauté spatiale : renforcement des liens au sein du quartier

Après avoir expliqué que pour les PP, la communauté se définit à la fois par intérêts communs et par proximité spatiale, nous avons montré comment la communauté par intérêts communs se cristallise à travers l'AU. Nous allons maintenant nous intéresser au deuxième type de communauté : la communauté spatiale (Martin, 2003). Nous cherchons alors à explorer comment la communauté est renforcée par les relations de proximité. Pour cela, nous allons tout d'abord mettre en évidence les raisons qui ont guidé les PP à établir leurs projets d'AU dans un certain quartier. Nous allons ensuite montrer quelles stratégies les fermiers emploient afin de renforcer les liens dans le quartier, permettant de renforcer une certaine communauté spatiale.

Choix du lieu du projet

Lorsqu'interrogées sur la raison de l'implantation de leur projet dans le quartier, les PP ont soulevé plusieurs raisons allant d'un choix intentionnel, car elles connaissent déjà bien le quartier, jusqu'à des circonstances externes, telles que des terrains qui leur ont été donnés. Cela correspond à la définition mise de l'avant par Marie-Hélène Bacqué (2000) : une communauté choisie ou non.

Les organisations communautaires rencontrées ont choisi leur quartier pour des raisons variées. La présence d'*Earthworks* est liée à l'existence des Frères Capucins établis dans ce quartier depuis 1883 en raison de la présence de la communauté immigrante d'Allemagne. Déjà à cette époque, en raison de leur mode de vie et de leur philosophie, les frères Capucins cultivaient et élevaient des animaux. *Earthworks* a été créé en 1997, afin de reconnecter les familles à la nourriture et à la terre (PP1). *Earthwork* fournit des aliments à la soupe populaire des Capucins. DBCFSN s'est établi dans le quartier pour des raisons circonstanciées. Après s'être installés dans l'est de Détroit, sur un terrain qui a été racheté par un développeur, puis sur le terrain d'une église qu'ils ont dû quitter au bout d'un an, ils ont entrepris des négociations avec la ville pour obtenir un terrain. C'est ainsi qu'ils se sont établis à Rouge Park

(PP4). PP4 explique ainsi les liens qui unissent DBCFSN au quartier : « We're here because the city made land available, the land happens to be here. So it's a little bit different approach. But since we are here, it's important that we develop a good relationship with the neighborhood even though that's not our main focus ». TGD possède trois sites. Le premier, à *Eastern Market*, est un lieu de production, un modèle de ferme répliquable, qu'ils ont acheté. Le deuxième site, *Lafayette Greens* leur a été donné par une compagnie. Finalement, le troisième site est un jardin construit en partenariat avec les résidents qui leur ont demandé de s'impliquer dans la mise en place d'un verger, d'un jardin et d'un espace de jeux pour les enfants (PP8). MUFI s'est installé dans son quartier par hasard, bien qu'un des fondateurs y habitait déjà. Ainsi, les possibilités qu'il offre pour développer un projet d'agriculture ainsi que son emplacement stratégique les ont incités à s'y établir : « it's a really cool juxtaposition of the rural past, the pastoral idea and the urban dense skyscraper setting » (PP11). Finalement, *SEED Wayne* a démarré en 2008, sous l'impulsion de Kami Pothukuchi, professeure d'urbanisme à la *Wayne State University* (*SEED Wayne*, 2008). Conformément à leur mission de créer un système alimentaire durable sur le campus universitaire, ils se sont établis au cœur du campus, avec le marché situé aux abords d'une route principale (PP13).

Pour ce qui est des fermes à but lucratif, PP3 s'est installée dans son quartier parce qu'elle connaissait déjà des personnes y habitant. Elle explique qu'elle n'aurait pas voulu choisir un quartier au hasard : « didn't want to just presume to move in to anybody's neighborhood, you know, like pick a random neighborhood because we bought land... that seems very presumptuous to me, and also just like you don't know what you are getting into ». Son choix a donc été fait en fonction de l'existence d'une communauté avec laquelle elle était déjà en contact. De la même manière, PP12 s'est installée dans son quartier à la suite d'une invitation des résidents du quartier. Pour ce qui est de *Hantz Woodland*, son PDG John Hantz qui habite dans le quartier voisin a

décidé d'y investir pour réduire sa dégradation et le rendre véritablement viable, comme en témoigne PP5 :

John, he didn't want to move, but it was becoming harder and harder justifying staying. So he wanted to do something. (...) He proposed to the city that he step in as a private sector businessman and he offered to purchase surplus properties from the city and repurpose it using agriculture as a tool to remove the blight and make neighborhood truly livable (PP5).

En ce qui concerne les collectifs, *Trumbullplex* est installé dans le quartier depuis les années 1970. Les membres du collectif travaillent actuellement à écrire l'histoire de leur collectif, et PP7 explique que le bâtiment appartenait à l'un des membres fondateurs. Ce bâtiment s'est progressivement transformé en espace collectif au cours des années 1990. Dans leur cas, leur projet s'est développé en relation avec la communauté dans laquelle ils sont impliqués.

La pluralité de raisons observées pour s'installer dans un quartier peuvent être analysées autour de deux axes : intentionnel ou non (Bacqué, 2000). Le choix intentionnel du quartier s'explique par la continuité avec un projet existant, comme c'est le cas de *Earthworks* ; par des contacts préalables avec la communauté, comme c'est le cas de PP3 ; par invitation de la communauté, comme c'est le cas d'un des jardins de TGD ou tout simplement parce que leur mission est intrinsèquement liée au quartier comme dans le cas de SEED Wayne. Finalement, seuls DBCFSN, *Hantz Woodland* et MUFJ ont choisi leurs quartiers pour des raisons circonstanciées. Dans le cas de DBCFSN, cela correspond à leur vision de la communauté organisée autour d'un objectif commun, similairement à l'exemple de Mc Cutcheon (2013) mentionné dans la section 3.1. Dans leur cas, il s'agit de « address food insecurity in Detroit's Black community, and to organize members of that community to play a more active leadership role in the local food security movement » (Detroit Black Community Food Security Network, 2015a). Selon cet objectif, leur action n'est pas liée à un quartier particulier, tant qu'ils sont en mesure de joindre la communauté noire, leur

permettant alors d'accepter le terrain proposé par la ville dans le Rouge Park. Pour ce qui est de *Hantz Woodlands*, le quartier a été choisi pour son caractère particulièrement dévasté et déserté, répondant ainsi à leur mission de rendre un quartier « truly livable » à travers l'achat massif de terrains abandonnés (PP5). MUFJ a choisi le quartier, car il correspond à leurs objectifs en termes d'espace disponible pour l'agriculture, mais aussi à leurs faibles ressources financières.

En somme, les conceptions de la communauté, ainsi que les raisons justifiant l'installation dans un quartier, influencent leur stratégie de création de liens avec les habitants du quartier.

Relations de quartier

Nous avons établi que plusieurs PP se sont installées dans un quartier pour participer à cette communauté spatiale en particulier. Paddeu (2014) explique que l'AU renforce les liens sociaux à l'échelle du quartier, c'est ce que nous allons observer en étudiant les interactions des PP avec les habitants du quartier afin de renforcer la communauté.

La participation aux marchés est l'un des moyens de tisser des relations avec les habitants du quartier. *Eastern Market*, établi à Détroit depuis 1800, est l'un des plus grands marchés américains ouverts toute l'année. Sa très grande fréquentation en fait un marché très lucratif (Paddeu, 2014). C'est pourquoi y vendre ses produits représente une importante source de revenus pour de nombreux fermiers. C'est un débouché recherché par *Earthworks Farms*, *D-Town Farm*, et les trois fermes à but lucratif de notre recherche. Ces fermes sont en contact avec des personnes de l'ensemble de Détroit et des banlieues environnantes qui se déplacent au marché. Par contre, *Eastern Market* ne favorise pas les relations de proximité avec les habitants des quartiers d'origine des différentes fermes, puisqu'il est complexe de s'y rendre sans voiture.

Pour renforcer les liens avec les habitants du quartier, plusieurs stratégies ont été mises en place : marchés de quartier, kiosque à la ferme et partage de nourriture. *Earthworks* et *D-Town* tiennent des kiosques à leur ferme où ils proposent leurs produits. Les fermes à but lucratif vendent également leurs produits à partir de leur ferme. PP3 explique qu'il est pratique de tenir un kiosque une fois par semaine et de se rendre disponible pour les habitants plutôt que de se faire interrompre au milieu d'une journée de travail : « it's just like an easy time to let people know like, 'hey this is when we are available', either to buy our produce or talk to us, meet new people ». On observe que les kiosques fermiers de quartier représentent bien plus qu'un point de vente, comme le mentionne une personne participante qui explique : « it's not intended as a big money maker. [...] we're not having lines of people, it's a very low density neighborhood » (PP3). Elle le voit plutôt comme un outil qui permet d'établir une ligne de communication avec les voisins. PP6 n'a pas de marché directement sur sa ferme, mais elle vend ses produits à un marché de quartier. La ferme sur laquelle j'ai séjourné à Détroit vend ses produits au marché de quartier et construit des sections d'autocueillette fonctionnant sur la base d'une contribution volontaire. MUFU et *Fireweed Universe City* fonctionnent également sur la base d'une vente directement à la ferme, sur contribution volontaire. Finalement, *Trumbullplex* ne participe à aucun marché, mais il choisit de partager ses récoltes à travers des repas de quartier, pratique qui est aussi mise en œuvre par *Fireweed City Universe*.

Hantz Woodland, n'ayant pas de produits à vendre, ne participe pas aux marchés. Pour eux, la manière d'établir des liens dans le quartier repose sur un partenariat avec des écoles. Ils travaillent en collaboration avec quatre écoles de leur quartier à qui ils fournissent des ressources. De plus, ils organisent des rencontres entre les élèves et les employeurs, ainsi que des programmes de formation pratique (PP5).

Le recrutement d'employés dans le quartier pourrait également être une stratégie permettant d'établir des liens en favorisant un processus d'embauche local. Toutefois, il ressort des entrevues que dans la pratique, ce n'est pas le cas : les relations de

communauté ne sont pas particulièrement renforcées à travers les pratiques d'embauche. En effet, on constate que les trois fermes à but lucratif rencontrées, de même que celle où j'ai logé à Détroit, ne peuvent se permettre d'employer de nombreuses personnes puisque ce sont des fermes à petite échelle où le travail est effectué majoritairement par les propriétaires. Ainsi, PP12 et PP6 n'ont pas d'employés. PP3 a un employé et elle explique que lorsqu'elle recrute, elle contacte les organisations comme *Earthworks* et DBCFSN qui ont des programmes de formation. Elle ajoute que ce n'est pas toujours concluant : « We did have one gentleman that did work for us, that was a graduate from *Earthworks* program a couple of years ago. That was really cool. That's my ideal, they're doing the training, hopefully of Detroiters, they have these skills, and then they can apply for a job » (PP3). Hantz Woodland n'est pas non plus en mesure d'employer plus de personnes qu'il y a de travail et fonctionne avec une équipe de cinq personnes. PP5 explique leur position : « we don't have a dream of hiring hundred of people, or thousands. We have a dream of a market place that hires the people who live in the neighborhood ». Pour ce qui est des organisations communautaires, DBCFSN est composée d'une équipe de cinq employés et de cinq stagiaires qui travaillent à la ferme pendant leur formation. *Earthworks* et TGD, quant à eux, emploient plusieurs personnes et en sont venus à la conclusion que leurs pratiques d'embauche devaient être repensées, car leur équipe était majoritairement composée de personnes blanches, qui ne représentent pas la population noire avec laquelle ils travaillent (PP1, PP8). Pour ce qui est de MUFI, c'est une organisation entièrement dirigée par des bénévoles qui ne cherche donc pas à offrir d'emplois dans le quartier.

En résumé, cette exploration de la communauté spatiale a permis d'observer que les PP énoncent deux raisons expliquant leur installation dans un quartier : d'un côté un choix intentionnel où l'objectif visé est de rejoindre une communauté de proximité, et de l'autre côté, un choix non intentionnel, car la communauté rejointe n'est pas reliée au quartier. Nous avons également observé qu'afin de renforcer des relations

communautaires de quartier, les PP valorisent les petits marchés de quartier, les kiosques à la ferme et le partage de nourriture, plutôt qu'un gros marché. Finalement, nous avons observé que l'emploi local n'est pas une stratégie efficace de renforcement de la communauté spatiale, puisque cela ne correspond pas aux réalités des fermes et des organisations à but non lucratif qui n'ont pas beaucoup d'employés.

3.2. Inclusion dans le mouvement alimentaire

Après avoir observé la place centrale occupée par la communauté, il est nécessaire de se questionner sur les pratiques d'inclusion sociale au sein des projets. L'autocritique de *Earthworks* et TGD face à leurs pratiques de recrutement et au manque de représentativité que cela entraîne, nous pousse à dresser un portrait des participants à l'AU et à identifier les mécanismes d'inclusion de la population de Détroit dans ces projets.

3.2.1. Portrait des participants à l'AU à Détroit

Comme nous l'avons mentionné dans la revue de littérature, le mouvement alimentaire est critiqué pour son homogénéité sociale visible à travers une forte participation des personnes blanches, éduquées et de classe moyenne (Paddeu, 2012b). À travers une métaphore agricole, ce phénomène est appelé une « monoculture sociale » (Alkon et Agyeman, 2011). Cette critique s'applique à Détroit dans la mesure où une partie des personnes pratiquant l'AU sont de jeunes blancs éduqués et venant des banlieues. Leur participation à la vague agricole représente un choix facilité par les prix immobiliers abordables (Christensen, 2011). Toutefois, Détroit sort de la « monoculture sociale » dans la mesure où le mouvement demeure diversifié, notamment grâce à des organisations telles que DBCFSN, fondée pour assurer la participation des Afro-Américains aux projets d'AU (Detroit Black Community Food Security Network, 2015a). Il est également important de souligner que la pratique de l'AU est pour certain un choix, alors que pour d'autres, il s'agit d'une nécessité. Castells et al. étudient les pratiques économiques alternatives et

mettent en évidence la distinction qui sépare les personnes qui s'impliquent par idéologie, de celles qui le font par nécessité (Castells *et al.*, 2012).

Lors des entrevues, certaines PP ont mentionné que les personnes impliquées en AU ne sont pas représentatives de la population de Détroit. Par exemple, PP1 explique qu'à *Earthworks* les employés étaient majoritairement blancs, ce qui posait un problème étant donné qu'ils travaillent auprès d'une communauté principalement afro-américaine. Ce qui leur a permis de remettre en question leur manière de recruter, ce que nous verrons dans la section suivante. PP8 témoigne d'une situation similaire au niveau du recrutement des stagiaires à TGD : « if we went straight up with the resumes, we get probably 50 candidates, maybe 5 to 10 are from Detroit. Of those 5 to 10, maybe 4 people are people of color. In a 85%... well, I think the numbers have changed a little bit... I don't know 70% black city ». Ainsi, en 2011 sur une équipe de 10 personnes, seulement l'une d'entre elles est de couleur. PP4 mentionne, elle aussi, que le travail lié à la justice alimentaire et à la sécurité alimentaire est principalement accompli par des organisations non gouvernementales dirigées par des blancs (PP4). Finalement, PP13 abonde dans le même sens : « I think that the alternative food system has many aspects that are very attractive and sweet to younger, educated, white people because they understand the analysis » (PP13).

Pour remédier à ce manque de représentativité au sein de leur personnel, PP1 de *Earthwork* et PP8 de *The Greening of Detroit* ont expliqué procéder à un recrutement « intentionnel » qui favorise les personnes de Détroit et considère des candidatures diversifiées quant au niveau d'étude ou à l'expérience sur le marché de l'emploi. Pour PP8, être intentionnel signifie établir des critères d'embauche permettant une meilleure diversité et inclusion au sein des employés. Cette réflexion nous porte à nous questionner sur la volonté d'inclusion présente dans ces différents projets.

3.2.2. Inclusion

La participation à l'AU par une certaine partie aisée de la population est mise en évidence par le groupe *Uprooting Racism Planting Justice* (URPJ) :

The opportunities afforded Detroit through urban agriculture and good food have been co-opted to market the city as a place for people who are deemed more creative and economically viable than the majority of the population. Entrepreneurial and economic opportunities within the food system are often given to these so-called innovators, who don't have roots, are not accountable to others, and stifle equitable growth (Detroit Food Justice Task Force, 2011)

Cette critique met en évidence qu'une tranche de la population est favorisée dans les projets d'AU. Cela nous pousse à nous questionner sur les dynamiques de participation à l'AU ainsi que sur les mécanismes d'inclusion existant dans les divers projets.

Inclusion des Afro-Américains

La première problématique d'inclusion est la faible participation des Afro-Américains aux projets d'AU dans une ville majoritairement afro-américaine. Leur participation aux activités d'agriculture est notamment contrainte en raison du lien historique entre l'agriculture et l'esclavagisme. PP4 explique que malgré la fin de l'esclavagisme, l'agriculture demeure un mécanisme d'oppression des noirs :

After slavery ended, in 1865, the land owners would often still have this formerly enslaved African on the land and they would tell them: 'you can farm maybe these 10 acres but you have to buy your seeds from me, you have to buy your tools from me' and then at the end of the growing season, the landowner keeps half the money and the African, the share-cropper keeps half the money. And then out of his half, he has to pay for the seeds and the tools and what have you. And often they were cheated out of their money, so sometimes they got very little (PP4).

PP2 abonde dans le même sens en expliquant qu'historiquement, les noirs de Détroit arrivant du Sud désiraient rompre leurs liens avec l'agriculture, ce qui explique la

persistance d'une méfiance envers l'AU et particulièrement envers les projets d'AU pilotés par des personnes blanches.

À cela s'ajoute le contexte de racisme de l'histoire de Détroit et dans le système alimentaire (Alkon et Agyeman, 2011; Colasanti *et al.*, 2013; Sugrue, 1998; White, 2011a). Comme l'explique PP1, ce racisme systémique crée des disparités visibles sous trois formes. Tout d'abord au niveau de la santé : les personnes vivant à Détroit sont plus susceptibles de développer des problèmes de santé liés à une mauvaise alimentation en raison de la disponibilité et de l'accessibilité à de la nourriture malsaine (Paddeu, 2014; White, 2011b). Ensuite, les disparités se manifestent à travers la faible quantité de produits de qualité disponibles à des prix abordables (White, 2011a). Finalement, elles sont visibles à travers un système de transport collectif de mauvaise qualité, ce qui a pour impact d'inciter à choisir la facilité en termes de nourriture étant donné l'effort nécessaire pour parcourir de longues distances (Paddeu, 2014; White, 2011b). PP1 résume ainsi la situation : « So there are some systemic issues that are more likely to happen here in the city than in more affluent and whiter communities. And so that is one of the way racism manifests itself in the food system » (PP1).

Plusieurs groupes travaillent à changer les perceptions des Afro-Américains face à l'AU, et plus particulièrement à les inclure dans ces projets. C'est tout d'abord la mission de DBCFSN qui veut permettre aux Afro-Américains de devenir des leaders des initiatives d'AU dans leurs communautés (PP4). DBCFSN travaille également sur le changement des perceptions des Afro-Américains vis-à-vis de l'agriculture en offrant des cours à leurs stagiaires. Pour PP2, il est important que les perceptions changent, car : « it is not slavery, it's an opportunity for them to make a living or supplement their income ». Afin d'être plus inclusifs, *Earthworks* et TGD adaptent leurs processus de recrutement afin de valoriser l'expérience des Afro-américains :

we were professionalising the work around growing food, when people around the neighborhood actually had a lot of experience in growing food because they grew up on a farm, or their family came from the rural south and they've been growing food for generations. So we looked at our hiring practices and we started to question the kind of criteria we were asking for in terms of education and experience, and started to value other forms of experience that aren't this formal (PP1).

À travers son programme de formation, *Earthworks* choisit donc de privilégier les personnes habitant Détroit et favorise des personnes marginales ou ayant des profils atypiques (PP1). À TGD, le processus est similaire, ils choisissent intentionnellement d'employer une diversité de personnes représentatives de la population de Détroit :

making sure we have different nationalities, different races represented in our staff you know what I'm saying, being really intentional about it. To me that's justice you know, cause you have like a system that's designed to support... to uplift one, so then you have to kind of go against that to make sure that you're providing space for everybody (PP8).

PP13, se préoccupe également de l'inclusion au sein du marché de *SEED Wayne* dans la mesure du possible : « It's very important for us to have people of color at the market. People of color working at the market, staffing the market, volunteering for the market – although volunteers are self-selected so it's a little harder for us then to cast a broad net ».

Inclusion des personnes marginalisées

La volonté d'inclusion dans l'AU, mais plus largement dans le mouvement de la justice alimentaire, est également axée vers les personnes marginalisées. Ce sont principalement les deux PP employées à *Earthworks* qui ont mis de l'avant ce sujet, certainement en raison du travail de *Earthworks* avec la soupe populaire des Capucins et donc de leur étroite collaboration avec des personnes vivant dans des situations de pauvreté. Toutefois, la situation des personnes marginalisées et pauvres est régulièrement abordée de manière indirecte par les autres PP, car il s'agit souvent d'intersections entre pauvreté, racisme et exclusion. Ainsi, PP1 explique que la

mission première de *Earthworks* est de fournir de la nourriture pour la soupe populaire, ce qui répond à un besoin social d'urgence. mais que ce travail leur permet de pousser la réflexion pour se pencher sur les causes premières de la pauvreté chronique. PP2 explique que le programme de formation en AU de *Earthworks* cible justement les plus démunis : « the underserved population, it's the people that were left over when the auto industry left. They were left without jobs, some of them were homeless, some of them are homeless. And for some people it's their last resort. It's like if this doesn't work, I don't know where else to turn ». Pour PP2, sa manière de les inclure est visible par leur approche respectueuse : « we're not looking down, we don't treat a homeless person any different than we treat a person with a suit and tie on, we treat them both with respect ». Elle explique également que le programme de réparation de vélo de *Earthworks* représente un facteur d'inclusion dans la mesure où avoir un vélo facilite les déplacements permettant d'obtenir un emploi.

Notons qu'à l'échelle de Détroit, le programme de *Bridge Cards* du gouvernement fédéral permet aux individus à faibles revenus d'acheter de la nourriture. Ces cartes sont notamment utilisables pour acheter des denrées produites au Michigan (Michigan Department of Health & Human Services, 2016). Le projet *Fresh Coupon*, quant à lui permet aux seniors à revenu limité d'acheter des fruits et des légumes frais, directement aux fermiers et dans les marchés du Michigan (Department of Health and Human Services, 2016). Ces coupons sont acceptés chez *Earthworks* (PP1) et à *SEED Wayne Market* (SEED Wayne, 2009). Finalement, le programme *Double Up Food Bucks*, permet aux personnes utilisant les *Bridge Cards* de doubler chaque dollar dépensé pour l'achat de produits frais et locaux, ce qui a pour double avantage de favoriser l'accès à une nourriture de qualité à prix abordable, tout en encourageant les fermiers locaux. Depuis août 2016, ce programme fonctionne également pour l'achat dans les épiceries (Double Up Food Bucks, 2017).

Autres efforts d'inclusion

Lorsque les PP parlent d'inclusion, elles mentionnent plusieurs publics cibles. Les deux PP d'*Earthworks* ont principalement parlé de la communauté afro-américaine et des personnes pauvres. De manière générale, PP2 explique qu'il est facile de faire de l'AU à Détroit et d'en générer un petit revenu. En effet, la plupart des quartiers ont un marché fermier et il est également possible de vendre ses produits aux restaurants ou à travers les paniers CSA² ou encore grâce au programme *Garden Ressource* de *KGD*. Elle ajoute que dans tous les cas, les médias sociaux facilitent la vente des produits, il s'agit d'un moyen accessible à tous et qui renforce une certaine inclusion en facilitant les débouchés de l'AU.

Pour PP4 de DBCFSN, les jeunes doivent trouver leur place dans les projets d'AU à travers leur insertion dans des carrières liées à l'agriculture. De même, TGD accorde une place importante aux jeunes en leur offrant plusieurs postes liés à l'entretien des arbres (PP8). Selon PP8, il est important d'intégrer des personnes de tous les âges aux projets. Mon observation participante m'a également permis d'observer la présence de deux projets d'agriculture pour les enfants du quartier où je résidais.

Finalement, PP4 de DBCFSN, témoigne de sa propre expérience d'inclusion des femmes dans l'agriculture urbaine. Elle explique la façon dont ses propres perceptions ont changé. Elle raconte qu'au début, elle ne confiait aux femmes qu'un certain type de tâches, mais que celles-ci désiraient parfois essayer les gros outils, généralement confiés aux hommes. PP4 a donc arrêté de perpétuer des stéréotypes de genre en lien avec le travail agricole. Questionné sur la place des femmes en AU, PP8 explique que selon elle, les femmes sont plus présentes dans les organisations sans but lucratif, tandis que les hommes sont plus présents dans les fermes à but lucratif et dans les entreprises. PP8 ajoute que dans son équipe, elle a de la difficulté à recruter

² Il s'agit de la production de légumes sous forme de paniers prépayés par les clients en début de saison.

des hommes. Notons l'existence d'un réseau de soutien pour femmes en agriculture dont fait partie PP2 (National Women in Agriculture Association), qui vise à soutenir la participation des femmes à l'agriculture.

Facteurs essentiels à l'inclusion

De manière générale, certains facteurs sont essentiels à l'inclusion dans l'AU ou dans un objectif plus large de justice alimentaire. Il n'est pas suffisant d'avoir de la nourriture de qualité et abordable, il faut également que les personnes puissent la cuisiner, ce qui est rendu possible par l'accès à un logement, à de l'eau et à de l'électricité. Il faut également que la nourriture soit culturellement adaptée — ce qui est d'ailleurs une prérogative du mouvement de souveraineté alimentaire (Alkon et Mares, 2012; White, 2011a). Quelques PP mentionnent l'importance que la nourriture soit culturellement appropriée. Ainsi, PP3 souligne qu'il faut plus qu'une disponibilité alimentaire, il faut également la capacité et les connaissances pour cuisiner ainsi qu'un accès à de la nourriture culturellement appropriée. PP2 donne un exemple basé sur son expérience à la soupe populaire des Capucins :

... if you're used to eating an asparagus, and I come to you and all I'm offering you is lettuce... if you're not used to lettuce, but you grew up on asparagus, than that's not culturally appropriate. And you have the right to food, because you're a human being. And it should be culturally appropriate. People just say that we're feeding people and if they're really hungry they'll eat. But if you're a vegetarian and you go to a soup kitchen and that soup kitchen only has corned beef, hash or whatever, what do you do? (PP2).

L'accès aux bourses et subventions peut également jouer un rôle d'inclusion en soutenant financièrement certains projets d'AU, comme nous l'avons montré précédemment. Toutefois, ces subventions ne sont pas accessibles à tous : l'accès est inégal dans la mesure où il faut être doté d'un certain capital culturel afin de pouvoir présenter les projets sous une certaine forme qui est valorisée par les bailleurs de fonds. Cela contribue à éliminer certaines personnes avec une faible expérience au

contact de ces organisations. PP2 abonde également dans le même sens : « grants are out there, usually it's for bigger organisations ». PP7 mentionne également que le désinvestissement des services de la Ville est remplacé par une augmentation du rôle des fondations et des corporations envers les individus et les projets. Ainsi, les subventions peuvent également agir comme facteur d'exclusion.

En résumé, nous avons vu que l'AU peut être parcourue de certaines tensions en ce qui concerne la représentativité des personnes impliquées dans le mouvement, tant au niveau de l'établissement dans les quartiers de jeunes personnes blanches, éduquées venant des banlieues, qu'en matière d'emplois. Nous avons également vu que les PP sont conscientes de ces dynamiques et tentent d'y répondre par des procédures d'emplois intentionnels et en favorisant l'inclusion dans leurs projets.

3.3. Impacts locaux : gentrification

L'un des facteurs nuisant à l'inclusion dans les projets d'AU est la gentrification. Nombreux sont les PP qui se sont montrés préoccupés des effets de la gentrification ou encore qui se sont montrés préoccupés de leurs propres impacts sur la gentrification d'un quartier.

Les PP soulèvent la problématique des personnes blanches qui sont suffisamment aisées pour venir s'installer dans un quartier et acheter une maison et contribuent à une dynamique de gentrification : « usually the people that come to Detroit and buying up houses are people that are white. Moving into black spaces and like I said they have the resources to fix the houses and bring them up to code » (PP2). Plus particulièrement concernant l'AU, PP13 ajoute :

Since we've passed an agriculture ordinance, a lot of younger white people are coming in to take advantage of that so that's a reality you know. I mean this ordonative system, this ordonative life style, if you

will, speaks to some sector of the dominant society, they are able to take advantage of it in ways that low income people of color are not (PP13).

Certaines personnes mentionnent plutôt la gentrification comme résultant de l'effet des entreprises sur un quartier. Ainsi, PP4 souligne les deux types de gentrification :

so this tremendous gentrification taking place in the city of Detroit now, and much of that is by corporations but also some of this gentrification is happening by well-meaning young white individuals who are moving in and some of them are creating community gardens because of the tremendous amount of vacant land in the city of Detroit. But again, they are not all the same (PP4)

PP1 mentionne l'impact négatif de la spéculation sur les quartiers, qui a pour effet d'empêcher les habitants du quartier d'acheter une maison ou de conserver la leur. Il rajoute aussi que les incitatifs au développement du quartier posent problème : « So there is a lot of people starting businesses but are not necessarily from the community, that are getting grants, tax incentives. Another thing to spur development, but it's not directly benefiting the people that live here » (PP1). PP8 abonde dans le même sens en critiquant les changements de dynamiques qui surviennent lorsque les corporations octroient des bourses pour l'AU. Elle explique que dans les années 1980-1990, les personnes de couleur étaient dans des positions de leadership dans le mouvement d'agriculture, ce qui a changé lorsque les organisations communautaires ont commencé à recevoir des bourses. Cependant, à l'heure actuelle, les groupes sont davantage conscientisés et font l'effort d'être plus représentatifs, comme nous en avons précédemment discuté.

Enfin, certaines PP proposent des pistes de réflexion sur la manière dont les nouveaux arrivants devraient s'y prendre pour limiter leur impact négatif sur la communauté dans laquelle ils déménagent. Ainsi, PP1 explique que sa position n'est pas contre les *outsiders*. Toutefois, ce dernier ne veut pas que ces changements soient uniquement l'effet d'une mode et il faut que les changements soient faits en prenant en compte la communauté dans laquelle ils s'insèrent :

we definitely don't want people coming here thinking they are gonna save people, like in this very missionary way. We want to work in cooperation with others because we do realise we can't do the work by ourselves, we have to do this in cooperation with one another and come from a place of abundance and not fight over resources like land and other things. So we're not anti-outsiders, we're just pro equitable development (PP1)

Ce qui dérange particulièrement PP2, c'est que certaines personnes bénéficient des plus pauvres qui perdent leurs maisons. Selon elle, il devrait y avoir des programmes qui permettent aux personnes de sauver leur maison, ce qui aurait pour effet de renforcer le quartier. Finalement, PP4 explique qu'une partie de la gentrification a lieu en raison d'un manque de connaissance. Elle explique que des actions sont posées contre les intérêts de la communauté noire par manque de connaissances de l'histoire de Détroit et de l'histoire des mouvements d'autonomisation (*empowerment*) des communautés afro-américaines.

Ces craintes par rapport à la gentrification sont également visibles à travers la littérature. Par exemple, Martelle mentionne la peur d'une perte de contrôle sur la ville : « there is a subtle cross-current among some black Detroiters who, while they appreciate and support the flickers of life, fear the return of whites to the city could signal an effort to retake political control of a place they had once abandoned » (Martelle, 2011, p. 235). Les projets d'AU sont critiqués pour l'impact de gentrification qu'ils peuvent avoir dans un quartier (McClintock, 2013; Mincyte et Dobernig, 2016; Paddeu, 2012b). Cette situation ressemble de près à la ferme où j'ai logé à Détroit et mon observation participante m'a permis de me rendre compte que les fermiers en sont bien conscients et travaillent à rendre leurs projets inclusifs et intégrés au sein de la communauté.

Ce chapitre nous a donc permis d'explorer la manière dont les PP perçoivent la communauté, comme un mélange de délimitation spatiale et d'intérêts communs, définie selon le type de relation qui y émerge : des relations d'entraide et de soutien. Afin d'approfondir la notion de communauté par intérêts communs, nous avons

montré qu'une communauté se forme à travers l'intérêt commun de l'AU, communauté notamment facilitée par certaines organisations favorisant la participation à l'AU. Cette communauté d'AU fait partie d'un mouvement plus large de justice alimentaire. Afin d'approfondir la notion de communauté spatiale, nous avons exploré la manière dont les différents projets cherchent à renforcer la communauté dans leur quartier. Nous avons également observé que l'AU à Détroit n'est pas forcément représentative de la population de Détroit, mais que les PP travaillent à augmenter l'inclusion à travers leurs projets. Finalement, nous avons observé que Détroit est sujette à la gentrification à la fois face aux corporations qui spéculent sur la valeur des terrains et à la fois face aux *outsiders* qui s'installent dans certains quartiers.

CHAPITRE 4

CRITIQUES DU CAPITALISME ET PRATIQUES ÉCONOMIQUES ALTERNATIVES

« Our analysis tells us that capitalism is based on also creating scarcity, but also exploiting people, and also exploiting the earth. So here we are attempting to look at growing food in a way that is in harmony with earth, that it's not just like sustainable in term of our love of consumption, but it's actually regenerative, we're putting life back into the soil as much as we are taking out if not more » (PP1)

Comme le témoigne cette citation, le capitalisme est critiqué pour ses impacts social et environnemental néfastes. Dans ce chapitre, les principales critiques émises par les PP seront explorées afin de démontrer que le capitalisme est un système d'oppression social qui a un impact négatif sur le système alimentaire (4.1). Puis, nous explorerons la manière dont les PP interagissent avec le capitalisme en employant des pratiques économiques alternatives (4.2).

4.1. Critique du capitalisme

Castells définit le capitalisme comme : « a regime of economic power based on the private appropriation of the means of production and of the wealth generated by their operation » (Castells *et al.*, 2012, p. 47). Bien que les PP rencontrées n'aient pas précisé leur définition, celle-ci s'exprime à travers leurs critiques de ce système économique. Plusieurs PP reprochent au système économique capitaliste de créer des dynamiques d'oppression et d'injustice sociale. Les critiques mises de l'avant s'articulent autour de trois axes : complicité politique au fonctionnement économique, exploitation sociale, racisme systémique. Les PP remettent aussi en question l'impact du capitalisme sur le système alimentaire.

4.1.1. Complicité politique au fonctionnement économique

Dans la littérature sur l'AU, la forme néo-libérale du système économique est souvent critiquée sans que le capitalisme ne soit remis en question (Alkon et Mares, 2012; Drake, 2014; McClintock, 2013; Paddeu, 2012b). Lors des entrevues, aucune des PP n'a mentionné le néo-libéralisme, elles ont plutôt ciblé le capitalisme tout en le reliant au système politique : « the American government promotes and advances capitalism » (PP4) ou encore : « we have corporations that are globalizing and have increased their power thanks to the complicity of governments that have allowed them to become all powerful » (PP13).

Castells soutient que le capitalisme a besoin du système étatique pour fonctionner et permettre l'accumulation de capital : « it needs a strong interstate system to enforce the property laws that allow capital accumulation » (Castells *et al.*, 2012, p. 48). Les PP reprochent au gouvernement son rôle dans ce processus en ne se préoccupant pas des citoyens : « it's been on the side of oppression and not on the side of helping people to achieve self determination » (PP4) ; PP1 abonde dans le même sens : « the industrial form of farming and capitalism is not concerned at all. They are concerned about profit; they are not concerned about people ». La participation du gouvernement au système d'exploitation capitaliste est critiquée par les personnes participantes. Cette critique nous pousse à nous intéresser davantage à l'exploitation sociale du capitalisme.

4.1.2. Système d'oppression sociale

Les entrevues ont fait ressortir trois aspects de la participation du gouvernement à ce système d'exploitation capitaliste. Au centre des préoccupations des PP se trouvent l'abandon des citoyens par le système, la création d'inégalités, et l'impact négatif sur les communautés. Ces trois critiques parcourront également la réflexion sur le racisme systémique et le système alimentaire, pour finalement être reprises pour organiser la réflexion dans la section 4.2.

La critique du système économique prend racine dans le contexte de l'histoire de Détroit. Il s'agit d'un contexte post-industriel dans lequel les citoyens se sentent abandonnés et trompés par le système économique : « our economic system failed us here in Detroit » (PP8). Cette déception face au système économique et alimentaire est également constatée dans divers travaux de recherche (White, 2011a). Selon PP8, le sentiment d'abandon du système économique et politique est encore plus présent pour la classe moyenne noire. Alors que l'industrialisation a permis la création d'une forte classe moyenne noire grâce aux emplois dans les usines, celle-ci a tout perdu en 20 ans, tant sur le plan de l'emploi que des conditions sociales (PP8). À la perte d'emplois, s'est ajouté l'exode vers les banlieues qui n'est pas accessible pour tous, car les plus pauvres se retrouvent coincés dans une ville en déclin :

the fact that Detroit is predominantly an African-American city, has to do with the ability of white people to leave in ways that African-Americans couldn't, and so you have a decayed older infrastructure, and you know, people, many of them choose to live here, but many of them are also trapped – for whom the economy is not working (PP13).

Ce racisme qui imprègne l'histoire de Détroit est notamment expliqué en détail par Sugrue. Il met l'accent sur la responsabilité de l'industrie automobile qui a diminué les emplois à Détroit pour maximiser ses profits. Il met aussi en exergue la responsabilité politique dans l'exode vers les banlieues (Sugrue, 1998). White décrit l'abandon des habitants comme résultant de multiples causes à la fois politiques et économiques : « a city mired in racism and poverty, all but abandoned by politicians, the automobile industry and the merchants who once served Detroit's residents » (White, 2011a).

La recherche de maximisation des profits crée de nombreuses inégalités qui ont un impact négatif sur les communautés. Certaines inégalités concernent plus particulièrement l'accès aux semences, à la terre et à l'eau, à l'électricité et aux transports et aux subventions. L'inégalité d'accès aux semences est due au monopole créé par les producteurs qui vendent des semences génétiquement modifiées et

stériles créant ainsi une dépendance envers le producteur (PP1, PP3, PP9; La Via Campesina, 2004). L'accès à la terre est affecté par la spéculation, les difficultés administratives ainsi que par la contamination des sols remontant à la période industrielle (PP4, PP5, PP7, PP8, PP1, PP12, PP13; McClintock, 2013; Paddeu, 2015). Finalement, l'accès à l'eau est restreint en raison de son coût deux fois plus élevé que la moyenne nationale, ce qui est particulièrement problématique dans un contexte d'AU (Clark, 2014; PP7). En effet, la ville vend l'eau aux municipalités avoisinantes à un prix élevé afin d'en tirer des revenus (PP1, PP4; Walsh, 2014). De nombreuses PP ont mentionné les problématiques liées à l'accès à l'eau (PP2, PP6, PP7, PP12, PP14).

Il existe aussi des inégalités face à l'accès à l'électricité (Lawrence, 2014) qui se répercutent notamment sur l'accès à la nourriture dans l'optique où la privation d'électricité et d'eau empêchent de cuisiner (PP2, PP11, PP14). Les inégalités face à la mobilité sont dues à la mauvaise qualité des transports collectifs, ce qui nuit à l'accès à l'emploi (White, 2011a). Cette situation explique l'importance pour *Earthworks* de développer un programme d'atelier de réparation de vélos permettant une certaine indépendance de déplacements (PP1, PP2). Quant aux projets d'AU, ils dépendent fréquemment de subventions. L'accès à celles-ci est inégal puisque l'obtention d'une subvention dépend de la capacité du demandeur à répondre aux critères fixés par l'organisme ou la corporation octroyant cette subvention. Ces critères sont fixés en fonction de l'agenda des bailleurs de fonds, ce qui pousse les projets d'AU à s'arrimer sur ces critères (McClintock, 2013) (PP2, PP7). Toutes ces inégalités témoignent de ce que PP3 appelle le poids des décisions américaines, notamment économiques, sur les vies des gens : « what the world needs today is resilience and the ability to bounce back from all the bad decisions you know, particularly American culture has made, but worldwide, just industrialisation and globalization, all the things that have really taken its toll on the people and on the earth ». Ainsi, ces critiques témoignent des conséquences sociales du capitalisme.

Les travaux portant sur l'AU citent également d'autres conséquences sociales du capitalisme, entre autres, les conditions de travail des travailleurs agricoles : faible rémunération, conditions de travail dangereuses, impacts des pesticides sur la santé (Thom, 2011, p. 5). On retrouve également une critique des conséquences du capitalisme par l'impact du modèle agro-industriel sur les petits producteurs fermiers du Sud (Alkon et Mares, 2012). Ces thèmes n'ont pas été abordés par les PP lors des entrevues, probablement car ils témoignent d'une réalité rurale plus éloignée du quotidien des fermes urbaines.

La valorisation du matérialisme et du consumérisme est remise en cause : « it's like the American culture (...) has really pushed materialism and consumerism as the end all be all and like you know, as long as you can pay for things then you get freedom » (PP3). Le pouvoir d'achat est alors considéré comme une forme de fausse liberté qui est mise de l'avant à travers le système économique capitaliste pour se libérer de la dépendance aux autres, pour se détacher des relations sociales. À travers cette citation, c'est la rupture des liens sociaux qui est dénoncée, ce qui a un impact sur les communautés et contribue à les effriter. Similairement, Thom explique que le consumérisme et le capitalisme sont chamboulés lorsque des connexions sont établies, à la fois entre les personnes, mais aussi avec soi-même et avec l'environnement (Thom, 2011).

Le système capitaliste est critiqué aussi bien par les PP que dans la littérature, pour son exploitation sociale qui passe par l'abandon des citoyens par le système, par la création d'inégalités et par ses impacts négatifs sur les communautés à travers la rupture des liens sociaux. À travers ces critiques, les PP reprochent au capitalisme de prioriser les profits au détriment des humains ou de l'environnement, ce qui se traduit par l'exploitation de la terre, comme PP1 le mentionne dans la citation en introduction du chapitre. PP13 abonde dans le même sens en expliquant que les corporations bénéficient des profits et ne se préoccupent pas des conséquences liées à leurs pratiques, comme c'est le cas avec la destruction des forêts tropicales : « all the

challenges and problems are outsourced to other places and to other people who are not like us. (...) The rainforests are cut down, we are not bothered by it, even though it affects all of us». Les références à la destruction de l'environnement sont nombreuses et l'utilisation de monocultures et de pratiques agricoles intensives affectent les cours d'eau, le cycle des sols et la biodiversité (Rundgren, 2016; Thom, 2011). Nous observons donc que le capitalisme est critiqué, aussi bien par les PP que dans la littérature pour sa priorisation des profits plutôt que pour sa préoccupation pour les humains et l'environnement, et ce, autant localement qu'internationalement, comme le démontre la préoccupation de PP13 pour les forêts tropicales.

4.1.3. Racisme systémique

Les dynamiques de racisme nuisant à l'inclusion des Afro-Américains dans les projets d'AU à Détroit ont été abordées précédemment. Il est toutefois important de revenir sur cette problématique dans la mesure où plusieurs PP ont mentionné que ces dynamiques sont imbriquées dans les structures institutionnelles et économiques. Pour étudier les aspects qui touchent plus particulièrement les communautés noires et pauvres, les catégories mentionnées plus haut seront utilisées, soit l'abandon des citoyens par le système économique, la création d'inégalités sociales et les impacts négatifs sur les communautés.

La crise sociale et économique à Détroit a touché plus particulièrement les Afro-Américains qui se retrouvent coincés dans la ville sans la possibilité de déménager. C'est un racisme systémique qui a contribué à créer une disparité raciale au sein de la ville (Sugrue, 1998). Ce racisme systémique crée des inégalités visibles dans le système alimentaire, qui se manifestent notamment sous la forme de trois disparités. La première est celle de la santé. En effet, en habitant Détroit, il y a plus de risques d'être atteint de certaines maladies liées à une mauvaise alimentation : diabète, obésité et problèmes cardiaques (White, 2011b). Par exemple, les femmes noires sont deux fois plus atteintes par l'hypertension et le diabète de type 2 que les femmes

blanches (White, 2011b, p. 15). Ce problème est notamment lié à la deuxième disparité, soit la faible accessibilité aux aliments de qualité et abordables dans Détroit tel des fruits et des légumes frais, comparativement aux banlieues qui reçoivent de meilleurs produits (White, 2011b). Finalement, la troisième disparité est liée au système de transport de mauvaise qualité qui a, elle-même, une influence sur les choix alimentaires que font les personnes (PP1; White, 2011a). En effet, à Détroit, les supermarchés étant éloignés, leur accès est d'autant plus difficile que le système de transport en commun est mauvais. Cela rend encore plus difficile l'accès aux commerces proposant des aliments frais et facilite l'accès aux magasins du dollar, *liquor stores* et stations-service. Ainsi, les choix alimentaires des individus sont affectés par la mauvaise qualité du système de transport en commun. On observe alors que le système alimentaire de Détroit contribue au racisme systémique. Il est utile de rappeler qu'en moyenne les Afro-Américains doivent parcourir 1,1 mile de plus que les habitants de quartiers majoritairement blanc pour atteindre une épicerie (White, 2011b). Le racisme systémique est également pointé du doigt par PP4 qui mentionne que le système politique est lié au capitalisme et que le gouvernement américain qui est du côté de l'oppression et non de l'autodétermination, est un acteur dans la promotion d'un système de domination. Son argument concorde avec l'analyse de Sugrue (1998) qui situe les problèmes urbains de Détroit dans le contexte des dynamiques de racisme.

PP1 lie également ce racisme du système alimentaire au fonctionnement économique. En effet, comme nous l'avons mentionné précédemment, plusieurs commerces d'alimentation de Détroit appartiennent à des personnes qui n'habitent pas à Détroit et donc l'argent dépensé dans ces magasins ne circule pas dans la communauté. À cela s'ajoutent leurs pratiques qui nuisent aux communautés : elles reçoivent des subventions pour venir s'installer alors que les profits ne bénéficient pas à la communauté.

En somme, nous avons établi que le système politique est lié au capitalisme et qu'il n'œuvre pas pour le bien des citoyens. Le système économique a abandonné les citoyens de Détroit et crée des inégalités à travers la recherche de profits tout en créant un effritement des communautés. Nous avons également observé que les conséquences du capitalisme sont particulièrement néfastes pour la communauté afro-américaine.

4.1.4. Impact du capitalisme sur le système alimentaire à Détroit

Les trois critiques du capitalisme : abandon des citoyens par le système économique, création d'inégalités sociales et impact négatif sur les communautés, sont également des critiques formulées à l'égard du système alimentaire.

La présence de déserts alimentaires entraîne un sentiment d'abandon chez les personnes les plus pauvres qui se sentent laissées en marge du système alimentaire. Les habitants peuvent notamment se sentir abandonnés par les commerçants qui ont déserté les quartiers les plus pauvres, alors que les commerces de proximité fleurissent en banlieue. C'est l'analyse qu'en fait White, d'après ses entrevues avec des membres de DBCFSN : « Involvement in community gardening came in response to their feeling of being abandoned by retailers who left the city during the economic downturn » (White, 2011b, p. 20). Lorsque les PP mentionnent qu'ils s'impliquent en agriculture pour répondre à leurs besoins alimentaires, cela concorde avec cette narrative établie par White.

Comme dans la citation de début de chapitre, PP1 critique le dysfonctionnement du système qui valorise la rareté, plus particulièrement en ce qui concerne le système alimentaire :

the food system is designed to create scarcity; it produces commodity foods that can be sold at a particular rate to produce profit. Whenever something is made to be more scarce it grows in value. So from that

analysis, the industrial food system is not really about growing food, it's about creating scarcity that creates profit (PP1).

À travers les propos de PP1, on relève la présence d'une critique de la valorisation du profit par rapport au bien-être social, créant des inégalités. Cette priorisation du profit plutôt qu'une distribution équitable de la nourriture est une forme de marchandisation de la nourriture (McClintock, 2013), où la nourriture est considérée comme un bien de consommation issue de l'économie de marché (Agyeman et McEntee, 2014). Plus concrètement, la marchandisation est la réduction d'une chose à sa valeur monétaire : aussi bien la terre, que l'eau, les hommes et les animaux (Rundgren, 2016). La création de la rareté est toutefois une stratégie employée par *Hantz Woodland* qui achète une grande quantité de terrains à faible prix afin de créer de la rareté dans l'objectif d'attirer les investisseurs dans le quartier (Whitford, 2010). Selon PP5 de *Hantz Woodland*, la rareté constitue un indicateur de l'amélioration du quartier et donc de la réussite de leur projet.

L'impact néfaste du capitalisme sur les communautés est plus particulièrement visible à travers le système alimentaire. Selon PP1, l'extraction des ressources financières de la communauté est perceptible à travers l'octroi de subventions gouvernementales à certaines entreprises alimentaires pour les inciter à s'installer à Détroit alors qu'elles n'ont pas de retombées dans la communauté (PP1). L'épicerie *Whole Foods*, a ouvert ses portes au centre-ville en 2013 (De Vito, 2013), en est un exemple, comme en témoigne PP1 :

So we are not seeing the economic benefit of those businesses being here in the city. Some of which, like the larger corporations, like Whole Foods, that was brought here to the city, they got a 4,5 million dollars tax incentive to open their first store here in Detroit. So we are not seeing the economic benefit of that money being produced, those profits being produced here. That money is going to shareholders in Austin Texas and we'll never see any of that (PP1).

PP13 dresse un portrait du système alimentaire à Détroit. D'un côté du spectre, elle identifie les multinationales qui ne bénéficient pas aux communautés et à l'opposé, celles qui profitent aux communautés :

The farmer who produces organically and sells entirely through direct engagement to customers is on one end of the spectrum, whereas the wholesale that get some from the national distributors and some products from local growers and is independently own, especially a minority business that is somewhere in the middle of this spectrum, and then a wholly corporate entity like Walmart that is global, that doesn't really care about... or you know, it sources or cares about it only to the extent that is thinking about his bottom line is on the other spectrum (PP13).

Ces compagnies nuisent aux communautés, car elles visent les profits qu'elles extraient hors des communautés, tout en externalisant les problématiques émergentes. PP3 compare également les deux extrémités du spectre et les différencie sur le plan de la redevabilité envers la communauté : « There is a level of accountability to the community that I feel like when you get in big corporations there is no accountability at all to the population and they can just do whatever they want » (PP3).

PP13 mentionne l'impact de l'économie sur les choix de consommation alimentaire. Elle observe que lorsque l'économie est en chute, les citoyens favorisent les marchés, l'achat de semences et les potagers, cuisinent à la maison et préparent des repas. Au contraire, lorsque l'économie recommence à fleurir cela affecte directement les marchés comme celui de *SEED Wayne* et ses producteurs : « when we started the market in 2008 it was the height of the recession so our numbers went up and as the economy improved the numbers went down » (PP13). Cela rejoint les propos de Castells *et al.* (2012) qui étudient l'augmentation de la popularité des pratiques économiques alternatives lors des périodes de crises. Toutefois, PP8 met en doute la liberté réelle de faire des choix alimentaires dans le système économique actuel : « How much choice did somebody have in a system that's perpetuating junk food. A system that's created where you have two parents working and like convenience just grab in a Mc Donald's hamburger versus going home and cooking a hamburger »

(PP8). Ces réflexions nous incitent à présenter dans la section 4.2 les positions que prennent les PP face à ce système, et ultimement, à étudier les possibilités qu'elles explorent pour répondre à ce système qu'elles critiquent.

Nous avons vu que les critiques formulées par les PP envers le capitalisme concernent également le système alimentaire. D'une part, les déserts alimentaires témoignent de l'abandon des citoyens des quartiers les plus pauvres par le système alimentaire. D'autre part, les profits sont valorisés sous la forme de la marchandisation renforçant les inégalités d'accès au système alimentaire. Finalement, les pratiques de certaines compagnies alimentaires globales ont un impact négatif sur les communautés, car ces compagnies valorisent les profits sans bénéficier aux communautés.

En résumé, les PP reprochent au capitalisme et au système politique leurs conséquences sociales. Les conséquences sociales sont visibles à travers le système alimentaire, par l'abandon des citoyens, la création d'inégalités et l'impact sur les communautés. Le capitalisme perpétue le racisme, visible à travers un racisme systémique qui crée des disparités en santé, d'accès à l'alimentation et au transport. Comme nous avons pu l'observer, ces aspects correspondent à des dynamiques nommées dans plusieurs études (Agyeman et McEntee, 2014; Alkon et Mares, 2012; McClintock, 2013; Rundgren, 2016; Thom, 2011; White, 2011a, 2011b).

4.2. Pratiques économiques alternatives

Au-delà des critiques qu'elles ont soulevées, les PP ont pris le temps d'expliquer les caractéristiques importantes d'un système économique qui leur correspondrait davantage. Nous explorerons comment elles se positionnent face au capitalisme pour ensuite aborder les caractéristiques principales d'un système alternatif. Puis, nous nous pencherons sur la manière dont les PP sont tout de même contraintes de naviguer au sein du système actuel.

4.2.1. Position des PP

Castells et al. (2012) étudient les pratiques économiques alternatives prenant place à Barcelone à la suite de la crise économique. Parmi les personnes participant à leur recherche, les auteurs identifient un groupe de participants qu'ils qualifient de *transformative persons*. Il s'agit de personnes qui comprennent que la crise est une conséquence du capitalisme et qui appellent à lutter à la racine du problème, soit contre le capitalisme, et non à agir sur ses conséquences. Il ne s'agit pas de personnes qui ont changé leurs pratiques en raison de leur incapacité à maintenir leur style de vie et de consommation, mais plutôt de personnes qui s'identifient comme des personnes impliquées socialement (Castells *et al.*, 2012, p. 222). Ces personnes *transformatives* s'impliquent dans des modes de vie non capitalistes, en cherchant des alternatives pour faire face à l'échec du système (Castells *et al.*, 2012, p. 228). La plupart des PP rencontrées à Détroit correspondent à cette catégorie. Comme nous venons de le mettre en évidence, toutes ont des reproches à adresser au capitalisme. De plus, les PP rencontrées n'ont pas changé d'attitude en raison de la crise, puisque le cas de Détroit ne constitue pas un moment de crise précis, mais il s'agit plutôt d'une crise qui perdure depuis de nombreuses années.

La plupart des PP critiquent le fonctionnement du système économique et ont leur propre manière de s'identifier face au capitalisme. Certaines d'entre elles s'identifient comme étant anticapitalistes. C'est le cas de PP1 de *Earthworks*, qui considère que le capitalisme est une source d'exploitation et affirme son désaccord avec ce système. PP4, de DBCFSN, abonde dans le même sens et propose de dépasser le capitalisme : « Push the government to become as progressive as possible and to push and move it even beyond capitalism ». PP7 affirme sa position et celle de *Trumbullplex* comme anticapitaliste. Finalement, PP3 se définit également comme anticapitaliste et anti-matérialiste. Comme nous l'avons mentionné dans la revue de littérature, McClintock (2013) analyse les processus liés à l'agriculture sur un axe allant de néolibéral vers

radical (annexe D). Dans ce cas, les positions anticapitalistes de ces PP témoignent d'un processus radical à un niveau d'action global.

À l'autre extrémité de cet axe se trouve PP5, de *Hantz Woodland*, qui se distingue de toutes les autres PP dans la mesure où elle ne critique pas le fonctionnement économique. Toutefois, elle souligne que son entreprise se démarque des entreprises traditionnelles, car elle n'est pas redevable à une banque ou à une fondation. Ainsi *Hantz Woodlands* peut se permettre une autonomie dans ses objectifs, ce qui ne serait pas possible autrement. À la différence des autres projets, *Hantz Woodlands* n'est pas une organisation communautaire, ni une petite entreprise de quartier. C'est plutôt une entreprise financée par une grande corporation dirigée par son propriétaire, Hantz. Cette entreprise a suscité la méfiance des citoyens et des organisations communautaires entraînant une controverse concernant ses objectifs et ses méthodes. En effet, les fermiers urbains craignent une appropriation corporative du mouvement d'AU (Martelle, 2011, p. 233; Paddeu, 2014; Whitford, 2010).

Finalement, entre ces deux extrêmes se trouve une pluralité de réponses des PP qui posent une critique plus ou moins poussée du capitalisme. PP8 de TGD, par exemple, explique qu'à force d'être déçue du système économique, elle a développé une mentalité antisystème qui l'entraîne à accroître son autosuffisance et à vivre en dehors du système. Ce changement l'a poussée à s'occuper d'elle-même et des gens qui l'entourent, ce qui renforce les liens sociaux avec la communauté. Cette position, associée à ses critiques du système économique, la rapproche d'une critique anticapitaliste. PP14, quant à elle, réfute l'importance de l'argent et des possessions matérielles dans sa vie. PP13 propose une critique forte du système économique et de ses conséquences sans toutefois se positionner comme anticapitaliste. Les PP2, PP9 et PP11, quant à elles, ne proposent pas une critique aussi marquée, mais mettent tout de même l'accent sur l'accès à la nourriture en dehors des relations monétaires. Finalement, PP12 ne soulève aucune critique du fonctionnement économique et semble plutôt accorder une importance particulière à la rentabilité de sa ferme, ce

qu'elle mentionne plusieurs fois lors de l'entrevue. Selon la grille d'analyse de McClintock (2013), ces positions correspondraient à une reprise du contrôle des moyens de production et constituent des actions sur les plans individuel et communautaire qui s'échelonnent d'un degré progressif à un degré radical. La reprise des moyens de production par la production agricole permet de devenir producteur plutôt que consommateur.

Cette section nous a permis d'observer que plusieurs PP se disent opposées au capitalisme, et même anticapitalistes, ce qui correspond à la catégorie des *transformative persons* identifiée par Castells et al. (2012). Ces *transformative persons* cherchent des alternatives à mettre en place pour répondre à l'échec du système, ce que nous observerons dans la section suivante.

4.2.2. Pratiques économiques alternatives

Comme nous l'avons mentionné, Castells et al. (2012) étudient les pratiques culturelles qui émergent à la suite de crises économiques. Ils s'intéressent à la manière dont les citoyens s'adaptent aux situations changeantes et aux opportunités qui émergent des crises pour mettre en place des pratiques économiques alternatives (Castells *et al.*, 2012). Selon Paddeu (2012a), ces pratiques témoignent d'une résilience des citoyens et des citoyennes face à la crise économique et à l'incapacité du gouvernement de répondre à leurs besoins. Pour Castells et al., il y aurait une corrélation entre la déception ressentie envers le système capitaliste et l'engagement dans des pratiques non capitalistes : les personnes n'étant pas satisfaites par le système économique s'en retirent et trouvent des manières alternatives de fonctionner (Castells *et al.*, 2012, p. 243). Les auteurs identifient trois types de pratiques économiques alternatives : l'autosuffisance, l'altruisme, l'échange et la coopération (Castells *et al.*, 2012; Paddeu, 2012a). Nous allons donc explorer ce que les PP proposent comme pratiques alternatives à celles imposées par le capitalisme.

Autonomisation — en réponse à l'abandon

En réponse à la déception des PP envers le système économique qui abandonne les citoyens, les PP insistent sur l'importance que ces derniers soient au centre des initiatives d'AU.

Ainsi, pour PP1, le changement passe par les citoyens, ceux-ci doivent retrouver leur capacité d'action : « Develop local leadership and ownership within the food system » (PP1). De même, pour PP3, la résilience doit venir des individus. Elle donne notamment l'exemple de la résilience des Afro-Américains de Détroit, qui dans de rudes conditions ont « survived and flourished and found new ways of going about things » (PP3). Ces personnes correspondent au groupe identifié par Castells et al. comme des *alternative practitioners* qui ont été ébranlés par la crise et qui ont dû s'adapter au changement et modifier leurs pratiques (Castells *et al.*, 2012). Pour PP3, ce sont les individus qui sont au centre du changement.

Pour le marché *SEED Wayne*, c'est aussi une manière d'augmenter la démocratie du système alimentaire : « as people know more and become very directly engaged and see the impact of their decision making, that they are actually able to influence the system and that helps cultivate democracy » (PP13). Afin d'accomplir cet objectif d'autonomisation (utilisé ici comme traduction d'*empowerment*), plusieurs des organisations rencontrées prônent une stratégie populaire (*grassroots*) : « the best way to create social change is to start from the ground up, start with the people that society has left behind, start from the inside out » (PP1). Pour DBCFSN également, le changement passe par les citoyens, c'est pourquoi l'organisation a été fondée afin de permettre aux Afro-Américains de Détroit de participer au leadership du mouvement alimentaire à Détroit. Les deux collectifs rencontrés ont également une expérience populaire (*grassroots*) : une organisation par les membres du collectif d'habitation pour Trumbullplex (Trumbullplex, 2016), une organisation *grassroots* par les citoyens et les habitants du quartier pour *Fireweed Universe City* (Fireweed Universe

City, 2016). Plusieurs exemples d'initiatives citoyennes d'autonomisation sont également mis en évidence dans la littérature. Plusieurs auteurs parlent de projets d'AU qui émergent d'initiatives citoyennes, ce qui confirme les témoignages des PP (Castells *et al.*, 2012; Colasanti, 2009; Dowie, 2009; Gallagher, 2013; Paddeu, 2014; White, 2011a, 2011b). D'autres auteurs mentionnent d'autres types d'initiatives citoyennes à Détroit, telles que la reprise et l'entretien des maisons abandonnées (Herscher, 2012; Kinder, 2016) ou encore des coopératives de vélos (Paddeu, 2012a).

L'autonomisation des citoyens est une stratégie de réponse aux problèmes économiques et politiques. PP4 œuvre dans deux directions : d'un côté en valorisant l'autonomisation des individus grâce à son implication dans DBCFSN, et d'un autre côté à travers ses efforts pour rendre le gouvernement plus progressiste (PP4). Ses efforts sont notamment visibles par son implication au sein du Food Policy Council, dont la mission est de s'assurer de la qualité du système alimentaire en relation avec la ville de Détroit (Detroit Food Policy Council, 2017). PP2 et PP13 agissent de même d'une part, par leur implication respective dans *Earthworks* et SEEDS Wayne, et d'autre part, par leur participation au *Food Policy Council*. L'autonomisation des citoyens est renforcée par ces trois PP grâce à leur participation à des organisations qui sont des initiatives des citoyens pour leur communauté.

Selon Paddeu (2014), l'autonomisation se traduit par la fierté de l'autoproduction et la volonté de renforcer les liens sociaux dans la communauté, ce qui est également visible à travers les entrevues et mon observation participante. Lors de mon séjour, cette fierté de l'autoproduction des fermiers a été visible par la volonté des PP de me faire visiter leur espace de production et de m'expliquer les détails des enjeux de production de différentes cultures maraichères. Le renforcement des liens sociaux entre les projets et avec les habitants du quartier ainsi qu'au sein de la communauté est également très présent.

Ce désir d'autonomisation grâce aux projets d'AU est également visible à travers la littérature sur l'AU, notamment chez White qui stipule que l'autonomisation et l'autodétermination renforcent la communauté (White, 2011a, 2011b). Ce thème occupe une place importante aux États-Unis dans les mouvements communautaires. L'autonomisation (*empowerment*) a deux dimensions : l'obtention du pouvoir ou la construction d'un contre-pouvoir par un groupe, mais aussi le cheminement qui conduit un groupe à constituer ce contre-pouvoir (Bacqué, 2006; Paddeu, 2012b). Ainsi, en recherchant une autonomisation, les individus ou les communautés cherchent à regagner un contrôle de la gestion de la chaîne alimentaire. Plus concrètement, ce contrôle de la chaîne alimentaire est visible à travers une plus grande participation populaire (*grassroots*) au système alimentaire, une plus grande disponibilité de produits frais dans les quartiers et une meilleure autosuffisance alimentaire pour les personnes impliquées dans la production alimentaire. Ces pratiques d'autonomisation correspondent alors aux pratiques d'autosuffisance identifiées par Castells et al. qui sont caractérisées par un travail fait par les personnes elles-mêmes plutôt que d'avoir recours au marché (Castells *et al.*, 2012, p. 231). Ainsi, par cette recherche d'autonomisation, les groupes cherchent à regagner un contrôle sur leur système alimentaire et sur leur communauté.

Abondance — en réponse aux inégalités

En réponse aux inégalités d'une économie axée sur les profits avant tout, les PP proposent de valoriser l'abondance.

Ainsi, plutôt que de créer de la rareté qui créera du profit, PP1 de *Earthworks* propose de créer de l'abondance dans le système alimentaire. Cette proposition est visible dans son travail à *Earthworks* : la ferme produit de la nourriture et assure la soupe populaire des Capucins. Elle transforme les aliments et distribue des repas, contribuant alors à une abondance alimentaire dans le quartier. Lorsque PP1 mentionne l'abondance, elle ne parle pas uniquement d'une grande quantité

d'aliments disponible. Elle parle également d'une abondance de relations sociales, c'est-à-dire la création d'une grande quantité de relations à travers la participation des citoyens, mais également à travers les interactions entre les différentes organisations. PP1 explique que la création d'abondance permet la participation active des citoyens : « that allows us [...] to move away from the traditional non-profit model, which is to look at the people receiving your goods and services as passive recipient of them, but also see them as the experts, see them as active parts of the solution ». L'abondance entre les organisations se crée par le partage des ressources, notamment par le partage des connaissances (PP1). Cet aspect est visible à travers les liens qui unissent les membres des diverses organisations dans les projets en commun. L'abondance entre les organisations se construit également en participant à un mouvement plus large. Bien que les autres PP ne mentionnent pas ce terme, on constate que leurs pratiques contribuent à une abondance. Finalement, pour PP1, l'abondance prend forme lorsque les organisations réalisent qu'elles existent au sein d'un même écosystème, c'est-à-dire qu'elles constatent que les organisations s'influencent et qu'elles travaillent à un but commun. L'abondance est également prônée par un courant de l'agriculture : la permaculture, afin de créer un changement soutenable et une justice alimentaire (Heckert, 2014).

Renforcement des relations d'entraide — en réponse aux inégalités

En réponse aux inégalités sociales, les PP privilégient les liens sociaux de soutien et d'entraide, ainsi que l'établissement de liens directs entre les producteurs et les consommateurs, plutôt que la recherche des profits.

La production de nourriture doit être enracinée dans le social et contribuer à la création de relations de soutien et d'entraide. « It's more about relationships and connection rather than making a profit », souligne PP1 qui explique que *Earthworks* ne fait aucun profit, car pour eux, il est plus important de créer un changement quant aux habitudes alimentaires et à la manière de produire la nourriture plutôt que de

rentabiliser le temps passé à produire cette nourriture. Paddeu (2014) mentionne aussi que l'agriculture urbaine est une manière de renforcer les liens d'entraide et de solidarité dans la communauté. La valorisation de la distribution de la nourriture par rapport à la valorisation du profit permet de répondre aux inégalités alimentaires et véhicule une justice alimentaire qui considère la nourriture comme un bien public (McClintock, 2013).

PP12 cite un exemple intéressant de création de liens par l'agriculture : elle aide des voisins à trouver des débouchés pour leurs produits. Ainsi, plutôt que de travailler seule afin de maximiser ses profits, elle partage ses connaissances et ses ressources avec sa communauté. Nous avons précédemment décrit les relations entre les fermiers de Détroit comme étant des relations de coopération et de soutien, ce qui est visible notamment au niveau de l'établissement des prix de vente chez TGD :

we try to sell in a way that benefits for-profit farmers, so making sure that our prices are at the same price point as for-profit farms. Also, somehow providing avenues to sell with markets and things like that. So whether there's like aggregating produce to sell for a big order or something like that, so we're opening up the market for smaller producers (PP8).

Cette pratique est également respectée par DBCFSN (White, 2011a, p. 412). PP9 perçoit la situation similairement, « there's always this layer of support that everyone is kind of interconnected it's not like competitive or anything ». Certaines tensions existent tout de même, comme le mentionne PP13 de *SEED Wayne*. Elle reproche à *Eastern Market* d'avoir ajouté un jour de marché en semaine sans avoir considéré les conséquences de cette décision sur le marché universitaire de *SEED Wayne* :

Eastern Market started its own neighborhood market on Tuesdays, we have a Wednesday market, that hurt us a little bit in terms of taking away some of the residential living in this area (...) maybe what they should do is say: ok we have the size and the power, how can we contribute to the food system in a way where we're not competing with the smaller markets, but we're increasing the pie. (...) I mean I'm not saying they intentionally wanted to hurt our market, or anything like that, they were just thinking: oh there is a big market out there and everyone can benefit

and we're finding out that in a geography that is this small, we are so close by, and in a time geography: Tuesday/Wednesday, when it's that close, you can impact other markets. The Saturday/Wednesday work out well, they were not hurt by us, and we only added to the vendors' revenue because they participated with them on Saturday and came on Wednesday and all boats were lifted. But when they opened the Tuesday market we lost, we lost vendors and we lost customers (PP13).

Les relations construites par l'intermédiaire de la production alimentaire permettent, entre autres, aux consommateurs d'avoir une relation directe avec le fermier et de reconnecter avec la nourriture (PP1). En effet, la relation directe avec les producteurs permet de connaître les aliments consommés ainsi que leurs conditions de production. En favorisant ces relations directes, les consommateurs recréent un lien avec la provenance de la nourriture, ce qui témoigne de l'importance des relations au sein du quartier et de la distribution locale. La création d'un lien entre les producteurs et les consommateurs est identifiée comme étant une manière subversive de contrer les effets du capitalisme qui réduit ces relations à de simples relations marchandes (McClintock, 2013). Rundgren prône également une coopération entre les producteurs et les consommateurs, ce qui permet de les rapprocher, voire de briser la division entre producteur et consommateur (Rundgren, 2016, p. 118). Il propose de créer des systèmes où les producteurs et les consommateurs coopèrent dans la chaîne alimentaire : des « systems whereby consumers and producers cooperate in the farm and food chain, a kind of co-production based on the land as a commons, possibly making categories such as producer and consumer redundant » (Rundgren, 2016, p. 118). Plus concrètement, le consommateur prend part à la chaîne alimentaire en participant activement à la cuisine en préparant ses aliments. Lorsque les PP pratiquent l'AU et participent au système alimentaire, ils deviennent des producteurs et effacent les barrières entre le consommateur et le producteur (Colasanti *et al.*, 2013). Par ailleurs, Thom propose une réflexion sur la pratique physique de l'AU afin de briser cette division entre consommation et production : en pratiquant l'agriculture, « the body may become seen not just as a consumer, but also as a

valued actor in the cycle of production and reproduction» (Thom, 2011). Les relations directes avec les producteurs sont donc valorisées d'autant plus que les consommateurs prennent part à la production, soit à travers la cuisine ou encore en pratiquant l'agriculture.

La relation directe avec le fermier permet également d'assurer une redevabilité des fermiers envers la communauté. C'est ce qu'expérimente PP3, en tant que fermière à but lucratif :

we're a very small scale operation, I mean one employee, pretty much entirely 'direct consumer' type relationship. We're not selling through a big grocery store or distributor and... So I feel like the scale makes a huge difference of being a local resource, a resource that the community... because of those community connections there is a level of accountability to the community that I feel like when you get into big corporations there is no accountability at all to the population and they can just do whatever they want. That doesn't really work as well when again you have those community needs that go back and forth (PP3)

À travers sa description, on s'aperçoit que l'échelle locale doit être respectée pour qu'il y ait une relation directe entre le fermier et le consommateur. C'est d'ailleurs un des aspects le plus fréquemment mentionnés par les PP.

Imprégné dans le local — pour bénéficier aux communautés

En réponse à l'accumulation de profits au détriment des communautés, les PP privilégient une redevabilité des commerces envers la communauté.

Comme nous venons de le mentionner, l'échelle locale permet une redevabilité envers la communauté et constitue une manière d'agir en leur faveur, contrairement à l'extraction des profits hors des communautés par des entreprises. Un exemple de cette redevabilité à l'échelle du quartier est celui de *Hantz Woodlands* qui a développé son projet en respectant la volonté des habitants du quartier dans lequel leur ferme s'est implantée. Ainsi, lorsque les habitants se sont opposés à l'ouverture

d'une production agricole de grande échelle dans le quartier, *Hantz Woodlands* a écarté cette idée, privilégiant plutôt une ferme sylvicole (PP5). Toutefois, ce ne sont pas tous les projets d'AU ou d'alimentation qui répondent à ce critère de redevabilité. La littérature aussi bien que les entrevues font ressortir un certain nombre de reproches adressés à *Eastern Market*. Par exemple, il lui est reproché d'être devenu un marché « commercial » plutôt qu'un marché fermier et c'est en grande partie des fermiers hors de Détroit qui viennent y vendre leurs produits et parfois dans de gros kiosques. Il lui est reproché d'attirer des clients des banlieues plutôt que les habitants de Détroit (Dowie, 2009). Cette pratique vient rompre avec la volonté de créer un lien direct entre le fermier et les consommateurs (PP3; Dowie, 2009) et elle crée une problématique dans la mesure où le marché ne sert plus à alimenter localement, mais devient plutôt une attraction, une activité pour les habitants des banlieues. Ces critiques ne visent pas seulement *Eastern Market*, car selon Paddeu, le cas d'un marché en gros à New York dénote des caractéristiques similaires à celles observables à *Eastern Market*. Le marché apporte de nombreux problèmes pour le quartier dans lequel il se situe – tel que l'augmentation du trafic, de la pollution, etc. sans pour autant apporter de bénéfices à la communauté. Il ne fournit aucun emploi et les aliments sont destinés à la vente en gros et non à la population du quartier (Paddeu, 2012b, p. 16).

L'échelle locale est privilégiée dans les divers projets étudiés. Pour PP9, l'AU à Détroit est centrée autour des objectifs de « localizing our economy, getting things more on a little scale ». Pour PP13, c'est l'échelle locale qui rend possible leur mode d'action : « that kind of decision making and engagement is possible in community settings and on the scale that we are talking about it ». PP3, quant à elle, a choisi volontairement de s'établir à la ville pour travailler localement, ce qui lui permet de déplacer ses produits à vélo : « Obviously the possibility of growing my own farm on a small scale, and we're bicycle based – we move all our product by bike, it's part of our business model, something that you can't do outside of the city ». La présence de

nombreux marchés de quartiers facilite la vente locale de produits agricoles. Comme nous l'avons déjà mentionné, ces pratiques permettent le renforcement de liens directs entre fermiers et consommateurs (PP2), ou encore tout simplement entre le fermier et la communauté. Ces liens favorisent alors l'aspect de la redevabilité. On observe également dans la littérature l'importance d'un lien entre le local et la communauté : « insister sur le local c'est aussi vouloir renforcer les liens dans la communauté et son identité » (Paddeu, 2012b, p. 10).

Pour PP5 de *Hantz Woodlands*, au contraire, le local n'a que peu d'importance quand il s'agit, par exemple, de s'approvisionner en arbres pour leur ferme sylvicole. Lorsqu'interrogé sur la provenance de leurs arbres, PP5 répond que leur objectif n'est pas de favoriser l'économie locale. Ainsi, malgré qu'ils s'assurent d'une acceptabilité sociale de leur ferme dans le quartier, peu d'importance est accordée à l'échelle locale dans leurs actions quotidiennes.

Finalement, l'échelle locale se pose comme solution à l'accumulation des profits par des entreprises qui ne bénéficient pas aux communautés. Une ferme de Détroit explique sur son site web :

Supporting our small local business creates a more stable economy and adds to food security. Keep money circulating in your community like we do. When you buy from us we in turn buy local and employ our neighbors. The future of food is millions of 10 acres or less micro farms and smallholdings, like ours, that will cooperate and feed the world's billions (Brother Nature Produce, 2017).

Pour PP7, il est également primordial de réinvestir les bénéfices tirés des soirées de concert dans leur collectif. En réalité, ils réinvestissent pour la communauté plutôt que pour les individus. Ils considèrent que lorsque de l'argent est investi dans leur propriété, cela permet à leur collectif de perdurer et de bénéficier à la communauté à travers leurs diverses activités. Paddeu observe une rhétorique similaire dans son étude de cas à New York. Elle explique que cela témoigne d'une volonté

d'autonomisation des communautés et d'une volonté de prise en charge de la chaîne alimentaire (Paddeu, 2012b, p. 10).

PP4 de DBCFSN compare deux fermes, une dont les pratiques ne bénéficient pas à la communauté, et l'autre au contraire qui est enracinée dans le local :

So one garden that was particularly troublesome for me grows food in the city of Detroit but they don't sell any food in Detroit: they sell all the food in the suburbs. So it's only using the fact that there is vacant land in Detroit, to sell food, to provide food for somebody... to grow food here in Detroit, to provide it to somebody else. So that's probably the worst example. And then you have some other examples where people are trying to be good neighbors and trying to empower the community they're a part of. (PP4)

DBCFSN travaille d'ailleurs à la mise en place d'une coopérative d'alimentation qui s'oppose aux pratiques nocives pour les communautés en permettant de faire circuler l'argent dans celles-ci (Detroit Black Community Food Security Network, 2016a). Notons également que leur organisation se méfie des pratiques de profits en lien avec les recherches universitaires. En effet, les membres de DBCFSN sont sélectifs avec les universitaires qu'ils rencontrent, car le temps qu'ils consacrent à des entrevues les éloigne de leur travail. Ils considèrent que la plupart des universitaires utilisent des données qui ne serviront qu'à leur carrière et que leur recherche n'a aucune retombée pour la communauté (Detroit Black Community Food Security Network, 2016b). Comme mentionné dans la section méthodologie, j'ai eu l'occasion d'expliquer à DBCFSN mes intentions de recherche préalablement à l'entrevue. J'ai donc pu justifier mon intention de faire une recherche engagée qui contribuerait à la réflexion liée aux pratiques d'AU. Lors de mon séjour à Détroit, je me suis également impliquée bénévolement, contribuant ainsi à l'effort collectif.

Agriculture régénérative — en réponse à l'exploitation environnementale

En réponse à l'exploitation de la nature, les PP pratiquent des techniques agricoles qui rendent à la terre.

Dans la section précédente, nous avons abordé la réponse des PP à l'accumulation de profits au détriment des communautés. Cette logique ne concerne pas uniquement les communautés, elle concerne également l'exploitation de la nature, en particulier l'exploitation des sols.

Les techniques utilisées par les PP sont régénératives. Elles concernent notamment, la création et l'utilisation de compost, le travail du sol préservant la structure des sols, la rotation des cultures permettant de maintenir un sol riche. PP1 explique :

« So here we are attempting to look at growing food in a way that is in harmony with earth, that it's not just like sustainable in terms of our love of consumption, but it's actually regenerative, we're putting life back into the soil as much as we are taking out if not more » (PP1).

Certaines de ces pratiques sont également locales et renforcent les liens au sein du quartier. Par exemple, PP6 fabrique du compost à partir des restes alimentaires qu'elle reçoit des commerces du quartier. KGD contribue au renforcement de ces liens en fournissant aux fermiers une analyse des sols (PP11) pour déterminer son niveau pH et son taux de plomb, ce qui permet de connaître l'état du sol (Keep Growing Detroit, 2017). J'ai également été témoin de la mise en place de plusieurs pratiques régénératives des sols lors de mon observation participante. Par exemple, la mise en place de planches permanentes³ pour préserver la structure du sol. Cette pratique protège les micro-organismes et améliore la structure du sol. Nous avons également mis en place d'autres pratiques, telles que le paillage qui protège le sol d'un assèchement en préservant son humidité, la rotation des cultures qui les protège des prédateurs, ce qui évite l'emploi de pesticides.

³ La création de planches permanentes est une technique employée en agriculture maraichère biologique. Les planches permanentes sont des bandes cultivables, séparées par des allées, une planche permanente fait généralement environ 1,5 mètre de largeur. Ces planches permanentes permettent de minimiser le travail du sol, car elles sont réutilisées de saison en saison, ce qui permet d'éviter une compaction des sols et donc d'avoir à retourner le sol.

Finalement, les PP valorisent la présence d'une biodiversité. Par exemple, le maraicher chez qui je résidais a installé des abris à chauve-souris pour favoriser la biodiversité sur sa ferme. Cette vision d'une agriculture régénérative est également présente dans la littérature. Il s'agit d'ancrer le système alimentaire dans un cadre écologique plutôt qu'économique. C'est-à-dire que la création de relations ne concerne pas uniquement les individus, mais également l'environnement et l'ensemble des choses vivantes. C'est la raison pour laquelle il faut considérer la production alimentaire dans un cadre environnemental avec des pratiques régénératives (Rundgren, 2016, p. 117).

Alternatives à l'argent — pour le renforcement des communautés

En réponse aux dynamiques de marchandisation, les PP favorisent les relations sociales non capitalistes, basées sur des économies alternatives.

Selon Jennifer Blecha et Leitner (2013), afin de sortir des dynamiques de marchandisation et d'établir des relations sociales non capitalistes, plusieurs principes économiques peuvent être utilisés : les banques de temps, les coopératives et les échanges. Lors des entretiens, les PP ont mentionné de manière récurrente plusieurs pratiques économiques utilisées comme alternative à l'utilisation de l'argent.

Les fonctionnements sur des bases autres que monétaires sont valorisés par PP3. Ainsi, au sein de ses propres relations, elle favorise, dans la mesure du possible, les échanges informels. Elle cite aussi l'exemple d'un ami qui met en place un système de troc qui fonctionne sur le principe d'une banque de temps, c'est-à-dire que les personnes troquent du temps en échange de certains services.

Des systèmes alternatifs sont également mis en place au niveau de la vente des produits. C'est notamment le cas des PP10 qui construisent un kiosque directement sur la ferme pour vendre leurs produits par contribution volontaire. MUF1 fonctionne de façon similaire et explique que ce système arrive à créer un équilibre :

somebody will come in from the suburbs and like what we're doing and pay like forty dollars and take like a few tomatoes cause they know it's going back to helping us keep up what we're doing, whereas a family of five will come and when we have produce growing they can take as much as they need for the week (PP11).

La ferme sur laquelle j'ai séjourné travaillait également à l'implantation de planches permanentes consacrées à l'autocueillette pour faciliter la participation des résidents du quartier.

La réflexion sur l'utilisation d'un système monétaire mérite d'être explorée dans le contexte de la rémunération pour un travail effectué. En effet, à Détroit de nombreuses fermes fonctionnent grâce au travail bénévole. Comme nous l'avons vu précédemment, les fermes emploient généralement peu de travailleurs rémunérés et comptent en partie sur la présence de bénévoles. DBCFSN a un système de récompense des bénévoles basé sur une monnaie parallèle, les D-Town dollars. Cette monnaie est distribuée aux bénévoles et peut ensuite être utilisée pour acheter des produits de la ferme. Pour PP4, c'est une manière symbolique de reconnaître le travail des bénévoles. KGD, à travers son programme *Grown in Detroit* permet aux fermiers de vendre des produits à leur kiosque à *Eastern Market*. Proportionnellement au montant de ses ventes mensuelles, chaque fermier doit fournir un certain nombre d'heures de bénévolat (PP12). PP7 réfléchit à la rémunération de son travail : « we're working for free you know... or working for freedom ». Son travail n'est pas rémunéré par de l'argent, mais elle estime que sa contrepartie est reçue en termes de valeurs véhiculées et vécues.

Une autre alternative pour un accès à de la nourriture en dehors du système agroalimentaire industriel consiste à pratiquer la cueillette sauvage, le *foraging*. PP7 la pratique sur les terrains environnants et dans le grand parc de son quartier où elle trouve notamment des carottes sauvages et des champignons. Pour sa part, PP8 a commencé cette pratique pour avoir un mode de vie plus autonome et moins dépendant. Cet intérêt a émergé à la suite d'une période durant laquelle elle a été

privée d'électricité durant trois jours. La pénurie de nourriture lui a fait réaliser son désir d'autonomisation alimentaire qui s'est concrétisé, entre autres, par la cueillette sauvage. Au cours de mon séjour à Détroit, j'ai également côtoyé des voisins de la ferme où je séjournais qui se nourrissaient régulièrement grâce à la cueillette sauvage effectuée sur les terrains abandonnés, mais aussi sur les abords de la rivière qui longe leur quartier.

Finalement, pour se débarrasser des contraintes liées à l'argent, PP14 privilégie un mode de vie plus simple :

And I know that [wonderfull relationships are] more important than money. I won't say I don't like money but... I had money and it didn't make me any happier, money didn't bring me happiness. Doing what I'm doing now and living, I won't say off the land but, simply, a very simple life and I love it (PP14)

Similairement, PP3 explique que les relations peuvent agir comme substitut à l'argent : « when people have the least you know, don't have much money or don't have... they have community and that's their capital so to speak ». Pour PP7, il ne s'agit pas forcément de se débarrasser de l'argent en soi, mais plutôt d'agir en dehors des structures de pouvoir, c'est-à-dire de ne pas contribuer au maintien de ces structures : « create practices that create monetary generation and stability outside of power stuctures ». Cette pratique n'est pas forcément aisée et nous pousse à nous questionner pour savoir dans quelle mesure les PP peuvent se retirer des pratiques capitalistes ou dans quelle mesure elles doivent continuer à exister au sein de ce paradigme.

Conformément à ce que Castells et al. (2012) ont établi, les PP critiquent le système capitaliste et s'impliquent dans des pratiques économiques alternatives. À travers la recherche d'autonomisation, la création d'abondance, le renforcement des relations d'entraide, la valorisation de l'échelle locale, la pratique d'une agriculture enracinée et l'emploi d'alternatives à l'argent, les PP cherchent à répondre à l'abandon par le

système, à la création d'inégalités et aux impacts négatifs du capitalisme sur les communautés.

Au centre de ces pratiques, on retrouve les trois types de pratiques nommées par Castells et al (2012). Les pratiques d'autosuffisance sont notamment visibles à travers la volonté d'autonomisation. Les pratiques altruistes sont visibles à travers le travail pour une abondance et le renforcement des relations d'entraide. Finalement, les pratiques de coopération et d'échange sont valorisées à travers la mise en place d'alternatives à l'argent.

4.2.3. Imbrication forcée dans le système capitaliste

Après avoir mis en lumière les critiques du capitalisme énoncées par les PP ainsi que leurs solutions, on peut se questionner dans quelle mesure ces PP arrivent à se détacher du système capitaliste qu'elles critiquent ?

Plusieurs des PP reconnaissent que même en rejetant le système capitaliste, elles sont, d'une certaine manière obligées de fonctionner avec ce système. C'est notamment le cas de PP7 à *Trumbullplex* qui explique que plusieurs membres doivent quand même avoir des emplois parallèlement à leur implication à *Trumbullplex* :

though we may desire and make practices to be anti-capitalist, we still have to interact with capitalism. (...) we're all being capitalist in here, because we don't really have a choice. We could try to stop but we're living in a city. It would be different if we were in the country, sure we could just totally unplug. But we're in the city, we have to pay our taxes, we have to keep up these old historic homes, or else the city get mad at us you know. And these homes are expensive to keep up so, I think it would be a capitalist action but we're already participating in capitalism because we don't really have a choice. So we try to disengage with it as much as we can and we try to create practices that create monetary generation and stability outside of power structures. (PP7)

PP3 reconnaît aussi que malgré ses valeurs sociales, sa ferme doit fonctionner comme une entreprise. Ainsi, chaque décision prise doit être réfléchie pour permettre à

l'entreprise de fonctionner tout en tenant compte de la communauté et en maintenant des canaux de communication pour assurer le bien-être de la communauté. Les décisions ne doivent pas être une simple recherche de la maximisation des profits. Elle explique notamment qu'en ne recevant pas de subventions, elle ne peut pas se permettre de faire un travail d'éducation en lien avec l'accès à l'alimentation. Ainsi, en étant une entreprise, elle ne peut se permettre de rejeter entièrement le capitalisme. Toutefois, elle perçoit tout de même son travail comme apportant une contribution :

(...) if there is no produce in the end for people to buy then they can't make those choices. We're kind of working on that end of it, just literally trying to make more produce easily available in the city, just by physical location, easily available, you know... that people don't have to drive out half an hour to the suburbs to get fresh local produce. (PP3)

Pour PP2, il s'agit moins d'une imbrication forcée que d'utiliser l'agriculture comme moyen de subsister dans le système actuel. Elle décrit les bénéfices de l'AU comme : « it's a supplement to the income that you already have », ou encore, « if they're interested in working we try to provide them with job, opportunities. So like right near the end of the program we have what we call an employment fair where people in the agricultural industry might be interested in hiring. » (PP2). Plus directement, pour elle, la pratique de l'agriculture est également un moyen de survie : « the average American, if they had an extra 100\$ a month, where they're not just overbroke, they could make it. And you can easily make a 100\$ a month selling produces out of the garden ». Finalement, pour PP14, il s'agit de parvenir à créer un espace de liberté au sein du système actuel : « I can do what I want in positive ways, I haven't got big brother overseeing me ».

On observe alors que selon les différentes personnes participantes, elles s'intègrent à des degrés variés dans le système capitaliste, plus souvent par défaut que volontairement.

Ce chapitre a permis de mettre en évidence les critiques des PP envers le système capitaliste et leurs réponses. Ainsi, nous avons montré qu'en favorisant une autonomisation collective et individuelle, elles luttent contre le sentiment d'abandon en créant un contre-pouvoir. Nous avons également établi que la création d'abondance permet de contrer les inégalités. L'enracinement dans le local ainsi que la pratique d'une agriculture enracinée permettent d'empêcher l'accumulation de profits au détriment des communautés. Finalement, le fait de s'opposer à la marchandisation ainsi que l'utilisation de pratiques non monétaires contribuent également à diminuer les inégalités. L'ensemble de ces pratiques consistent à ancrer le fonctionnement économique dans des pratiques sociales. Toutefois, malgré toutes ces pratiques prônées par les PP, il leur semble difficile de se soustraire complètement au capitalisme et doivent donc continuer à œuvrer au sein de ce système.

CHAPITRE 5

ANALYSE DU POTENTIEL RADICAL

5.1. Présence de néo-libéralisme dans les projets d'AU

La littérature a permis d'identifier la présence de certaines dynamiques néolibérales au sein de l'agriculture urbaine. Cette section met en évidence la présence de caractéristiques attribuées au néo-libéralisme dans les projets étudiés afin de répondre à la problématique de recherche. Nous chercherons à déterminer si les projets d'AU étudiés répondent à ces critères et s'ils contribuent à la diffusion de valeurs néolibérales.

5.1.1. Retrait du filet social

Comme nous l'avons exploré dans la revue de la littérature, la présence du néo-libéralisme dans l'agriculture urbaine est visible à travers un transfert des fonctions de l'État vers le secteur privé ou vers les groupes communautaires (Alkon et Mares, 2012). Ce retrait de l'État social prend aussi la forme de la fermeture de programmes sociaux ou de centres communautaires en raison de coupes budgétaires. Ces organisations et programmes sociaux sont alors remplacés par des jardins communautaires qui cherchent à remplir des fonctions similaires (White, 2011a). Paddeu cite notamment l'exemple des années 1990 au cours desquelles les bons alimentaires mis en place en 1964 ont été remplacés par la sécurité alimentaire communautaire (Paddeu, 2012b).

Certaines personnes participantes ont effectivement mentionné cette dynamique. PP8 explique que TGD a été affecté par la coupure du programme *Farm-A-Lot* instauré dans les années 1970. C'est donc TGD et quelques autres organisations à but non lucratif qui ont pris la relève afin de fournir des services environnementaux tels que la plantation d'arbres et l'entretien de jardins. PP1 de *Earthworks* reconnaît également

qu'avec la réduction du filet social, la responsabilité a été injustement placée sur les épaules des ONG et des organisations sociales. Toutefois, PP1 refuse d'expliquer l'émergence de l'AU pour ces raisons. Elle situe plutôt l'AU dans une perspective historique qui ne représente pas un phénomène nouveau, mais qui existe depuis longtemps, ce qui a également été mis en évidence dans la revue de la littérature (Blecha et Leitner, 2013; Dowie, 2009; Environmental History in Detroit, 2014c; McClintock, 2013). Dans cette perspective, l'AU n'apparaît pas en réaction au retrait de l'État social, mais bien comme mouvement citoyen.

Bien que *Earthworks* compense pour le retrait du filet social en produisant de la nourriture pour la soupe populaire des Capucins, ce n'est pas uniquement sa mission. L'organisation diffuse également un discours qui identifie les causes systémiques de problèmes sociaux : « we went from simply providing a social need, which is emergency food assistance in the form of our food kitchen. And we're starting to look at the root causes of chronic poverty and institutional racism and white supremacy » (PP1). On observe alors que loin de s'inscrire uniquement dans une perspective néolibérale dont le rôle est de remplacer le filet social, l'organisation agit dans une perspective plus radicale d'identification des causes systémiques des problèmes sociaux.

Plusieurs auteurs soutiennent que le retrait du filet social s'accompagne d'une valorisation du bénévolat pour remplacer les fonctions de l'État (McClintock, 2013; Mincyte et Dobernig, 2016). Le bénévolat permet à la fois aux organisations de fonctionner et de remplir le rôle de l'État tout en permettant aux bénévoles de répondre à leurs propres besoins qui ne sont plus comblés par l'État. Pour les fermiers bénévoles de la ferme D-Town, le bénévolat est une manière de répondre à leur sentiment d'abandon et d'impuissance (White, 2011a). Cet aspect a été constaté dans les divers projets étudiés à Détroit. Dans le chapitre 3, nous avons brièvement abordé la composition professionnelle des divers projets. Ainsi, nous avons observé que les fermes à but lucratif sont constituées de quelques employés et n'utilisent pas de

bénévoles. Les autres projets comme DBCFSN et *Earthworks*, au contraire, sont composés de nombreux bénévoles et certains, comme DBCFSN, ont mis en place un programme les récompensant. Quant à MUFI, c'est une organisation entièrement composée de bénévoles. On s'aperçoit que pour remplir le rôle social qui est dévolu aux organisations, le bénévolat est valorisé et représente possiblement une caractéristique essentielle au fonctionnement de ces organisations.

La revue de la littérature mentionne que le remplacement du filet social par des services fournis par les organisations est problématique dans la mesure où les services sont inégaux, car tous n'y ont pas accès. De plus, les organisations et les individus sont eux-mêmes dépendants des subventions (McClintock, 2013). Paddeu (2012a) abonde dans le même sens : « Elles [les organisations à but non lucratif] se situent aussi, par définition, dans un espace de pouvoir alternatif et sont dépendantes de financements de sociétés philanthropiques — donc dans une position fragile ». C'est effectivement un aspect qui a été mentionné lors de mon observation participante. Comme nous l'avons vu à la section 3.2.2, l'accès aux subventions est restreint, alors que celles-ci remplacent de plus en plus le désinvestissement des services de la ville (PP7). Le financement accordé aux projets d'AU a changé la dynamique en place et le leadership des projets est devenu moins représentatif des communautés dans lesquelles ils prennent place, ce qui crée des inégalités dans la participation au leadership de ces projets.

5.1.2. Valeurs néolibérales

La littérature rapporte que les valeurs néolibérales sont parfois internalisées dans les projets d'agriculture urbaine. Elles sont visibles à travers la valorisation de la responsabilité personnelle ainsi qu'à travers le recours au marché et à l'entrepreneuriat (Alkon et Mares, 2012; McClintock, 2013). Ces deux aspects correspondent à ce que Alkon et Mares appellent la création de subjectivités

néolibérales. Il est donc reproché au mouvement alimentaire de reproduire ces dynamiques dans ses pratiques (Alkon et Mares, 2012).

Références à la responsabilité individuelle

Plusieurs personnes participantes à l'étude font référence à la responsabilité individuelle : « people are taking upon themselves to grow food », « that's where we are trying to take it, so that you can be self-sufficient [...] you can do better » (PP2), « the ability to control our food source » (PP5). Dans la même lignée, PP7 témoigne de son parcours personnel, elle explique qu'elle a commencé à s'intéresser à l'AU en s'impliquant dans son quartier : « I wanted to improve my community [...] I begun to clean up the neighborhood and do some boarding up of houses », témoignant de sa prise en charge de certaines défaillances de l'État. Pour elle, cette responsabilité individuelle est une chose positive qui ne doit toutefois pas empêcher le gouvernement de remplir ses fonctions. PP1 de *Earthworks* fait de nombreuses références à l'autosuffisance et à la responsabilité individuelle de faire pousser de la nourriture. Toutefois, ces références s'accompagnent d'une analyse plus générale qui cible le racisme systémique, tel qu'analysé dans la section 4.1.

Monica White (2011a, p. 414), dans son étude de la résistance à l'insécurité alimentaire à Détroit, s'attarde à l'importance pour les personnes participantes à D-Town de la *self-reliance* : l'autosuffisance. Bien que cette notion pourrait être comprise dans le sens de la prise de responsabilités individuelles, telles que promues par le néo-libéralisme, il semble ici que l'idée d'autosuffisance fait plutôt référence à un mouvement collectif. En effet, White l'associe à une reprise de contrôle sur la nourriture ainsi qu'une reprise de contrôle par la communauté. Dans ce cas, l'autosuffisance est vue par l'une des personnes participantes à l'étude de White comme étant très politique et permettant une capacité d'action (White, 2011a, p. 415). Lors des entrevues, de nombreuses PP ont également mentionné l'autosuffisance ou l'idée de contrôle sur leur alimentation (PP1, PP2, PP5, PP8, PP11, PP14). Nous

interprétons la responsabilité comme étant collective plutôt qu'individuelle et donc détachée des valeurs néolibérales.

La santé peut être comprise comme une responsabilité individuelle (Alkon et Mares, 2012). Durant l'entrevue PP9 a fait référence à la nourriture comme étant un remède. Cette notion de santé est également importante pour PP1 : « people that grow their own food are healthier ». Toutefois, ce discours ne fait pas uniquement porter la responsabilité de la santé sur les individus, car les PP ont aussi un discours qui critique les inégalités du système alimentaire, ce que nous avons étudié au chapitre 4.1.1. PP3 tient un discours similaire : « people just sustaining their neighborhoods, sustaining themselves by healthy eating and just taking good care of themselves ». Malgré cette référence à des valeurs de *self-help*, celles-ci ne sont pas exprimées uniquement individuellement, mais également au sein de la communauté. En effet, PP3 poursuit en soulignant l'importance de la communauté comme capital.

La responsabilité individuelle est également une question d'intentions comme nous l'avons vu dans la revue de littérature. Le gouvernement peut instrumentaliser la communauté afin d'encourager les citoyens à prendre part aux projets d'AU et remplir les fonctions de l'État tout en inculquant des valeurs néolibérales aux individus (Drake, 2014). Drake incite à une réflexion sur les intentions qui mènent aux projets d'AU, le jardinage communautaire réellement populaire (*grassroots*) doit être distingué des projets d'AU qui sont imposés de l'extérieur (Drake, 2014). Le renforcement de la communauté est une lutte pour l'autonomie (*self-reliance*) et l'autodétermination (*self-determination*), ce qui permet de distinguer « the difference between a community in control versus one that is being controlled » (White, 2011b, p. 19).

Finalement, McClintock apporte l'argument que la promotion de la responsabilité individuelle peut être une manière pour les organisations de « jouer le jeu », soit d'adopter le langage attendu pour avoir accès au financement (McClintock, 2013).

Cet argument vient renforcer les inégalités entre les organisations puisque l'accès aux subventions sera possible en fonction de leur capacité d'adapter leur langage au langage dominant. Finalement, McClintock souligne que la présence d'un discours néolibéral n'empêche pas ces organisations de tenir un discours qui critique les inégalités structurelles (McClintock, 2013, p. 162). C'est ce qui a été constaté au cours des différents chapitres : PP1 identifie les causes systémiques de problèmes sociaux, PP4 critique le racisme systémique ou encore, PP8 qui s'implique avec le groupe URPJ pour combattre le racisme.

Références au marché

Plusieurs PP ont mis de l'avant des solutions basées sur le marché ou encore les qualités entrepreneuriales. Les références aux capacités entrepreneuriales sont moins présentes dans les entrevues que les références au marché. Les programmes de *Earthworks* et DBCFSN forment tout de même des jeunes à s'insérer dans le milieu de l'agriculture et, éventuellement, démarrer leur propre entreprise : « we encourage them to start to own businesses » (PP2). Selon le témoignage de PP3, on peut penser que cette attention portée vers l'entrepreneuriat et les débouchés économiques à Détroit porte ses fruits. Lorsqu'elle est arrivée à Détroit au milieu des années 2000, personne ne pratiquait encore l'agriculture sous forme d'entreprise à but lucratif, alors qu'à présent de nombreux fermiers ont démarré leur ferme.

Le recours au marché est effectivement un aspect essentiel pour la plupart des projets d'AU. Toutefois, les références au marché ne peuvent être comprises seules, elles doivent être prises en compte en lien avec les autres actions de ces groupes. Par exemple, pour *Earthworks*, bien qu'un aspect du travail de l'organisation soit de former des jeunes pour améliorer leur employabilité ou leurs capacités entrepreneuriales, une grande partie de son travail sert à produire des légumes pour la soupe populaire et non pour le marché (PP1). Les membres du collectif *Trumbullplex* (PP5) tentent d'éviter le recours au système capitaliste même s'ils sont obligés d'y

participer d'une certaine manière. Dans tous les cas, leurs produits ne sont pas destinés aux marchés, mais plutôt à leurs propres besoins et à ceux de leur communauté. À la section 3.1.3, nous avons établi que la recherche de débouchés à travers les marchés locaux permet de renforcer les liens au sein du quartier. Dans cette perspective, le recours au marché dans les projets étudiés témoignerait moins de valeurs néolibérales que de la nécessité de se doter d'un outil servant à lutter pour la justice alimentaire et le renforcement de la communauté.

Autonomisation

L'autonomisation (*empowerment*) se trouve à la jonction entre les références à la responsabilité individuelle et les références au marché. Bacqué souligne l'ambiguïté associée à ce terme :

Elle peut privilégier les dimensions individuelle et économique ou bien les dimensions collective et politique, s'inscrire dans une perspective de partage du pouvoir et de construction de contre-pouvoirs ou indiquer un processus individuel de construction d'estime et de confiance en soi (Bacqué, 2006, p. 108).

D'un côté, on constate que l'autonomisation est construite en facilitant l'intégration des participants au marché, ce qui a pour conséquence de faire porter le poids de situations sociales sur les épaules des individus plutôt que de remettre en question le retrait de l'état providence ou encore l'état du système alimentaire (Alkon et Mares, 2012; Paddeu, 2012b). De l'autre côté, l'autonomisation se comprend comme « le processus par lequel un individu ou un groupe acquiert les moyens de renforcer sa capacité d'action, de s'émanciper » (Bacqué, 2006, p. 108). L'autonomisation englobe alors la dimension du pouvoir et le processus pour y arriver.

L'idée d'autonomisation est souvent citée comme raison de s'engager dans l'AU à travers la recherche d'une capacité d'agir, de la recherche d'une autodétermination et d'autosuffisance de la communauté (Hamm et Bellows, 2003; White, 2011b). Dans sa

conception collective, l'autonomisation permet à la communauté de prendre le contrôle du système alimentaire :

The belief that a local food system is essential to black empowerment is also exemplified by one market farmer, who claims, “This market fights the systems that are in place to keep down sharecroppers like my father and grandfather.” The development of a food system created and controlled by marginalized groups is integral to the concept of food sovereignty (Alkon et Mares, 2012, p. 353).

Pour PP13, de *SEED Wayne*, l'implication des citoyens dans le système alimentaire permet d'augmenter sa démocratisation :

Programs like this [le programme de SEED Wayne], that increases connection between people who grow and people who eat and increases knowledge of food production helps provide information about the food system and helps people engage with that food system in ways that they otherwise might not be able to. And they're also able to influence in small ways various aspect of the system. (...) And so as people know more and become very directly engaged and see the impact of their decision making, that they are actually able to influence the system and that helps cultivate democracy (PP13).

Ainsi, les références des personnes participantes à la recherche d'autonomie sont comprises comme une tentative de reprise de pouvoir collectif sur le système alimentaire, ce qui est aussi présent dans la littérature (Hochedez et Le Gall, 2016).

5.1.3. Marchandisation de l'alimentation

La littérature fait également mention de la participation du néo-libéralisme à la marchandisation de l'alimentation. Pour contrer ce phénomène, nous avons déjà établi que la nourriture doit être considérée comme un bien commun et sa distribution équitable doit être priorisée par rapport au profit.

Il faut d'abord revenir plus en détail sur les critiques de la marchandisation pour déterminer de quelle manière les projets d'AU agissent par rapport à cette marchandisation. La principale critique est la réduction de la nourriture à sa valeur

monétaire (Agyeman et McEntee, 2014; Rundgren, 2016; Vivero-Pol, 2017). Selon Rundgren, le marché ne doit pas être la seule entité permettant l'accès à la nourriture. Il critique le marché capitaliste et le fait que tout soit relié à sa valeur monétaire :

It converts land, forests, humans, animals and food to real estate, ecosystem services, labor, burgers and calories. In the end, everything is reduced to the universal measure of value—money, a process which also turns nature into a commodity to be consumed (Rundgren, 2016, p. 116).

La deuxième critique de la marchandisation est la rupture du lien entre la personne produisant la nourriture et la personne la consommant (Agyeman et McEntee, 2014; Rundgren, 2016; Vivero-Pol, 2017). La rupture de ce lien s'accompagne également d'une rupture de relation entre les personnes, la nourriture et l'environnement. Rundgren explique que lorsque le processus de commercialisation est complété, le producteur devient déconnecté de la nourriture produite : « farmers sell everything and eat nothing from their own turf » (Rundgren, 2016, p. 106).

Afin de répondre à ces critiques, il est proposé de considérer la nourriture comme un bien commun (*commons*) (McClintock, 2013; Rundgren, 2016; Vivero-Pol, 2017). Cela signifie de ne pas réduire la nourriture à sa valeur marchande et à la recherche de maximisation des profits, mais plutôt de renforcer les liens de la communauté, augmenter la démocratisation et rapprocher la production et la consommation (McClintock, 2013; Vivero-Pol, 2017). Les liens de la communauté sont alors renforcés par l'augmentation du contrôle communautaire sur la nourriture. La production et la consommation se rapprochent grâce au renforcement des liens entre la personne produisant et celle consommant la nourriture (McClintock, 2013; Rundgren, 2016). Ce rapprochement passe également par la réduction de la différence entre la production et la consommation, permettant une désaliénation du travail agricole (Mincyte et Dobernig, 2016).

Le droit à la nourriture a déjà été reconnu internationalement par plusieurs instances : en 1948 dans la déclaration des droits humains puis, en 2009 au sommet mondial de

la sécurité alimentaire (Rundgren, 2016). Comme nous l'avons vu à la section 3.1.2, la plupart des PP s'inscrivent dans les courants de justice alimentaire ou de souveraineté alimentaire, considérant l'accès à la nourriture comme un droit. Notons également que PP13 a mentionné explicitement au cours de l'entrevue l'importance qu'ont les initiatives d'AU et de justice alimentaire sur l'augmentation de la démocratisation du système alimentaire, répondant alors directement à l'un des aspects de la nourriture comme bien commun.

Au chapitre 4, nous avons pu observer que dans plusieurs projets d'AU les légumes cultivés sont offerts et partagés, on peut donc en déduire qu'ils ne sont pas produits pour leur valeur monétaire. Nous avons également souligné que plusieurs projets d'AU vendent leurs produits selon un système de contribution volontaire, ce qui valorise la distribution équitable. Au chapitre 3, nous faisons état de l'effort d'inclusion de plusieurs fermiers qui offrent un kiosque de vente de légumes dans leur quartier, même s'il serait plus rentable pour eux de vendre leurs légumes à *Eastern Market* où les clients sont plus nombreux. Ces deux aspects démontrent que la production de légumes n'est pas réduite à sa simple valeur monétaire, mais cherche à renforcer les liens avec la communauté.

Le lien entre les producteurs et les consommateurs est également renforcé, car comme nous l'avons démontré à la section 3.1.3, les relations entre les producteurs et leurs quartiers ou leur communauté sont vastes. Finalement, la distance entre la consommation et la production est réduite puisque le bénévolat permet de transformer les consommateurs en producteurs. La prolifération de nombreux projets d'AU permet aux consommateurs de participer activement à la production. Dans leur étude de la place des bénévoles dans les réseaux alimentaires alternatifs Diana Mincyte et Karin Dobernig (2016) expliquent la dualité du rôle des bénévoles et de leurs motivations. D'une part, le travail des bénévoles est vu par ceux-ci comme permettant les expériences et la valorisation des rapports non monétaires, ce que les auteurs analysent comme un argument en faveur du rapprochement entre la production et la

consommation. D'autre part, en poussant l'analyse, les auteurs s'aperçoivent que les bénévoles sont également à la recherche de réseautage et d'opportunités d'emploi dans le domaine, ce qui signifie que le travail bénévole sur la ferme devient un moyen d'accumuler du capital social et devient alors une marchandise (Mincyte et Dobernig, 2016, p. 1778).

La marchandisation ne concerne pas uniquement la nourriture, mais aussi l'environnement et les animaux. Avec l'intégration des fermiers dans l'économie de marché, la terre et les animaux sont également devenus des biens marchands. En achetant des fertilisants pour remplacer les techniques traditionnelles de maintien du sol, les fermiers brisent leur relation avec la nature et s'inscrivent dans une relation marchande où le sol, l'eau et la nature sont des propriétés privées et marchandes (Rundgren, 2016). Afin de contrer la relation marchande avec les animaux, Blecha et Leitner (2013) se basent sur l'exemple des *New Urban Chickens Keepers*, ces individus qui se lancent dans l'élevage de poules pondeuses comme passe-temps, bien souvent dans leur cour arrière. Cette pratique a l'avantage de renforcer les relations de quartier en engageant les conversations entre voisins et en encourageant les échanges en plus de renforcer les liens avec les animaux ayant pour fonction de subvertir la marchandisation. Mon observation participante m'a permis de constater une réalité similaire. Plusieurs fois par jour, des voisins s'arrêtaient à la ferme afin d'acheter des œufs, renforçant ainsi la vie de quartier et les relations entre voisins.

5.1.4. Agriculture néolibérale ou radicale ?

Autres considérations

Une autre dimension de la réflexion sur le caractère néolibéral de l'AU s'articule autour de l'idée du *local*. Alors que certains auteurs se portent à la défense d'un système alimentaire local, d'autres y voient une stratégie néolibérale.

D'un côté, la valorisation du local permet l'établissement d'une relation directe entre la personne productrice et la personne consommatrice, ce qui contribue à contrer la marchandisation comme nous venons de l'expliquer (Deverre, 2010; Rundgren, 2016). Le local permet également le renforcement de la communauté : « insister sur le local c'est aussi vouloir renforcer les liens dans la communauté et son identité » (Paddeu, 2012b, p. 10). Cet argument est visible chez les PP à travers l'établissement de marchés de quartier. Le local peut aussi apporter une démocratisation du système alimentaire. En opposition au système alimentaire global et dominant, les initiatives d'AU renforcent le local et la communauté dans un effort de démocratisation du système alimentaire (Deverre, 2010; Paddeu, 2012b). McClintock explique la démocratisation du système alimentaire par les programmes d'agriculture urbaine qui créent une citoyenneté urbaine écologique à travers « participatory decision-making, community engagement, and environmental stewardship, ultimately empowering participants to take ownership of the food system and the urban environment » (McClintock, 2013, p. 153).

D'un autre côté, certains auteurs considèrent le système alimentaire local comme une stratégie néolibérale puisqu'il est imprégné de cette logique. Le renforcement de la démocratie locale au sein du système alimentaire revient, en quelque sorte, à penser que le changement passe par la consommation, contribuant à la logique néolibérale de la responsabilité individuelle (Deverre, 2010, p. 62). Il est ainsi reproché aux initiatives alimentaires locales d'opérer au sein du marché. Ces initiatives agissent de manière à rétablir le système alimentaire, mais ne s'opposent pas aux dynamiques du système qu'elles critiquent, car elles œuvrent au sein de ce système en utilisant des stratégies basées sur le marché et valorisant l'entrepreneuriat. En adoptant les logiques du marché, ces initiatives reproduisent les logiques de marchandisation de l'alimentation (Agyeman et McEntee, 2014, p. 213). La valorisation de l'échelle locale s'accompagne parfois d'une vision idyllique qui masque les enjeux de pouvoirs locaux. Cela survient lorsque le local est perçu comme un lieu d'harmonie et

de cohésion sociale, ce qui masque les enjeux présents et contribue à dépolitiser cette échelle d'action (Deverre, 2010, p. 62). Alors que l'AU à Détroit est très valorisée, ce mouvement local est parcouru de tensions qui passent parfois inaperçues. PP14 témoigne de certaines tensions sous-jacentes qui existent entre, d'une part, la communauté d'AU dans le quartier qui semble unie et harmonieuse et, d'autre part, une grande partie des habitants de ce même quartier, majoritairement afro-américains, qui n'ont pas d'intérêt pour l'AU : « there is people in the neighborhood that aren't receptive to the farming community because the majority is white. And that's an issue » (PP14).

Où se situent les différents groupes selon la classification de McClintock ?

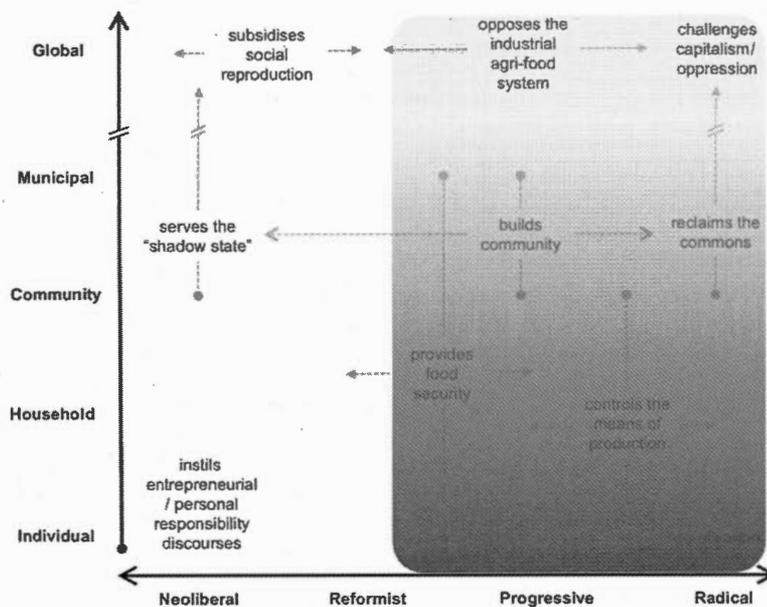
En dépit des critiques néolibérales apportées à ces projets d'AU, il demeure que ceux-ci possèdent des caractéristiques radicales, qui ont été explorées au cours des chapitres 3, 4 et 5. Ces caractéristiques sont la relocalisation qui permet une connexion entre la production et la consommation ; l'enracinement du système alimentaire dans les relations sociales afin de dépasser les mécanismes du marché ; le renforcement de la communauté ; la conceptualisation du système alimentaire comme un bien commun ; une formulation de critiques structurelles à travers le mouvement de justice alimentaire.

Afin de mieux comprendre comment s'articulent les différentes nuances radicales ou néolibérales de chaque projet, nous les avons analysés selon le tableau de McClintock (2013) (Annexe E). Il s'agit de situer l'action des groupes au croisement de leur niveau d'action (d'individuel à global) et de leur potentiel radical (de néolibéral à radical).

En ce qui concerne les fermes à but lucratif, excluant Hantz Woodland que nous analyserons à part, leur action est individuelle, mais tend vers une action globale. En effet, la création de leur entreprise est une action individuelle, tandis que le renforcement de la communauté se situe entre l'individuel et le global. Comme nous

l'avons vu, PP3 et PP12 prennent en compte la communauté à travers une redevabilité envers celle-ci et par un soutien aux projets agricoles des voisins (PP12). Ces fermes agissent également au niveau global grâce aux idées propagées par leurs pratiques. Elles s'opposent au système agroalimentaire à travers leurs pratiques agricoles et le modèle de mise en marché qui favorisent les liens directs avec les consommateurs.

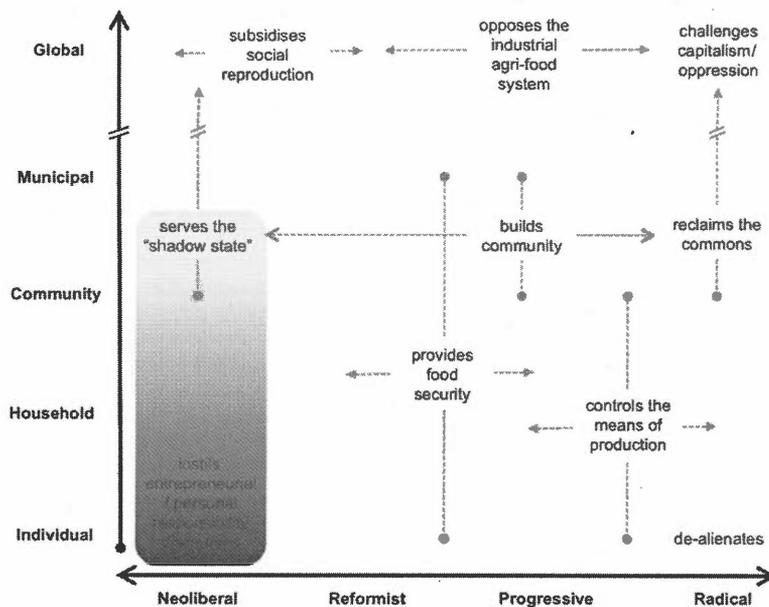
Ces fermes contribuent également à la sécurité alimentaire de Détroit et de leur quartier en proposant des aliments frais et de qualité. De plus, leurs actions en opposition à la marchandisation contribuent à considérer la nourriture comme un bien commun. Finalement, nous avons mentionné la position anticapitaliste de PP13, ce qui contribue à situer leurs actions du côté radical du spectre.



L'action des fermes à but lucratif est représentée par la zone grise dans le tableau : agissant du niveau individuel jusqu'au niveau global et alliant des actions situées entre le réformisme et le radical.

Tableau 1 : Action des fermes à but lucratif selon la classification de McClintock (2013)

La ferme Hantz a un caractère particulier qui se distingue des autres fermes à but lucratif. Comme nous l'avons vu, elle se différencie des autres fermes dans la mesure où PP5 ne parle que très peu de communauté, ne

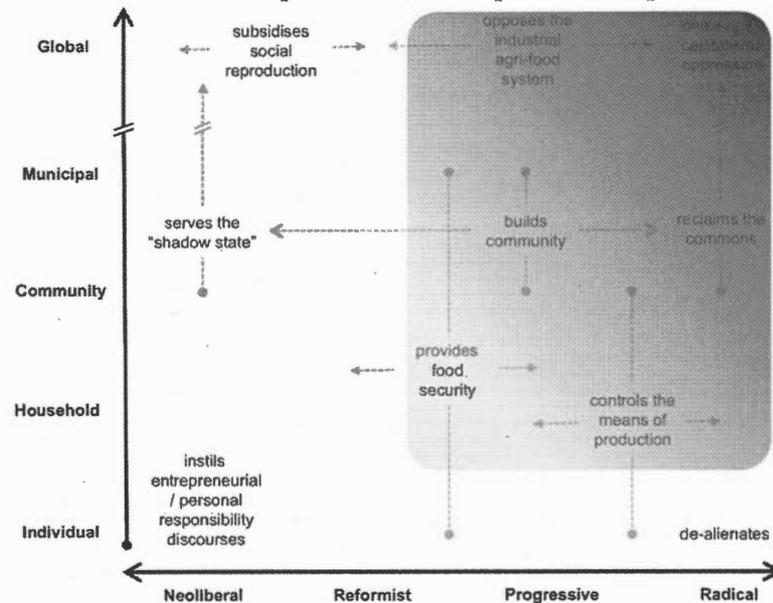


critique pas le capitalisme et valorise la rareté. De plus, *Hantz*

Tableau 2 : Action de Hantz Farm selon la classification de McClintock (2013)

Woodlands ne contribue pas à créer une sécurité alimentaire. Son action se situe principalement au niveau individuel, en cherchant à améliorer le quartier pour les gens qui y habitent plus que pour la communauté. Toutefois, la ferme tend vers une action au niveau de la communauté, car elle remplace certaines fonctions de l'état providence en visant à préserver une sécurité dans le quartier. Le discours de *Hantz Woodlands* témoigne d'une valorisation de la responsabilité individuelle, visible à travers l'encouragement des jeunes à trouver des emplois payants en organisant des rencontres avec des entreprises. Ces deux aspects situent l'action de *Hantz Woodlands* du côté néolibéral du spectre.

En ce qui concerne les collectifs, leurs actions s'étendent du niveau global, par leur critique du système dans son ensemble, jusqu'au niveau domestique qui, dans leur cas, signifie leur collectif. À travers leurs modes de vie et leurs critiques du système, les deux collectifs s'inscrivent dans une action radicale globale. Le renforcement de la communauté et la création d'un bien commun à travers des collectifs qui sont ouverts et inclusifs sont des préoccupations centrales aux deux groupes. Finalement, ces groupes contribuent à la sécurité alimentaire de leur quartier en produisant une nourriture qu'ils partagent avec leurs voisins ou vendent sous forme de contribution volontaire (*Fireweed Universe-City*). Cette production de nourriture, associée avec leurs autres activités parallèles, leur permet de prendre contrôle des moyens de



production. Ainsi, leur action s'étend du niveau domestique, jusqu'au niveau global et se concentre au niveau radical tout en comprenant des actions plus progressives.

Tableau 3 : Action des collectifs selon la classification de McClintock (2013)

Les groupes communautaires rencontrés agissent principalement au niveau de la communauté, à la fois pour la renforcer, pour participer à la sécurité alimentaire et pour renforcer l'idée de l'alimentation comme un droit. Comme nous l'avons vu, pour les PP des groupes communautaires, leur action est globale à travers leur implication, notamment au *Food Policy Council* et leur inscription dans le mouvement alimentaire. De plus, ces groupes posent une critique du système capitaliste et de l'oppression sociale émanant du système économique. Finalement, ces groupes, comme nous l'avons vu, compensent d'une certaine manière pour le retrait du filet social et servent alors de *shadow state*. Ainsi, leur action alliant la communauté et le niveau global est à la fois néolibérale et radicale.

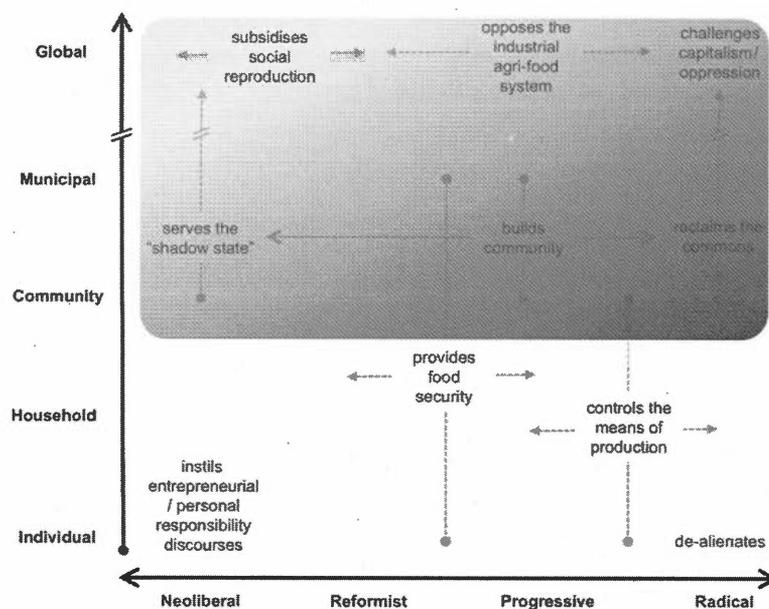


Tableau 4 : Action des organisations communautaires selon la classification de McClintock (2013)

Des aspects à la fois néolibéraux et radicaux traversent ces projets. On se retrouve en présence d'une dualité que McClintock appelle à dépasser :

Existing critiques of urban agriculture's neoliberal nature can be counterproductive, amounting to throwing out the baby with the bathwater while failing to address the pressing needs on the ground needs

or offer insights into how to overcome contradictions (McClintock, 2013, p. 165).

Afin de dépasser ces contradictions et d'explorer les significations et possibilités de ces projets à Détroit, nous emploierons le cadre théorique du droit à la ville pour analyser ces projets.

5.2. Analyse sous la loupe du droit à la ville

La théorie du droit à la ville permet de se questionner sur une problématique similaire à celle que nous venons d'explorer, soit le changement sociétal proposé à travers les projets d'AU. S'agit-il d'un changement radical, à savoir une rupture avec les politiques néolibérales ou plutôt un changement réformiste visant l'atténuation des difficultés entraînées par le système néolibéral ? L'utilisation du cadre théorique du droit à la ville permet d'explorer l'AU sous un angle plus global de projet de société recherché. Cela permet également d'explorer certains aspects qui diffèrent tels que l'utilisation de l'espace.

Comme nous l'avons vu dans la revue de littérature, le droit à la ville revendique une vision de la ville basée sur sa valeur d'usage (5.2.1), soit une utilisation de la ville ancrée dans les rapports sociaux et libérée de la valeur d'échange. Ce changement doit être apporté à travers une autogestion, un mouvement social (5.2.2). Ce qui nous mènera à explorer plus concrètement comment les fermiers de Détroit expérimentent au quotidien le droit à la ville (5.2.3).

5.2.1. Valeur d'usage

Plusieurs auteurs font mention de la valeur d'usage dans la littérature sur les pratiques économiques alternatives et sur l'AU. Tout d'abord, Castells et al. spécifient qu'ils s'intéressent aux « conscious practices oriented towards a use-value economy » (Castells *et al.*, 2012, p. 213). Pour sa part, Paddeu (2012a) se base également sur cet élément pour étudier les pratiques économiques à Détroit. McClintock (2013, p. 166)

identifie la valeur d'usage comme étant un élément essentiel au potentiel de l'AU. Purcell et Tyman (2015) étudient également l'agriculture à la lumière du droit à la ville en accordant une importance particulière à la valeur d'usage.

En opposition à la vision marchande de la ville

Pour Purcell et Tyman, le droit à la ville de Lefebvre doit entraîner la création d'une autre ville qui correspond à cette image : « This other city is an urban community beyond capitalism and the state, a city that esteems use value over exchange value » (Purcell et Tyman, 2015, p. 1136). On voit alors que la valeur d'usage de la ville est priorisée face à sa valeur d'échange. Actuellement, la production de l'espace demeure la responsabilité de gestionnaires qui mettent de l'avant sa valeur marchande et sa privatisation (Lefebvre, 1991 dans Purcell et Tyman, 2015, p. 1135). En lien avec l'agriculture, la valeur d'échange de la ville est visible à travers la marchandisation de l'alimentation. Ainsi, l'opposition à la marchandisation est une manière et contrecarrer la valorisation de la valeur d'échange de la ville (McClintock, 2013, p. 166). Comme nous l'avons établi dans la section 5.1.4., les PP s'opposent à la marchandisation de l'alimentation. La valorisation de la nourriture comme un bien commun, comme un droit est alors une manière de renforcer le droit à la ville à travers sa valeur d'usage. Actuellement, le régime économique néolibéral contribue à promouvoir la valeur d'échange de l'espace (Purcell et Tyman, 2015) ainsi, en s'opposant au néo-libéralisme, les PP s'opposent à cette vision de la ville.

Afin de favoriser la valeur d'usage, les citoyens doivent sortir de leur rôle de consommateur et sortir du capitalisme : « inhabitants are active participants rather than passive consumers. They struggle to make their activity an increasingly free activity, which is the term Marx used to designate activity outside of capitalism, activity that is not labour for capital accumulation » (Purcell et Tyman, 2015, p. 1136). Nous avons déjà établi que l'objectif des organisations communautaires n'est pas d'être rentable, mais plutôt de produire de la nourriture et de créer des relations

d'entraide (4.2.1.). Pour les fermes à but lucratif, bien qu'elles soient contraintes par un besoin de productivité, leur objectif n'est pas l'accumulation des profits. Elles privilégient le renforcement de la communauté, elles s'opposent à la marchandisation de l'alimentation et adoptent des pratiques économiques anticapitalistes (5.2.1).

Valorisation des relations sociales à travers les espaces utilisés

Pour Hanon, l'AU est orientée vers la valeur d'usage et, plutôt que de valoriser les profits, elle doit être créatrice de société (Hanon, 2015). La valeur d'usage d'un espace se caractérise à la fois par la production alimentaire et par la création d'interactions et peut dépasser la valeur d'échange (McClintock, 2013, p. 161). Plus concrètement, la valeur d'usage de la ville peut prendre la forme de la création d'un espace social ou d'un espace commun : « farmers have established at the farm alternative communal and social spaces where intergenerational relationships are nurtured and maintained and where citizens can access a safe space for exercise » (White, 2011a, p. 312).

C'est également un aspect mentionné par certaines des PP rencontrées qui essaient d'incorporer à leur projet des espaces d'usage. Par exemple, à *Earthworks*, la cuisine est parfois utilisée comme espace de rassemblement informel (PP1). DBCFSN dispose d'un espace recouvert d'un chapiteau qui peut être réservé pour des regroupements. Cette organisation possède également un espace récréatif réservé pour les enfants ainsi qu'un four à bois pour leur enseigner la cuisine. Dans les jardins de TGD, on retrouve un verger et un espace de jeu (PP8). Cela est également visible à travers leur jardin au centre-ville de Détroit qui est conçu pour que les passants puissent s'y arrêter, discuter, et profiter des tables à manger (PP9). *SEEDS Wayne* a également un espace de socialisation avec des tables, selon PP13, cela constitue un aspect essentiel du marché. MUFU et *Fireweed Universe-City* ont tous les deux un espace de parc adjacent à leur ferme et ils l'entretiennent pour qu'il puisse servir d'espace de rencontre.

Les fermes à but lucratif, quant à elles, n'avaient pas d'espace social. Par contre, les fermiers ont mentionné que les kiosques sur la ferme ou sur les marchés de quartiers sont valorisés comme espaces de discussion. Pour PP3, discuter avec les voisins pendant les heures d'ouverture du kiosque est un moyen de garder les canaux de communication ouverts et d'assurer une certaine transparence. Tout au long de l'analyse, nous avons pu observer que *Hantz Woodlands* se différencie des autres fermes, autant par ses objectifs que par sa manière de procéder. Cette différence est également rendue visible par le cadre analytique du droit à la ville qui situe *Hantz Woodlands* différemment des autres projets puisqu'elle ne cherche pas à créer des espaces de discussion et des liens avec la communauté. Nous observons alors que la plupart des projets valorisent une valeur d'usage à travers la création d'espaces non marchands qui favorisent les rencontres et le renforcement des liens sociaux.

PP14 est la personne participante qui décrit le plus en détail sa vision d'un espace public, son utilité ainsi que la définition de la valeur d'usage d'un espace. Tout d'abord, elle mentionne son effort d'inclure ce type d'espace dans son ancienne ferme : un espace pour s'asseoir et un terrain de soccer pour les enfants. Elle explique l'importance de l'espace de rassemblement : « one of the most important thing is to have a gathering space for people, a square [...] That is probably one of the most important things: to bring community together ». C'est selon elle ce qui permet de rencontrer les habitants du quartier qui ne sont pas ses voisins immédiats. PP14, qui habite un quartier très actif en AU, a d'ailleurs assisté à une conférence sur l'importance d'avoir de tels espaces au sein du quartier. Suite à cette conférence, plusieurs voisins tentent de créer une cuisine communautaire qui pourrait remplir ce rôle. Toutefois, PP14 se montre septique par rapport à son effet. Elle soupçonne que la cuisine collective ne serve pas d'espace de rassemblement pour tous les habitants, mais seulement pour une petite partie d'entre-eux, intéressés par l'AU. Elle propose alors l'instauration d'un espace réellement inclusif, qui ne serait pas axée vers un centre d'intérêt d'AU :

We need to bulldoze about two block [...] over there and create a park, a sitting space, a place where people can just go [...] And do the barbecue and have street fairs [...] I think the first thing that needs to be done, there needs to be events that brings the community from 5 block over to this, to that. Not farmed base. Because it's not everybody that is into farming, and they're not against it but they don't have any desires to be a part of it. And this revolves around a barbecue with some music, or a fair, I don't know who would pay for it but it would be something that everybody would go to enjoy. I don't know, I'm hoping the community kitchen will bring more of the community together but that's not a square or a gathering space that's open freely. It's a kitchen, and a market and a coffee shop. That's what a lot of people are gonna say. And it's part of the farming community and they're not gonna want to be involved in it.

PP14 soulève alors les thèmes de la participation et de l'inclusion. Nous avons donc vu que les projets d'AU incluent des espaces de valeur d'usage dans leur projet. Toutefois, cet argument de PP14 nous invite à nous questionner sur l'inclusion de tous les habitants dans ces espaces d'usage. Elle perçoit dans le quartier une barrière entre les voisins qui pratiquent l'AU et ceux qui ne s'y intéressent pas. Les espaces d'usage des projets d'AU sont ouverts à tous, mais ce ne sont pas des espaces qui bénéficieront à l'ensemble de la communauté. Elle suggère l'instauration d'un espace réellement inclusif qui ne serait pas axé vers un centre d'intérêt d'AU. Notons d'ailleurs qu'on peut dresser un parallèle entre cette réflexion et celle sur la notion de communauté. On voit ici un conflit entre la compréhension de la communauté par intérêt commun (centrée autour de l'AU) et la communauté de proximité (Martin, 2003; Mc Cutcheon, 2013).

En résumé, la vision de la ville d'échange valorise l'accumulation des profits et conçoit les citoyens comme des consommateurs qui permettent l'accumulation (Purcell et Tyman, 2015, p. 1135). Toutes les fermes d'AU permettent un accès aux produits sans chercher à faire une accumulation de profits contribuant ainsi à sortir de la valeur d'échange de la ville. De plus, les fermes qui prévoient des espaces libres de consommation et qui favorisent les interactions sociales contribuent de facto à la valeur d'usage du lieu. Cette action citoyenne pour participer à la production de

l'espace urbain est une recherche d'autogestion spatiale (Purcell et Tyman, 2015), que nous allons maintenant analyser.

5.2.2. Autogestion

La réappropriation de la production de l'espace public par les citoyens passe par l'autogestion (Purcell et Tyman, 2015, p. 1135). En s'occupant de la production de l'espace urbain, les citoyens rendent désuets les gestionnaires et les corporations qui finissent par disparaître : « The regime of private property, of state planning, and of urban space valued in terms of exchange value : all of it withers away » (Purcell et Tyman, 2015, p. 1136).

Dans notre analyse du néo-libéralisme dans les projets d'AU, nous avons étudié en détail l'autosuffisance comme faisant référence à une responsabilité individuelle, mais faisant également référence à une responsabilité collective. Sous le prisme d'un droit à la ville, l'autosuffisance et la responsabilité collective peuvent permettre l'autogestion d'une communauté. Toutes les stratégies employées par les PP pour renforcer la communauté peuvent également être vues comme une forme de recherche d'autogestion au sein du quartier.

Selon Lefebvre, les droits ne sont pas garantis par l'État, mais doivent plutôt résulter de l'action de groupes mobilisés (Purcell et Tyman, 2015, p. 1133). Pour Lefebvre, c'est un point de départ qui permet de créer des espaces communs qui mettent fin à la séparation et à la ségrégation des habitants de la ville (Purcell et Tyman, 2015, p. 1136). C'est effectivement ce que cette recherche a montré. Nous avons d'abord étudié comment les PP renforcent la communauté spatiale et la communauté par intérêt commun. Nous avons également montré que l'AU permet de participer à un mouvement social en s'inscrivant au sein d'un mouvement plus large allié de la justice sociale. Ainsi, l'AU est un outil de mobilisation qui offre à la fois des espaces communs de valeur d'usage, permet la rencontre des citoyens, et favorise l'autogestion en formant un groupe mobilisé.

5.2.3. Quel droit à la ville pour les fermiers urbains de Détroit ?

Nous avons établi qu'à travers leurs actions, les fermiers urbains contribuent à revendiquer un droit d'usage de la ville. Nous allons maintenant nous pencher sur les aspects qui empêchent ces fermiers de profiter de leur propre droit à la ville.

On observe une récurrence autour du thème de l'accès à la terre pour les fermiers. Bien que cela semble surprenant dans une ville qui a connu une chute de population aussi exceptionnelle que celle de Détroit, les participants mentionnent un « bottleneck around land » (PP1). La bureaucratie et la spéculation rendent l'accès à la terre difficile. Tout d'abord, la bureaucratie complique l'achat des terres pour les fermiers. Lorsqu'ils veulent agrandir en achetant le lot voisin, ils se perdent dans le dédale administratif. Ensuite, la spéculation restreint l'accès à la terre. PP1 explique : « there are folk in the city holding onto land, because they want to see it grow in value, which leaves less land for the people to grow on ». *Trumbullplex* et DBCFSN témoignent de ces expériences : *Trumbullplex* s'est mobilisé contre un spéculateur pour l'achat d'une terre sur laquelle ils étaient déjà installés et tentaient d'acheter depuis plusieurs années ; DBCFSN était installé à ses débuts sur un terrain qui a ensuite été acheté par des développeurs, les obligeant à déménager (PP4). Ce n'est pas uniquement à Détroit que la spéculation affecte les projets d'AU. Paddeu (2012b) témoigne d'une pression ressentie par les projets d'AU à New York : lorsque le marché immobilier prend de l'ampleur, les projets d'AU deviennent menacés de destruction.

Cette tension entre les projets immobiliers et les projets d'AU témoigne de deux visions différentes pour un même lieu. D'un côté, la ville envisage parfois les projets d'AU comme des projets temporaire, dans l'attente de projets de développements, tandis que les habitants envisagent les projets à long terme. Ces deux visions s'affrontent : une qui valorise la valeur marchande et l'autre qui valorise les bienfaits sociaux et environnementaux pour la communauté (Purcell et Tyman, 2015, p. 1140).

Similairement, pour Colasanti et al., il est alors important de comprendre quels espaces doivent être créés et qui en profite (Colasanti *et al.*, 2013, p. 350). Cette réflexion amène à une confrontation de positions sur ce que devrait être la ville. Colasanti et al expliquent que l'AU est perçue, d'une part comme étant une pratique régressive signifiant la fin de la ville de Détroit, et d'autre part, comme une pratique progressive qui redéfinit la ville (Colasanti *et al.*, 2013, p. 362). Pour Blecha et Leitner, l'élevage de poules pondeuses dans les villes concrétise un imaginaire de pratiques urbaines alternatives (Blecha et Leitner, 2013). Ainsi, l'AU permet de transformer la conception de la ville : « urban agriculture transforms both the landscape and the idea of what belongs in a city » (Thom, 2011, p. 3). White abonde dans le même sens, à Détroit, l'AU crée de nouveaux espaces urbains et une nouvelle vision de la ville (White, 2011a).

Cette confrontation des positions par rapport à la compréhension de la ville est également visible à travers une critique des priorités d'investissement de la ville de Détroit (De Vito, 2013; Whitford, 2010). On reproche à la ville de Détroit d'investir dans des espaces de consommation plutôt que dans des espaces d'usages. Lors de mon observation participante, l'une des personnes m'a confié l'observation suivante : les investissements concernent principalement la création de lieux de consommation dans les quartiers centraux, et délaissent les quartiers périphériques. Les développements récents au centre-ville comprennent : le *Renaissance Center* (bureaux et boutiques), trois nouveaux casinos, deux centres sportifs (Whitford, 2010). Le rôle des corporations est également critiqué : par exemple le rôle de la *Detroit Economic Growth Corporation* qui investit dans un quartier central de Détroit dans l'optique de pouvoir en générer des profits (De Vito, 2013). Cette même corporation est critiquée pour avoir permis l'installation de la chaîne *Whole Food* dans le but explicite d'entraîner une gentrification (De Vito, 2013).

Ainsi, en œuvrant pour un droit à la ville basé sur sa valeur d'usage, les citoyens s'engagent dans un processus qui, selon Lefebvre, a un potentiel radical grâce à des pratiques démocratiques d'autogestion permettant de dépasser le néo-libéralisme et l'État (Purcell et Tyman, 2015, p. 1133). L'autogestion n'est pas atteinte et les fermiers ne sont pas complètement détachés des processus marchands, mais les idées centrales du droit à la ville sont tout de même présentes. Lefebvre mentionne d'ailleurs que le droit à la ville est un processus, un horizon à atteindre :

It is important to reiterate that Lefebvre sees the right to the city, and the new contract more generally, as a point of departure for a new political struggle. Again, as with autogestion, the right to the city does not imagine a final utopia, a crystal palace of spatial self-management at the end of history. As with his politics more generally, Lefebvre conceives of spatial autogestion as a horizon we move towards but will never reach (Purcell et Tyman, 2015, p. 1136).

En résumé, nous avons établi que l'AU est empreinte de néo-libéralisme, ce qui est, entre autres, visible à travers les projets d'AU à Détroit. Toutefois, en analysant ces projets selon la classification de McClintock (2013), la plupart se situent tout de même du côté radical du spectre. Nous avons également analysé les projets d'AU sous l'angle du droit à la ville et observé qu'ils valorisent la valeur d'usage de la ville ainsi que la création d'espace de rencontres, ce qui correspond à un droit à la ville radical.

CONCLUSION

L'emploi de la théorie du droit à la ville a permis d'analyser le potentiel radical des projets d'AU à Détroit. En effet, l'analyse des projets d'AU au moyen de la théorie du droit à la ville de Lefebvre a permis de constater que les PP proposent un droit d'usage basé sur la sortie des relations marchandes, sur la création d'espaces d'usage au sein de leurs projets et sur la formation d'une autogestion. Ainsi, à travers leurs projets, les PP revendiquent un droit à la ville radical.

Bien que les projets d'AU étudiés soient teintés de néo-libéralisme, dans la mesure où ils compensent pour le retrait du filet social et peuvent contribuer à la diffusion de valeurs néolibérales, ils témoignent tout de même d'une volonté de changement sociétal radical. Ainsi, lorsque ces projets ont été analysés selon la classification de McClintock (2013), il est apparu que seule la ferme *Hantz Woodlands* situe son action uniquement dans une perspective néolibérale, alors que les autres projets agissent dans une perspective plus radicale.

Cette volonté de changement sociétal radical s'exprime sous plusieurs formes, tout d'abord à travers le renforcement de la notion de communauté. Deux visions de la communauté ressortent, une première s'articulant autour de la notion de proximité et une deuxième, formée autour de la présence d'un intérêt commun. Pour les PP, la communauté d'intérêt s'articule, entre autres, autour de l'AU tandis que la communauté spatiale est tissée au sein du quartier. La réflexion entourant la formation de la communauté et son renforcement a permis de démontrer la volonté d'inclusion des PP à travers leurs processus de recrutement et dans la recherche de représentation de la population de Détroit. Ensuite, la volonté de changement radical prend également la forme d'une critique du système économique capitaliste. Les PP critiquent ce système pour les conséquences de son oppression sociale qui prend la forme de l'abandon des citoyens, de la création d'inégalités et qui nuit aux communautés. Le capitalisme est également critiqué pour son racisme systémique

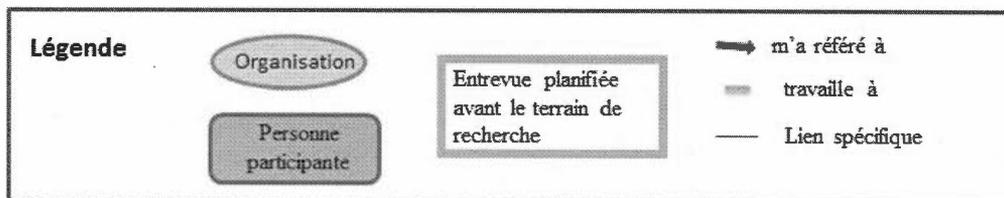
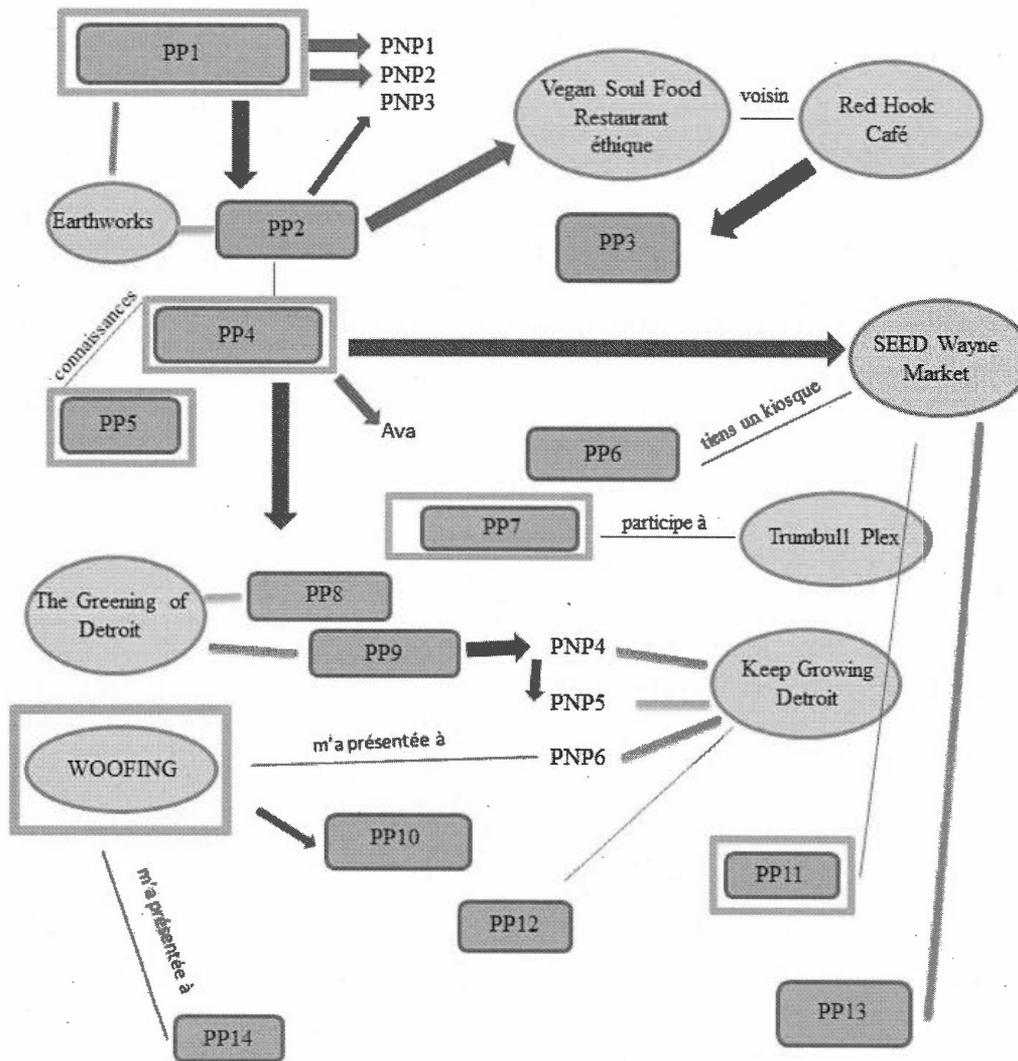
ainsi que pour son impact sur le système alimentaire. Les PP emploient plusieurs stratégies de pratiques économiques alternatives pour répondre aux conséquences du capitalisme. Elles emploient l'autonomisation afin de répondre à l'abandon des communautés, la recherche d'abondance et le renforcement des liens d'entraide et de soutien pour répondre aux inégalités engendrées par le système. Les PP privilégient le local pour renforcer les communautés, pratiquent une agriculture enracinée en réponse à l'extraction environnementale et emploient des alternatives à l'argent pour renforcer les communautés. Puis, la volonté de changement radical est visible à travers l'analyse sous l'angle du droit à la ville qui a permis de mettre en lumière l'incorporation d'espaces d'usages au sein des projets ainsi qu'un début de recherche d'autogestion.

Par ailleurs, cette recherche a répondu à un certain manque théorique concernant l'analyse des stratégies de résistance employées par le mouvement alimentaire identifié par White (2011b). Cela dit, plusieurs aspects mériteraient d'être approfondis. En effet, une étude plus poussée des modes d'organisation au sein de projets communautaires d'AU gagnerait à être effectuée, ce qui permettrait de préciser les liens qui unissent le mouvement d'AU et l'anarchisme.

L'étude, articulée autour d'un terrain de recherche, a permis de rencontrer 14 personnes participantes et d'analyser 5 organisations communautaires, 3 fermes à but lucratif et 2 collectifs. Toutefois, le milieu de l'AU à Détroit est immense et très diversifié et aucune entrevue avec des personnes participant à des jardins communautaires n'a pu être réalisée. Cet aspect mériterait d'être exploré plus profondément.

Finalement, il semble important de souligner que plusieurs PP ont mentionné l'importance qu'occupe la spiritualité pour eux, en lien avec l'AU. Étant donné l'importance de cette thématique pour plusieurs PP, cet aspect, peu abordé dans la littérature sur l'AU, mériterait d'être exploré dans de futures recherches.

ANNEXE A : LIENS ENTRE LES PERSONNES PARTICIPANTES (PP)



ANNEXE B : RÉCAPITULATIF DU TERRAIN DE RECHERCHE

Récapitulatif des entrevues				
PP	Groupe	Type de groupe	Observation participante	Durée d'entrevue
PP1	Earthworks	Organisation communautaire	réparation vélo	01:05:00
PP2	Earthworks	Organisation communautaire		00:50:00
PP3	Anonyme	Ferme à but lucratif		00:22:00
PP4	DBCFSN	Organisation communautaire	visite	01:00:00
PP5	Hantz Woodland	Ferme à but lucratif	visite du quartier	01:07:00
PP6	Anonyme	Ferme à but lucratif	OP de la récolte	03:30:00
PP7	Trumbull Plex	Collectif	OP	0:36:00
PP8	The Greening of Detroit	Organisation communautaire		0:33:00
PP9	The Greening of Detroit	Organisation communautaire		00:22
PP10	Fire Weed Universe	Collectif	OP plantation de maïs	02:27:00
PP11	MUFI	Organisation communautaire	OP	0:33:00
PP12	Anonyme	Ferme à but lucratif		0:11:00
PP13	SEEDS Wayne	Organisation communautaire		00:24:00
PP14	Résident	Citoyen	OP informelle	02:04:00

Observation participante

PP1	Suite à ma rencontre avec PP1, j'ai fait une crevaision à vélo, ce qui m'a donné l'occasion de participer à l'atelier de vélo, organisé par Earthworks
PP4	PP4 m'a fait visiter la ferme et m'a expliqué leurs différentes activités. Il m'a également invité à venir les rencontrer lors de leur stand au marché
PP5	PP5 m'a fait visiter le quartier et les différentes étapes de leur projet
PP6	Je me suis joints à plusieurs bénévoles et employés de la ferme pour participer à la récolte
PP7	J'ai aidé PP7 à désherber et entretenir le jardin au cours de l'entrevue. J'ai également eu l'opportunitier d'assister à leur cours de danse
PP10	J'ai aidé les PP10 a effectuer de la plantation lors de l'entrevue
PP11	J'ai fait quelques heures de bénévolat avec MUFI avant l'entrevue avec PP11
PP14	OP plutôt informelle, due au fait que je l'ai cotoyé tout au long de mon terrain de recherche
Ferme de WOOFing: j'ai également fait de l'observation participante, tout au long de mon terrain de recherche en ayant l'occasion de cotoyer mes hôtes	

Informed Consent form

This informed consent form is for participants involved in organizations linked to food justice or urban agriculture in Detroit.

**Research conducted by Claudia Vergnolle
University of Quebec in Montreal
Research: « Community Projects in Detroit »
Fieldwork: May – June 2016**



Information about the research

My name is Claudia Vergnolle, I am a master's student from Montreal (Canada) at the University of Quebec in Montreal. I am conducting research on community projects in Detroit focusing on urban agriculture and food justice projects. This consent form will be reviewed together, and should you have any questions, please do not hesitate to ask them or contact me by email.

As access to healthy, affordable and culturally appropriate food in Detroit is difficult, a lot of urban agriculture and food justice projects have emerged. I would like to know more about these community projects taking place in Detroit, through the views of its participants. This research intends on examining the core values of the projects, their involvement in their respective neighborhoods and their use of space.

Interviews

This research methodology employs interviews with participants of different projects in Detroit. Each interview should last about one hour. Should the need arise, follow-up questions may be asked during the following months.

You are invited to participate to this study because your experience can contribute to expand the knowledge about community organizing and food justice.

Voluntary Participation

Your participation to this research is voluntary. You can choose whether to participate or not. You can also change your mind and stop participating. Should the need for follow-up questions arise, your participation is at your discretion.

Procedures

If you agree to participate to this research, you will be asked to answer a couple of open ended questions.

I, Claudia Vergnolle, will conduct the interview. If you do not wish to answer specific questions, they will be skipped.

The interview will be recorded, and I will also take notes. The information recorded and the notes are confidential and only I will have access to them. The tape and the notes will be kept in a locked desk drawer in a locked room. The tapes and the notes will be destroyed two years after my research is completed.

Benefits

No direct compensation is provided, however this research hopes to give back to the community by contributing to the body of knowledge about the potential of urban gardening to challenge the system and pledge for a more sustainable world.

Confidentiality

The information obtained through the interview will be kept anonymous. You will be identified by an alphanumeric code, and only I will know which code is yours. I will also avoid using information that could be traced back to you.

Sharing the Results

The final report will be written in French, should you require a copy, I will send you one. I will also contact you in order to let you know about the publication of my research. This research will be published in French on the University of Quebec in Montreal's thesis database. The content of the interview could also be used for further research and publication.

Who to Contact

If you have any questions, feel free to ask them now. Should you have any questions later on, you can contact me: vergnolle.claudia@courrier.uqam.ca

This consent form has been approved by the Comity of Ethics of the University of Quebec in Montreal.

Certificate of Consent

I have read and understood the information about the research. I am willing to participate voluntarily, knowing that I have the right to withdraw at any moment.

Name _____

Signature _____

Date _____

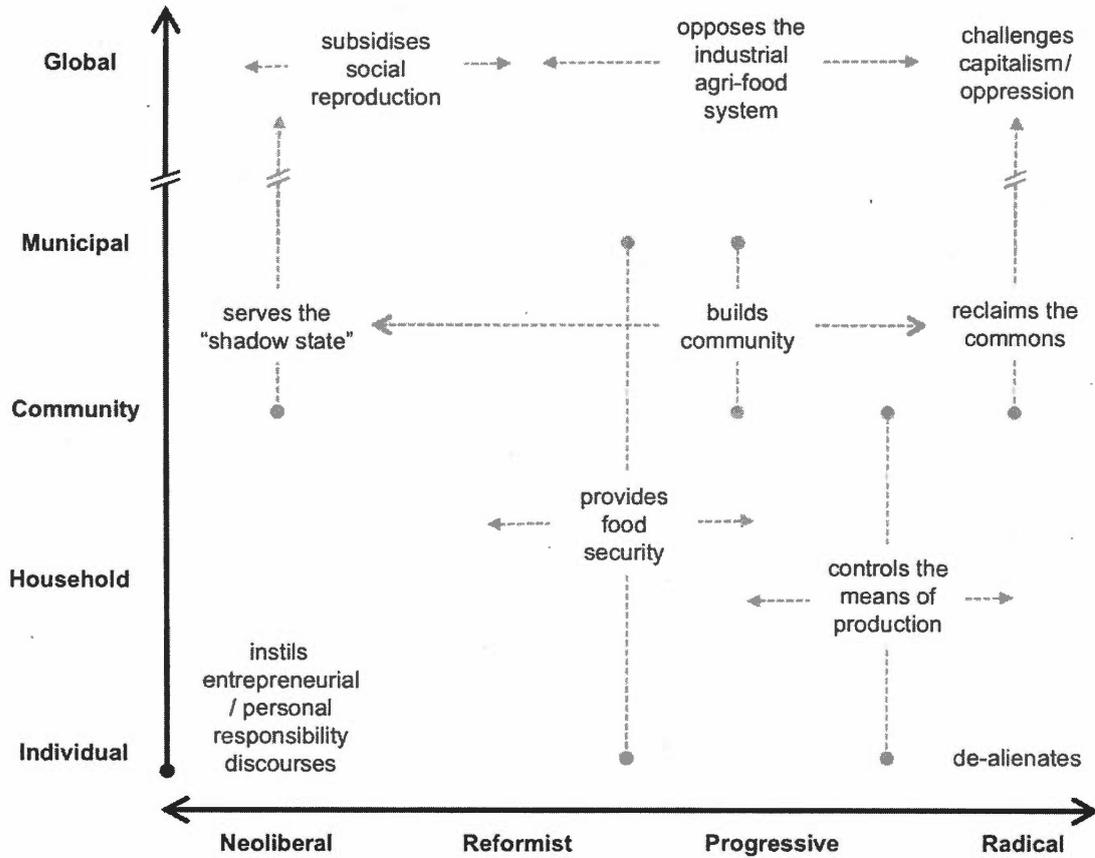
Day/month/year

ANNEXE D : 7 TYPES D'AU SELON MCCLINTOCK

Table 1. Most common types of urban agriculture.

Type of urban agriculture	Organised	Scale of production	Primary functions or orientation	Management	Labour	Market engagement
Residential	No	Yards	Production for household consumption, recreation, landscaping, occasional sales of surplus	Individual or household	Self or family	Minimal
Allotment	Yes	Vacant lots, parks	Food production, recreation	Community garden programme, individual plot management	Individual community garden member	Occasional
Guerrilla	Sometimes	Plants, beds	Valorisation and/or transgression of landscape norms, creation of "edible landscapes"	Individual or collective	Individual or collective	Rare
Collective	Yes	Vacant lots, parks	Community-building, food production	Collective, often with a garden manager	Collective members	Occasional
Institutional (e.g. school, prison, hospitals)	Yes	Yard or other vacant space, greenhouses	Education, rehabilitation, skills training	Institution or contracted organisation	Institutional members (e.g. students, patients, clients, prisoners), staff, volunteers	Occasional
Non-profit	Yes	Vacant lots, parks, greenhouses	Food security, food justice, education (foodways, nutrition, biophysical science)	Non-profit organisation	Staff and volunteers	Frequent
Commercial/for-profit	No	Large parcels, rooftops, greenhouses, yards of multiple clients	Food production (often through CSAs, AFN markets such as farmers markets), edible landscaping, green infrastructure	Business owner and/or manager	Employees	Always

ANNEXE E : OBJECTIFS DE L'AU SELON MCCLINTOCK



BIBLIOGRAPHIE

- Agyeman, J. et McEntee, J. (2014). Moving the Field of Food Justice Forward Through the Lens of Urban Political Ecology. *Geography Compass*, 8(3), 211-220.
- Alkon, A.H. et Agyeman, J. (2011). *Cultivating Food Justice. Race, Class, and Sustainability*. Cambridge: England : The MIT Press.
- Alkon, A.H. et Mares, T.M. (2012). Food sovereignty in US food movements: radical visions and neoliberal constraints. *Agriculture and Human Values*, 29(3), 347-359.
- American Educational Research Association. (Février 2011). *Code of Ethics*. Récupéré de http://c.ymcdn.com/sites/www.weraonline.org/resource/resmgr/a_general/aera.pdf
- Ancelovici, M., Dufour, P. et Nez, H. (2016). Introduction: From the Indignados to Occupy: Prospects for Comparison. Dans *Street Politics in the Age of Austerity From the Indignados to Occupy* (p. 312). Amsterdam : Amsterdam University Press.
- Atkinson, P. et Hammersley, M. (1983). *Ethnographic Principles in Practice*. London : London Tavistock.
- Bacqué, M.-H. (2000). De la réforme urbaine au management social aux États-Unis. L'exemple du développement communautaire aux États-Unis. *Les Annales de la recherche urbaine*, 86, 66-76.
- Bacqué, M.-H. (2006). Empowerment et politiques urbaines aux États-Unis. *Géographie, économie et société*, 8, 107-124.

- Baxter, J. (2010). Case Studies in Qualitative Research. Dans Hay, I. (dir.), *Qualitative Research Methods in Human Geography*. Oxford : Oxford University Press.
- Blecha, J. et Leitner, H. (2013). Reimagining the food system, the economy, and urban life: new urban chicken-keepers in US cities. *Urban Geography*, 35(1), 86-108.
- Body-Gendrot, S. (1997). *Les villes américaines: Les politiques urbaines* Paris : Hachette.
- Boyle, K. (2001). The Ruins of Detroit: Exploring the Urban Crisis in the Motor City. *Michigan Historical Review*, 27(1), 109-127.
- Bradshaw, M. et Stratford, E. (2010). Qualitative Research Design and Rigour. Dans Hay, I. (dir.), *Qualitative Research Methods in Human Geography* (p. 432). Oxford : Oxford University Press.
- Brother Nature Produce. (2017) *7 Reasons Why you Should be Buying From Bro Nature*. Récupéré le 4 mars 2017.
- Busquet, G. (2013). Question urbaine et droit à la ville. *Mouvements*, 74(2), 113-122.
- Capuchin Soup Kitchen. (2015) *Mission*. Récupéré le 24 septembre 2015 de http://www.cskdetroit.org/earthworks/about_us/mission
- Carter, S.M. et Little, M. (2007). Justifying Knowledge, Justifying Method, Taking Action: Epistemologies, Methodologies, and Methods in Qualitative Research. *Qualitative Health Research*, 17, 1316-1327.
- Castells, M., Caraça, J.M.G. et Cardoso, G. (2012). *Aftermath : the cultures of the economic crisis*. Oxford : Oxford University Press.

- Chevrier, J. (2006). La spécification de la problématique. Dans Gauthier, B. (dir.), *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données* (p. 51-84). Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec.
- Christensen, D. (2011). Securing the momentum: Could a homestead act help sustain Detroit urban agriculture? *Drake journal of agricultural law*, 16(2), 241-260.
- Clark, A. (2014, 3 juillet 2014). Going Without Water in Detroit. *The New York Times*.
- Colasanti, K.J.A. (2009). *Growing Food in the City: Two approaches to Exploring Scaling up Urban Agriculture in Detroit*. Michigan State University, Détroit.
- Colasanti, K.J.A., Hamm, M.W. et Litjens, C.M. (2013). The City as an "Agricultural Powerhouse"? Perspectives on Expanding Urban Agriculture from Detroit, Michigan. *Urban Geography*, 33(3), 348-369.
- Costes, L. (2010). Le Droit à la ville de Lefebvre: quel héritage politique et scientifique. *Espaces et sociétés*, 1(140-141), 177-191.
- Creswell, J.W. (2013). *Qualitative Inquiry & Research Design: Choosing Among Five Approaches*. Thousand Oaks : Sage Publications.
- Davey, M. (2014). Detroit Is Out of Bankruptcy, but Not Out of the Woods. *The New York Times*
- Davey, M. et Walsh, M.W. (2013). Billions in Debt, Detroit Tumbles Into Insolvency. *The New York Times*. Récupéré de http://www.nytimes.com/2013/07/19/us/detroit-files-for-bankruptcy.html?_r=0
- De Souza, M. (2010). Which right to which city? In defence of political-strategic clarity. *Interface*, 2, 315-333.
- De Vito, L. (2013). Whole Foods Opens in Midtown. *Detroit Metro Times*.

Della Porta, D. (2012). Mobilizing against the crisis, mobilizing for "another democracy": comparing two global waves of protest. *Interface*, 4(1), 274-277.

Department of Health and Human Services. (2016) *Program Overview*. Récupéré le 18 novembre 2016 de http://www.michigan.gov/osa/0,4635,7-234-64083_43343-165839--,00.html

Desan, M.H. (2014). Bankrupted Detroit. *Thesis Eleven*, 121(1), 122-130.

Detroit Black Community Food Security Network. (2015a) *About us*. Récupéré le 24 septembre 2015 de <http://detroitblackfoodsecurity.org/about.html>

Detroit Black Community Food Security Network (2015b). [Media Request Form - Revised].

Detroit Black Community Food Security Network. (2016a) *Detroit People's Food Co-op*. 4 avril 2017.

Detroit Black Community Food Security Network. (2016b) *FAQ*. 4 avril 2017.

Detroit Food Justice Task Force. (2011) *New Documentary on Undoing Racism in the Detroit Food System*. Récupéré le 29 septembre 2017.

Detroit Food Policy Council. (2017) *The DFPC is...* Récupéré le 29 septembre 2017.

Detroit Regional Chamber. (2015) *MSA Data*. Récupéré le 24 septembre 2015.

Deverre, C.L., Claire. (2010). Les systèmes agroalimentaires alternatifs. Une revue de travaux anglophones en sciences sociales. *Économie rurale*, 317, 57-73.

Double Up Food Bucks. (2017) *About the program*. Récupéré le 18 novembre 2016 de <http://www.doubleupfoodbucks.org/about/>

- Dowie, M. (2009) *Urban Farming in Detroit and Big Cities Back to Small Towns and Agriculture*.
- Dowling, R. (2010). Power, Subjectivity, and Ethics in Qualitative Research. Dans Hay, I. (dir.), *Qualitative Research Methods in Human Geography*. Oxford : Oxford University Press.
- Drake, L. (2014). Governmentality in urban food production? Following "community" from intentions to outcomes. *Urban Geography*, 35(2), 177-196.
- Draus, P.J., Roddy, J. et McDuffie, A. (2014). 'We don't have no neighbourhood': Advanced marginality and urban agriculture in Detroit. *Urban Studies*, 51(12), 2523-2538.
- Environmental History in Detroit. (2014a) *The Potato Patch Scheme*. Récupéré le 9 juillet 2017.
- Environmental History in Detroit. (2014b) *Thrift Gardens & the Great Depression*. Récupéré le 9 juillet 2017.
- Environmental History in Detroit. (2014c) *Urban Agriculture and Gardens*. Récupéré le 16 mars 2017.
- Fireweed Universe City. (2016) *So What's it all about?* Récupéré le 07 novembre 2016.
- Gallagher, J. (2013). *Revolution Detroit: Strategies for Urban Reinvention*. Detroit : Wayne State University Press.
- Hamm, M. et Bellows, A. (2003). Community food security: Background and Future Directions. *Journal of Nutrition Education and Behavior*, 35(1), 37-43.
- Hanon, I. (2015). Agriculture urbaine et autogestion à Cuba. *Revue internationale de l'économie sociale*, 337, 84-99.

Hantz Farms Detroit. (2017) *Home*. Récupéré le 29 juillet 2017.

Harvey, D. (2012). *Rebel Cities: From the Right to the City to the Urban Revolution*. London : Verso.

Heckert, J.V. (2014). Planning for Abundance: Permaculture and Radical Transformation. *Theory in Action*, 7(4), 97-106.

Herscher, A. (2012). *The Unreal Estate Guide to Detroit*. Ann Arbor : University of Michigan.

Hochedez, C. et Le Gall, J. (2016). Justice Alimentaire et Agriculture. *Justice spatiale*, 9.

Holm, A. (2014). Urbanisme néo-libéral ou droit à la ville. *Multitudes*, 4(43), 240.

Howard Schutzbank, M. (2012). *Growing Vegetables in Metro Vancouver: an Urban Farming Census*. University of British Columbia, Vancouver.

Jackman, M. (2015). How Paul Weertz helped stabilize the tiny Detroit neighborhood you almost never hear about *Detroit Metro Times*.

Keep Growing Detroit. (2017) *testing garden soil*. Récupéré le 27 février 2017.

Kinder, K. (2016). *DIY Detroit Making Do in a City without services*. Minneapolis : University of Minnesota Press.

Kjaeras, K.E.A. (2012). *Planning for Urban Sustainability. A Case Study of Urban Farming in Vancouver as an Urban Sustainable and Ecological Resilient Practice*. University of Oslo, Oslo.

La Via Campesina. (2004) *Déclaration de la IV^e Conférence de LVC*. Récupéré le 29 septembre 2017

La Via Campesina. (2007) *Declaration of Nyéléni*. Récupéré le 15 novembre 2015

Lawrence, E. (2014, 27 janvier 2014). Michigan customers behind on utility bills face shutoff, even in winter. *Detroit Free Press*

Lefebvre, H. (1968). *Le droit à la ville*. Paris : Anthropos.

Magdoff, F. (2012). Food as Commodity. *Monthly Review*, 63(8).

Marchand, Y. et Meffre, R. (2011). *The Ruins of Detroit*. Göttingen : Steidl.

Martelle, S. (2011). *Detroit*. Chicago : Chicago Review Press.

Martin, D.G. (2003). 'Place-framing' as place-making: constituting a neighborhood for organizing and activism. *Annals of the Association of American Geographers*, 93, 730-750.

Mc Cartney, R. (2012). Promoting Health And Development in Detroit Trough Gardens And Urban Agriculture. *Health Affairs*.

Mc Cutcheon, P. (2013). "Returning Home to Our Rightful Place": The Nation of Islam and Muhammad Farms. *Geoforum*, 49, 61-70.

Mc Graw, B. (2007). Life in the Ruins of Detroit. *History Workshop Journal*(63), 288-302.

McClintock, N. (2013). Radical, reformist, and garden-variety neoliberal: coming to terms with urban agriculture's contradictions. *Local Environment: The International Journal of Justice dans Sustainabilty*, 19(2), 147-171.

McDonald, J. (2014). What happened to and in Detroit? *Urban Studies*, 51(16), 3309-3329.

Michigan Department of Health & Human Services. (2016) *Food Assistance Program*. Récupéré le 18 novembre 2016 de http://www.michigan.gov/mdhhs/0,5885,7-339-71547_5527---,00.html

Mincyte, D. et Dobernig, K. (2016). Urban Farming in the North American metropolis: Rethinking work and distance in alternative food networks. *Environment and Planning*, 48(9), 1767-1786.

Mougeot, L.J.A. (2000). *Urban Agriculture: Definition, Presence, Potentials and Risks, and Policy Challenges*. Dans Research, I. D. (dir.). (Cities Feeding People Series). Ottawa.

National Women in Agriculture Association. *Our Mission*. Récupéré le 12 décembre 2016.

Paddeu, F. (2012a). Faire face à la crise économique à Detroit : les pratiques alternatives au service d'une résilience urbaine ? . *L' Information géographique* 4, 119-139.

Paddeu, F. (2012b). L'agriculture urbaine dans les quartiers défavorisés de la métropole New-Yorkaise: la justice alimentaire à l'épreuve de la justice sociale. *VertigO la revue électronique en sciences de l'environnement*, 12(2), 22.

Paddeu, F. (2014). L'agriculture urbaine à Detroit : un enjeu de production alimentaire en temps de crise ? *Pour*, 4(224), 89-99.

Paddeu, F. (2015). *De la crise urbaine à la réappropriation du territoire. Mobilisations civiques pour la justice environnementale et alimentaire dans les quartiers défavorisés de Detroit et du Bronx à New York*. Université Paris 4 Sorbonne, Paris.

Patton, M.Q. (2002). *Qualitative Research and Evaluation Methods*. Thousand Oaks : Sage publications.

Popelard, A. (2009). Détroit, catastrophe du rêve. *Hérodote*, 32(1), 202-215.

- Purcell, M. (2013). To Inhabit Well: Counterhegemonic Movements and the Right to the City. *Urban Geography*, 34(4), 560-574.
- Purcell, M. et Tyman, S. (2015). Cultivating food as a right to the city. *Local Environnement*, 20(10), 1132-1147.
- Quizar, J. (2014). *Who Cares for Detroit? Urban Agriculture, Black Self Determination, and Struggles Over Urban Spaces*. University of Southern California, Ann Arbor. Doctorat.
- Rundgren, G. (2016). Food: From Commodity to Commons. *Journal of Agricultural and Environmental Ethics*, 29, 103-121.
- Sassen, S. (2012). *Cities in a world economy*. Los Angeles : Thousand Oaks.
- SEED Wayne. (2008). SEED Wayne is Launched. *Wayne SEEDLING*, 1(1), 4.
- SEED Wayne. (2009). Summer of "Convenient, Affordable, and Fresh" Produce on Campus! *Wayne SEEDLING*, 2(2). Récupéré de <http://clas.wayne.edu/Multimedia/seedwayne/files/Newsletters/Seedling091309.pdf>
- Steinmetz, G. (2009). Detroit: A Tale of Two Crises. *Environment and Planning D: Society and Space*, 27, 761-770.
- Sugrue, T.J. (1998). *The Origins of the Urban Crisis: Race and Inequality in Postwar Detroit*. Princeton : Princeton University Press.
- Taylor, D.K.A. (2015). *Detroit's food justice and food systems*.
- The Greening of Detroit. (2017) *Home*. Récupéré le 29 septembre 2017.
- The Michigan Urban Farming Initiative. (2015) *All about MUIFI*. Récupéré le 24 septembre 2015 de <http://www.miufi.org/#!/about/c560>

- Thom, M. (2011) *Cultivating Connections: The Urban Agriculture Movement*. Récupéré le 21 septembre 2015.
- Thompson, H.A. (1999). Rethinking the Politics of White Flight in the Postwar city Detroit, 1945-1980. *Journal of Urban History* 25(2), 163-198.
- Trumbullplex. (2016) *About*. Récupéré le 07 novembre 2016.
- U.S. Census Bureau. (2013). *DP05 - ACS DEMOGRAPHIC AND HOUSING ESTIMATES* New York.
- U.S. Census Bureau. (2015). *State and County QuickFacts: Detroit (city), Michigan* New-York. Récupéré de <http://quickfacts.census.gov/qfd/states/26/2622000.html>
- Public Law 106-246 (2008).
- United States Department of Labor. (2015). *Labor Force Statistics from the Current Population Survey* Washington.
- Vasudevan, A. (2014). The autonomous city: Towards a critical geography of occupation. *Progress in Human Geography*, 38(1), 1-23.
- Vivero-Pol, J.L. (2017). The idea of food as commons or commodity in academia. A systematic review of English scholarly texts. *Journal of Rural Studies*, 53, 182-201.
- Walsh, M.W. (2014, 25 mai 2014). Detroit Plan to Profit on Water Looks Half Empty. *New York Times*.
- White, M. (2011a). D-Town Farm: African American Resistance to Food Insecurity and the Transformation of Detroit. *Environmental Reviews & Case Studies*, 4(13).

White, M. (2011b). Sisters of the Soil: Urban Gardenind as Resistance in Detroit.
Race/Ethnicity: Multidisciplinary Global Context, 5(1), 13-28.

Whitford, D. (2010). Can Farming Save Detroit? *Fortune*, 161(1).